



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 14 février 1959

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, February 14th, 1959

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 13750-58)

Aird Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Dave Gillick, fourreur, Irving Weiss, grossiste, Myer Malcoff et Sam Pinsky, marchands, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, amélioration et développement, sous le nom de "Aird Holding Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958

L'Assistant procureur-général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 13750-58)

Aird Holding Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Dave Gillick, Furrier, Irving Weiss, Wholesaler, Myer Malcoff and Sam Pinsky, Merchants all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement and development company, under the name of "Aird Holding Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

P.G. 13824-58)

Airtha Associates Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1958, constituant en corporation: David James McDougall, géologue conseil, de Pointe Claire, Alec Phelps Grigg, avocat, de Beaconsfield, James Auley McCuaig, ingénieur minier, Charles Ambrose Lane Hibbard, avocat, et John Michael Grigg, comptable, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs et conseillers en géologie, géophysique, métallurgie, chimie du sol et autres sciences de la terre et activités connexes, sous le nom de "Airtha Associates Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,000 actions privilégiées et 2,000 actions ordinaires, toutes d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14406-58)

Alpha Ferland Auto Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1958, constituant en corporation: Alpha Ferland, garagiste, Edmond Ferland, rentier, et Pierre Fortin, avocat, tous de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Alpha Ferland Auto Incorporée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14607-58)

Alpha Tool Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1958, constituant en corporation: David Litner, Seymour Machlovitch, tous deux avocats, et Rachel Souchereau, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fondeurs en fer et manufacturiers de machinerie, outilleurs et métallurgistes, sous le nom de "Alpha Tool Corporation", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 13824-58)

Airtha Associates Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1958, incorporating: David James McDougall, Consulting Geologist, of Pointe-Claire, Alec Phelps Grigg, advocate, of Beaconsfield, James Auley McCuaig, Mining Engineer, Charles Ambrose Lane Hibbard, advocate, and John Michael Grigg, accountant, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and consultants in geology, geophysics, metallurgy, soil chemistry and other earth sciences and allied fields, under the name of "Airtha Associates Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 preferred shares and 2,000 common shares, all of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14406-58)

Alpha Ferland Auto Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1958, incorporating: Alpha Ferland, garage-keeper, Edmond Ferland, annuitant, and Pierre Fortin, advocate, all of Bedford, for the following purposes:

To deal in automobiles and other means of transportation; to carry on business as garage-keepers and hardwaremen, under the name of "Alpha Ferland Auto Incorporée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Bedford, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14607-58)

Alpha Tool Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1958, incorporating: David Litner, Seymour Machlovitch, both advocates, and Rachel Souchereau, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as iron founders and manufacturers of machinery, toolmakers and metal workers, under the name of "Alpha Tool Corporation", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 1,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14686-58)

Artisanat Liturgique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1958, constituant en corporation: Phil Cutler, Richard Dorais, tous deux avocats, et Huguette Lessard, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'articles religieux, sous le nom de "Artisanat Liturgique Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14686-58)

Artisanat Liturgique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1958, incorporating: Phil Cutler, Richard Dorais, both advocates, and Huguette Lessard, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in religious articles under the name of "Artisanat Liturgique Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13092-58)

**A. Setlakwe Limited
A. Setlakwe Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: James Walter, Hemens, de Pointe Claire, William Alston Campbell, de Montréal Ouest, William Desmond Thomas, de Beaconsfield, James Donald MacLean Brierley, de Westmount, tous quatre avocats, et Heather Leask Scott, secrétaire, fille majeure, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et fabricants de marchandises sèches, fourreurs, drapiers et bonnetiers, sous le nom de "A. Setlakwe Limited — A. Setlakwe Limitée", avec un capital total de \$1,200,000, divisé en 2,400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 960,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 13092-58)

**A. Setlakwe Limited
A. Setlakwe Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: James Walter Hemens, of Pointe Claire, William Alston Campbell, of Montreal West, William Desmond Thomas, of Beaconsfield, James Donald MacLean Brierley, of Westmount, all four advocates, and Heather Leask Scott, secretary, spinster of the full age of majority, of St. Lambert, for the following purposes:

To carry on the businesses of dry goods merchants and manufacturers, furriers, clothiers and hosiers, under the name of "A. Setlakwe Limited — A. Setlakwe Limitée", with a total capital stock of \$1,200,000, divided into 2,400 common shares of a par value of \$100 each and 960,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Thetford-Mines, judicial district of Mégantic.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14774-58)

Auberge de la Montagne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, et Robert-Y. Lanthier, de Sté-Rose, tous avocats, pour les objets suivants:

Sous réserve des dispositions de la loi concernant ces matières, établir, entretenir et exploiter des hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de "Auberge de la Montagne Inc.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Routhierville, district judiciaire de Bonaventure.

(A.G. 14774-58)

Auberge de la Montagne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, and Robert-Y. Lanthier, of Ste. Rose, all advocates, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Act respecting the following; establish, maintain and operate hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps, tourist accommodation and summer resorts, under the name of "Auberge de la Montagne Inc.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall commence its operations will be of at least \$500.

The head office of the company will be at Routhierville, judicial district of Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14727-58)

Avrum Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1958, constituant en corporation: Sydney Weisbord, comptable, Philip Borrow, notaire, et Jeanine Fobert, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Avrum Investments Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4745 avenue Carlton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14757-58)

Barney Monieson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, William I. Miller, tous deux de Montréal, et Morton Bell, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le négoce ou commerce général d'imprimeurs et photographes, sous le nom de "Barney Monieson Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14740-58)

Beauparè Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, avocat, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, avocats, Sydney Sederoff, étudiant en droit, et Muriel Frances Dyall, secrétaire, fille majeure, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Beauparè Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions, catégorie "A", de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14727-58)

Avrum Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1958, incorporating: Sydney Weisbord, accountant, Philip Borrow, notary, and Jeanine Fobert, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Avrum Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 4745 Carlton Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14757-58)

Barney Monieson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Arthur I. Bronstein, William I. Miller, both of Montreal, and Morton Bell, of St. Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on the trade or business of general printers and photographers, under the name of "Barney Monieson Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14740-58)

Beauparè Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, advocates, Sydney Sederoff, law student, and Muriel Frances Dyall, secretary, spinster of the full age of majority, all four of Montreal, for the following purposes:

To acquire and exploit a certain immovable property, under the name of "Beauparè Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$100 each, 100 Class "A" shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14755-58)

Berko Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Ben Bercovitch, Saul Bercovitch, tous deux propriétaires de taxis, de Montréal, et Jon Kosorwich, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de taxis, sous le nom de "Berko Enterprises Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4811 rue St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14657-58)

Berma Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: René Beaudry, de Verdun, Joseph Vallières et Louis-Claude Trudel, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Berma Construction Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14075-58)

Blackstone Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Guy Girard, notaire, d'Outremont, Jeannine Picotte, veuve, secrétaire, et Lucien Pépin, notaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de "Blackstone Building Corporation", avec un capital total de \$75,000, divisé en 250 actions communes d'une valeur de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 55, Delavigne Road, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14755-58)

Berko Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Ben Bercovitch, Saul Bercovitch, both Taxi Proprietors, of Montreal, and Jon Kosorwich, advocate, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on a taxicab business, under the name of "Berko Enterprises Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4811 St. Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14657-58)

Berma Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: René Beaudry, of Verdun, Joseph Vallières and Louis-Claude Trudel, of Montreal, all advocates for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors; deal in real estate, under the name of "Berma Construction Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14705-58)

Blackstone Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Guy Girard, notary, of Outremont, Jeannine Picotte, widow, secretary, and Lucien Pépin, notary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and building contractors under the name of "Blackstone Building Corporation", with a total capital stock of \$75,000, divided into 250 common shares of a value of \$100 each and into 500 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 55 Delavigne Road, Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14685-58)

Boulangerie Mauricienne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1958, constituant en corporation: Armand Boisvert, boulanger, de St-Maurice, Maurice Martel, avocat, et Lucille Roy, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers et confiseurs, sous le nom de "Boulangerie Mauricienne Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Maurice, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14685-58)

Boulangerie Mauricienne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1958, incorporating: Armand Boisvert, baker, of St. Maurice, Maurice Martel, advocate, and Lucille Roy, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers and confectioners, under the name of "Boulangerie Mauricienne Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Maurice, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14760-58)

Brel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Rollin Galloway, tous deux avocats, et Sarah Miller, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et de tous intérêts en iceux et des constructions ou autres bâtisses dessus érigées, limitées à bois, pouvoirs hydrauliques et autres et propriétés immobilières et tous droits, titre ou intérêt sur lesdites propriétés, sous le nom de "Brel Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14760-58)

Brel Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Rollin Galloway, both advocates, and Sarah Miller, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To deal with real estate or any interest therein, and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water and other powers and immoveable property and any rights, title or interest in such property, under the name of "Brel Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14659-58)

Brookfield Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: John Maria Cerini, conseil en loi de la Reine, Paul-Denis Martel, tous deux de Montréal, et Robert Learmont Jamieson, de Pointe Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Brookfield Construction Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14659-58)

Brookfield Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: John Maria Cerini, Queen's Counsel, Paul-Denis Martel, both of Montreal, and Robert Learmont Jamieson, of Pointe Claire, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Brookfield Construction Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8255 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14653-58)

Buffalo Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Buffalo Construction Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851

P. FRENETTE.

(A.G. 14653-58)

Buffalo Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Buffalo Construction Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14571-58)

Byron Electric Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1958, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, Jack B. Bobrove et Max Bernfeld, conseil en loi de la Reine, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'électricité et d'appareils électroniques, sous le nom de "Byron Electric Corporation", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851

P. FRENETTE.

(A.G. 14571-58)

Byron Electric Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1958, incorporating: Edward H. Bernfeld, Jack B. Bobrove and Max Bernfeld, Queen's Counsel, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an electrical and electronics company, under the name of "Byron Electric Corporation", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at ville LaSalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14759-58)

Camp Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Charles D. Grant, marchand, Beatrice Grant, marchande, épouse séparée de biens dudit Charles D. Grant, tous deux de Montréal, et Manuel A. Mendell, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, pour les objets suivants:

Confectionner et exercer un commerce général d'articles vestimentaires et lingerie pour-enfants, adolescents et dames ainsi que vêtements et mercerie pour hommes, sous le nom de "Camp Shop Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851

P. FRENETTE.

(A.G. 14759-58)

Camp Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Charles D. Grant, merchant, Beatrice Grant, merchant, wife separate as to property of the said Charles D. Grant, both of Montreal, and Manuel A. Mendell, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in children's and teen-agers' and ladies' wearing apparel and lingerie, and men's clothing and haberdashery, under the name of "Camp Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13945-58)

**Candiac Services Limited
Les Services Candiac Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Arthur Dansereau, Claude Marchand, avocats, Raymond de Tremblay, étudiant, tous trois de Montréal, et Pierrette Demers, secrétaire, fille majeure, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Acheter, vendre ou autrement acquérir ou disposer, louer et exploiter des services de combustible, carburant et électricité, sous le nom de "Candiac Services Limited — Les Services Candiac Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 13945-58)

**Candiac Services Limited
Les Services Candiac Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December 1958, incorporating: Arthur Dansereau, Claude Marchand, advocates, Raymond de Tremblay, student, all three of Montreal, and Pierrette Demers, secretary, fille majeure, of St. Laurent, for the following purposes:

Buy, sell or otherwise buy or dispose of, rent and operate services re: fuel, motor fuel and electricity, under the name of "Candiac Services Limited — Les Services Candiac Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14758-58)

Cemp South Shore Shopping Plaza Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Godfroy Marin, avocat, de Pointe Claire, Yvonne Bélanger, Sylvia Vineberg, Dorothea Calver, secrétaires, filles majeures, et B. Robert Benson, étudiant en droit, tous les quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, développer et exploiter des places marchandes, sous le nom de "Cemp South Shore Shopping Plaza Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14758-58)

Cemp South Shore Shopping Plaza Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Godfroy Marin, advocate, of Pointe Claire, Yvonne Bélanger, Sylvia Vineberg, Dorothea Calver, secretaries, filles majeures, and B. Robert Benson, law student, all four of Montreal, for the following purposes:

To construct, develop and operate shopping centres, under the name of "Cemp South Shore Shopping Plaza Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13135-58)

Centre de Ski de Matane Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Roger Desjardins, marchand, Jean Label, comptable agréé, et Georges-Alexandre Label, notaire, tous de Matane, pour les objets suivants:

Exploiter un centre de ski, sous le nom de "Centre de Ski de Matane Incorporée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 13135-58)

Centre de Ski de Matane Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, incorporating: Roger Desjardins, merchant, Jean Label, chartered accountant, and Georges-Alexandre Label, notary, all of Matane, for the following purposes:

To operate a ski center under the name of "Centre de Ski de Matane Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14745-58)

Certified Appraised Real Estate (Care), Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, William Patrick Creagh, commis en loi, de ville Mont-Royal et Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction, développement et placements, sous le nom de "Certified Appraised Real Estate (Care), Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14745-58)

Certified Appraised Real Estate (Care), Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, and Clifford George Meek, bookkeeper, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, development and investment company, under the name of "Certified Appraised Real Estate (Care), Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14028-58)

**Citrus Corporation of America
(Canada) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Richard Dale Weldon, de Pointe-Claire, Ross Trenholme Clarkson, John William Durnford, tous deux de ville Mont-Royal, Raymond Eric Parsons, de Westmount, at Charles Doherty Gonthier, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Citrus Corporation of America (Canada) Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14028-58)

**Citrus Corporation of America
(Canada) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Richard Dale Weldon, of Pointe-Claire, Ross Trenholme Clarkson, John William Durnford, both of the town of Mount Royal, Raymond Eric Parsons, of Westmount, and Charles Doherty Gonthier, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in grocery products, under the name of "Citrus Corporation of America (Canada) Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14539-58)

**Club de Curling Etchemin Inc.
Etchemin Curling Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Henri Beaudry, de St-Romuald, Gaston Michaud et Gabrielle Vallée, de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

Former un club sportif et promouvoir en particulier le jeu de curling, sous le nom de "Club de Curling Etchemin Inc.—Etchemin Curling Club Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$50 chacune et en 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue St-Robert, Saint-Romuald, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14539-58)

**Club de Curling Etchemin Inc.
Etchemin Curling Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Henri Beaudry, of St-Romuald, Gaston Michaud and Gabrielle Vallée, of Quebec, all advocates, for the following purposes:

To form a sporting club and to promote, in particular, the game of Curling, under the name of "Club de Curling Etchemin Inc.—Etchemin Curling Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and into 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at St-Robert Street, Saint-Romuald, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14831-58)

Coastal Dredging Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Charles-Eugène Côté, boulanger, de Cap-Chat, Jean-Robert Demers, ingénieur professionnel, de Montréal, et John Everett Keays, industriel, de Chandler, pour les objets suivants:

Exercer, conduire et exploiter le commerce de draguage (Dredging), et faire la construction et la réparation de navires, dragues, chalands et de tout autre bâtiment flottant, sous le nom de "Coastal Dredging Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Cap-Chat, district judiciaire de Gaspé. - Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14831-58)

Coastal Dredging Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Charles-Eugène Côté, baker, of Cap Chat, Jean-Robert Demers, professional engineer, of Montreal, and John Everett Keays, industrialist, of Chandler, for the following purposes:

To carry on, conduct, and operate a dredging business, build and repair ships, dredges, barges and any other craft, under the name of "Coastal Dredging Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the parish of Cap-Chat, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14610-58)

Commercial Photo Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1958, constituant en corporation: Harry Blank, Conrad Shatner, avocats, et Albert Liddell, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un service de photos commerciales, sous le nom de "Commercial Photo Service Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14610-58)

Commercial Photo Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1958, incorporating: Harry Blank, Conrad Shatner, advocates, and Albert Liddell, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of commercial photo service, under the name of "Commercial Photo Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14711-58)

Danalan Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1958, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaire, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire et développer des propriétés immobilières et immeubles aux fins de placements et agir comme bailleurs et administrateurs relativement à iceux, sous le nom de "Danalan Investments Ltd.", avec un capital total de \$3,000, divisé en 300 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14711-58)

Danalan Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1958, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immoveable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Danalan Investments Ltd.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 300 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12826-58)

Delmar Investment Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 12826-58)

Delmar Investment Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1958, constituant en corporation: Jacques Lagassé, notaire, Manasseh Smith et Antoine Turmel, commerçants, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent, sous le nom de "Delmar Investment Co.", avec un capital total de \$600,000, divisé en 600 actions communes de \$100 chacune et en 5,400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 86, rue Wellington, Nord, Appartement 2, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 13493-58)

Delorme Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: André Couture, Marcel Guy, notaires, et Roger Delorme, commerçant, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, camions, moteurs, avions, canots-automobiles, appareils de radio, congélateurs et autres appareils électriques ou électroniques, bicyclettes et motocyclettes, sous le nom de "Delorme Automobile Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 25,000 actions communes de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14915-58)

Détection Électronique du Feu Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Roger Létourneau, contrôleur, Lucie Paquet Létourneau, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Létourneau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Armand Létourneau, comptable, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électricien, y compris celui d'appareils et accessoires électroniques, sous le nom de "Détection Électronique du Feu Incorporée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 255, rue Dorchester, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1958, incorporating: Jacques Lagassé, notaire, Manasseh Smith and Antoine Turmel, tradesmen, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a general business as money-lender, under the name of "Delmar Investment Co.", with a total capital stock of \$600,000, divided into 600 common shares of \$100 each and into 5,400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 86, Wellington Street, North, Apartment 2, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13493-58)

Delorme Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: André Couture, Marcel Guy, notaries, and Roger Delorme, dealer, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in automobiles, trucks, motors, airplanes, motor boats, radio sets, refrigerators and other electric and electronic apparatus, bicycles and motor cycles, under the name of "Delorme Automobile Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14915-58)

Détection Électronique du Feu Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Roger Létourneau, comptroller, Lucie Paquet Létourneau, wife contractually separate as to property of the said Roger Létourneau, and duly authorized by him for these present purposes, and Armand Létourneau, accountant, all of Québec, for the following purposes:

To operate as an electrician, dealing also in electronic apparatus and accessories, under the name of "Détection Électronique du Feu Incorporée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each and into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 255 Dorchester Street, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14808-58)

Effex Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1958, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, comptable, Philip Borrow, notaire, et Jeanine-L. Fobert, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, et construction, sous le nom de "Effex Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1426 rue Clarke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14808-58)

Effex Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1958, incorporating: Avram Harold Garmaise, accountant, Philip Borrow, notary, and Jeanine-L. Fobert, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Effex Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1426 Clarke Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14647-58)

Émilien Fréchette Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Émilien Fréchette, manufacturier, Irène Couture Fréchette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Émilien Fréchette, et Claude De Launière, comptable, tous de St-Émile, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de chaussures, sous le nom de "Émilien Fréchette Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Émile, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14647-58)

Émilien Fréchette Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December 1958, incorporating: Émilien Fréchette, manufacturer, Irène Couture Fréchette, house-wife, wife contractually separate as to property of the said Émilien Fréchette, and Claude De Launière, accountant, all of St. Émile, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in footwear, under the name of "Émilien Fréchette Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Émile, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14776-58)

Errol Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Kalman Samuels, avocat, Stella Flader, avocat, du Barreau de la Colombie Britannique, épouse séparée de biens dudit Kalman Samuels, et Dan Goldberg, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des postes de taxis, terrains de stationnement, stations de service et boutique de réparation pour véhicules et moteurs, sous le nom de "Errol Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1434 ouest, rue Ste-Catherine, suite 203, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14776-58)

Errol Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Kalman Samuels, advocate, Stella Flader, Lawyer of the Bar of British Columbia, wife separate as to property of the said Kalman Samuels, and Dan Goldberg, Shartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To operate taxicabs stands, parking lots, service stations and vehicle and motor repair shops, under the name of "Errol Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1434 St. Catherine Street West, Suite 203, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14763-58)

Eugène Hamelin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Eugène Hamelin, entrepreneur, Mme Alexina Leclerc, ménagère, épouse séparée de biens dudit Eugène Hamelin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, René Bélanger, contremaitre, et Emmanuel Massé, comptable, tous de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Eugène Hamelin Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14763-58)

Eugène Hamelin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Eugène Hamelin, contractor, Mrs. Alexina Leclerc, housewife, wife separate as to property of the said Eugène Hamelin, and duly authorized by him for these present purposes, René Bélanger, foreman, and Emmanuel Massé, accountant, all of Granby, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors; to operate a business dealing in immovables, under the name of "Eugène Hamelin Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14609-58)

Everyman's Bookshop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1958, constituant en corporation: Maurice Joseph Boxer, Bernard Mergler, avocats, et Sarah Miller, secrétaire, fille majeure et en pleine possession de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une boutique de livres, sous le nom de "Everyman's Bookshop Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14609-58)

Everyman's Bookshop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1958, incorporating: Maurice Joseph Boxer, Bernard Mergler, advocates, and Sarah Miller, secretary, spinster in full exercise of her rights, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a bookshop business, under the name of "Everyman's Bookshop Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14746-58)

Exposition du Meuble Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Paul Gagnon, Henri Beaupré, avocats, et Yvette-R. Gagnon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Gagnon, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles et de nouveautés, sous le nom de "Exposition du Meuble Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 3,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1285, boulevard Charest, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14746-58)

Exposition du Meuble Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Paul Gagnon, Henri Beaupré, advocates, and Yvette-R. Gagnon, housewife, wife separate as to property of the said Paul Gagnon, all of Quebec, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in furniture and in novelties, under the name of "Exposition du Meuble Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1285 Charest Boulevard, West, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14664-58)

Faculty Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin, Arthur Yanofsky, avocats, et Max Shrier, comimis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains et amélioration, sous le nom de "Faculty Investment Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49581 P. FRENETTE.

(A.G. 14664-58)

Faculty Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin, Arthur Yanofsky, advocates, and Max Shrier, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land and improvement company, under the name of "Faculty Investment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14698-58)

Fairland Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: Eddy Bergeron, employé de bureau, Rodolphe Gariépy, avocat, et Madeleine Soumis, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Fairland Limited", avec un capital total de \$250,000, divisé en 10,000 actions communes de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1290, rue Saint-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14698-58)

Fairland Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: Eddy Bergeron, office employee, Rodolphe Gariépy, advocate, and Madeleine Soumis, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on as builders and as general building contractors; to operate a business dealing in real estate, under the name of "Fairland Limited", with a total capital stock of \$250,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each, and into 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1290 Saint-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14562-58)

Falcon Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1958, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, et Nicole Paternault, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et développement, sous le nom de "Falcon Development Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9720 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14562-58)

Falcon Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1958, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Nicole Paternault, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Falcon Development Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 9720 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13970-58)

Ferronnerie Leveillé Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Joseph-Élisée Leveillé, commerçant, Guy Leveillé, comptable, et Gérard-F. Lapointe, comptable agréé, tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers et entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Ferronnerie Leveillé Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 13970-58)

Ferronnerie Leveillé Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Joseph-Élisée Leveillé, dealer, Guy Leveillé, accountant, and Gérard-F. Lapointe, chartered accountant, all of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as hardwaremen and contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Ferronnerie Leveillé Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14611-58)

F. J. Gunston Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1958, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en loi de la Reine, Benjamin J. Greenberg, étudiant, et Mary Watt, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un commerce à forfait, à commission et celui d'une agence en général; exercer le commerce de distributeurs, agents de manufacturiers et marchands à commission de couvertures de planches à repasser, housses de planches à repasser et de matelas, bourrures de coton et autres marchandises de même nature, sous le nom de "F. J. Gunston Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14611-58)

F. J. Gunston Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1958, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, Benjamin J. Greenberg, student, and Mary Watt, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a jobbing, commission and general agency business; and carry on the business of distributors, manufacturers agents and commission merchants in ironing board pads, ironing board covers, mattress pads, cotton pads and other merchandise of similar nature, under the name of "F. J. Gunston Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13534-58)

Foyer d'Accueil Domremy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Edmond Casabon, de Shawinigan, Wilbrod L'Heureux, du Cap-de-la-Madeleine, tous deux contremaitres, et Léo Lafrenière, propagandiste, des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

L'entraide aux alcooliques; la réhabilitation, le traitement physique et mental et le logement des alcooliques, sous le nom de "Foyer d'Accueil Domremy Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

(A.G. 13534-58)

Foyer d'Accueil Domremy Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Edmond Casabon, of Shawinigan, Wilbrod L'Heureux, of Cap-de-la-Madeleine, both foremen, and Léo Lafrenière, propagandist, of Trois-Rivières, for the following purposes:

Mutual aid for alcoholics; rehabilitation, physical and mental treatment and housing of alcoholics, under the name of "Foyer d'Accueil Domremy Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 884, Haut-boc, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14816-58)

F. X. Lamontagne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Laurent Lamontagne, entrepreneur, Gérard Sylvain, comptable, et Mlle Monique Lamontagne, ménagère, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "F. X. Lamontagne Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14669-58)

Gale Realities & Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Morris Chaikelson, Seymour Machlovitch, avocats, Morris Shuter, gérant de bureau, et Nicole Paternault, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et développement, sous le nom de "Gale Realities & Development Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14532-58)

Goubaud de Paris (Québec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross et Rollin Gallay, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits de beauté, sous le nom de "Goubaud de Paris (Québec) Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et 340 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

The head office of the corporation will be at 884 Haut-boc, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14816-58)

F. X. Lamontagne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Laurent Lamontagne, contractor, Gérard Sylvain, accountant, and Miss Monique Lamontagne, housewife, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors under the name of "F. X. Lamontagne Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14669-58)

Gale Realities & Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, incorporating: Morris Chaikelson, Seymour Machlovitch, avocats, Morris Shuter, office manager, and Nicole Paternault, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Gale Realities & Development Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14532-58)

Goubaud de Paris (Québec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross and Rollin Gallay, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in beauty products, under the name of "Goubaud de Paris (Québec) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$10 each and 340 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14535-58)

Gren Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Hilliard Ginsberg, avocat, Gabriel Glazer, étudiant en droit, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à transporter des passagers et des marchandises, sous le nom de "Gren Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1440 rue Towers, chambre 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14535-58)

Gren Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Hilliard Ginsberg, advocate, Gabriel Glazer, law student, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of transporting passengers and goods, under the name of "Gren Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1440 Towers Street, Room 100, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14824-58)

Grondines & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Martin Grondines, Léonce Grondines, entrepreneurs, et Léona Proulx Grondines, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léonce Grondines, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Grondines & Frère Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 809, rue des Lilas, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14824-58)

Grondines & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Martin Grondines, Léonce Grondines, contractors, and Léona Proulx Grondines, housewife, wife separate as to property of the said Léonce Grondines, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Grondines & Frère Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 809 des Lilas Street, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14582-58)

Howrich Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1958, constituant en corporation: Bernard Diamond, Harold Gossack, Jason Ruby, tous trois avocats, et Alan Golden, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de manufacturiers, marchands et distributeurs de toutes sortes d'automobiles et autres fournitures motorisées et exploiter des garages, sous le nom de "Howrich Motors Ltd.": avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8945 rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14582-58)

Howrich Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1958, incorporating: Bernard Diamond, Harold Gossack, Jason Ruby, all three advocates, and Alan Golden, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers and dealers and distributors of all kinds of automobiles and other automotive equipment and to operate garages, under the name of "Howrich Motors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8945 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14572-58)

Inland Land Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1958, constituant en corporation: Abraham Feiner, Albert Marcus, Isidore Reuben Prazoff, avocats, et Myrna Katz, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction, développement et amélioration, sous le nom de "Inland Land Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14572-58)

Inland Land Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1958, incorporating: Abraham Feiner, Albert Marcus, Isidore Reuben Prazoff, advocates, and Myrna Katz, secretary, spinster, all of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, development and improvement company, under the name of "Inland Land Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montréal, judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14612-58)

Institut St-André Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Vallière, comptable, de Québec, Dr André Beauchesne, médecin, M. l'abbé Roland Dufour, ptre, chapelain, de Roberval, pour les objets suivants:

Promouvoir le bien-être social des jeunes ariérés mentaux, sous le nom de "Institut St-André Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$2,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14612-58)

Institut St-André Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Vallière, accountant, of Québec, Dr. André Beauchesne, physician, Rev. Abbé Roland Dufour, priest, chaplain, of Roberval, for the following purposes:

To further the social welfare of backward youth, under the name of "Institut St-André Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$2,000,000.

The head office of the corporation will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14587-58)

Island Automotive Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Arthur Leclaire, vendeur, de Ste-Rose, Louis Leclaire, gérant, de Châteauguay Bassin, et Mariette Leclaire, tenuse de livres, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'automobiles et autres véhicules; exercer le commerce de garagistes et quincailliers sous le nom de "Island Automotive Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14587-58)

Island Automotive Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Arthur Leclaire, Salesman, of Ste. Rose, Louis Leclaire, manager, of Châteauguay Bassin, and Mariette Leclaire, bookkeeper, spinster of the full age of majority, of Montréal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles and other vehicles; to carry on business as garage keepers and ironmongers, under the name of "Island Automotive Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St. Laurent, judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14966-58)

J. A. Levesque Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: Henri Beaudry, de St-Romuald, Gaston Michaud et Gabrielle Vallée, célibataire, de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'assurances, sous le nom de "J. A. Levesque Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 502 1ère Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14966-58)

J. A. Levesque Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: Henri Beaudry, of St-Romuald, Gaston Michaud and Gabrielle Vallée, spinster, of Quebec, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents, under the name of "J. A. Levesque Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 502 1st Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14660-58)

Jasper Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: John Maria Cerini, conseil en loi de la Reine, Paul-Denis Martel, tous deux de Montréal, et Robert Learmont Jamieson, de Pointe Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Jasper Construction Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14660-58)

Jasper Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: John Maria Cerini, Queen's Counsel, Paul-Denis Martel, both of Montreal, and Robert Learmont Jamieson, of Pointe Claire, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Jasper Construction Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8255 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14083-58)

J. A. Vincent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1958, constituant en corporation: J.-Adhémar Vincent, courtier, Candide Ledoux, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Adhémar Vincent, et Jeannine Vincent, ménagère, épouse séparée de biens de Richard Rioux, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtier en assurance et agir comme agents d'assurance, sous le nom de "J. A. Vincent Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14083-58)

J. A. Vincent Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1958, incorporating: J.-Adhémar Vincent, broker, Candide Ledoux, housewife, wife separate as to property of the said J.-Adhémar Vincent, and Jeannine Vincent, housewife, wife separate as to property of Richard Rioux, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business as insurance broker and to operate as insurance agents, under the name of "J. A. Vincent Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14823-58)

J. M. Clément Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: André Clément, marchand, de Ste-Foy, Annette Vaillancourt Clément, ménagère, épouse séparée de biens de Jean-Marie Clément, de St-Nicolas, et Michel Clément, vendeur, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements, sous le nom de "J. M. Clément Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2797, boulevard Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14823-58)

J. M. Clément Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: André Clément, merchant, of Ste-Foy, Annette Vaillancourt Clément, housewife, wife separate as to property of Jean-Marie Clément, of St-Nicolas, and Michel Clément, salesman, of Quebec, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in clothing, under the name of "J. M. Clément Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2797 Laurier Boulevard, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14821-58)

Jutex Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, et Nicole Paternault, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et développement, sous le nom de "Jutex Development Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9720 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14821-58)

Jutex Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Nicole Paternault, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Jutex Development Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 9720 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14744-58)

Kir-Gar Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Simon Kirsch, fourreur, Laura Frishling, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, Philip S. Garonce et Laddie H. Schnaiberg, tous deux avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités de constructeurs et entrepreneurs généraux et gérer tous commerces de placements, sous le nom de "Kir-Gar Investments Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14744-58)

Kir-Gar Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Simon Kirsch, furrier, Laura Frishling, secretary, fille majeure et usant de ses droits, Philip S. Garonce and Laddie H. Schnaiberg, both advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and activities of general builders and contractors, and to operate all investment businesses, under the name of "Kir-Gar Investments Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14549-58)

La Ganterie Beauceronne Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Jean-Jules Fiset, industriel, Grégoire Poulin, comptable, tous deux de St-Georges, et Geo-Octave Poulin, agent d'assurances, de St-Martin, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de gants et mitaines, sous le nom de "La Ganterie Beauceronne Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14549-58)

La Ganterie Beauceronne Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Jean-Jules Fiset, industrialist, Grégoire Poulin, accountant, both of St. Georges, and Geo-Octave Poulin, insurance agent, of St. Martin, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in gloves and mitts, under the name of "La Ganterie Beauceronne Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Martin, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14640-58)

La Tribune de la Presse du Parlement de Québec**The Quebec Parliamentary Press Gallery**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Vincent Prince, de Montréal, Fernand Renault, de St-Pétronille, Ile d'Orléans, Adalbert Trudel, de Québec, et Henri Dutil, de St-Romuald, tous journalistes, pour les objets suivants:

Grouper en association les journalistes qui sont assignés au Parlement de Québec, sous le nom de "La Tribune de la Presse du Parlement de Québec — The Quebec Parliamentary Press Gallery".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels de la corporation est de \$500.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14640-58)

La Tribune de la Presse du Parlement de Québec**The Quebec Parliamentary Press Gallery**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Vincent Prince, of Montreal, Fernand Renault, of St-Pétronille, Island of Orleans, Adalbert Trudel, of Quebec, and Henri Dutil, of St-Romuald, all journalists, for the following purposes:

To group into an association the journalists who are assigned to the Parliament of Quebec, under the name of "La Tribune de la Presse du Parlement de Québec — The Quebec Parliamentary Press Gallery".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14534-58)

L'Auberge du Port Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, Lucille Roy et Louise Bourdon, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tenanciers d'hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de "L'Auberge du Port Inc.", avec un capital total de \$110,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7881, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14534-58)

L'Auberge du Port Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Maurice Martel, advocate, Lucille Roy and Louise Bourdon, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of keepers of hotels, motel, taverns, inns and restaurants, under the name of "L'Auberge du Port Inc.", with a total capital stock of \$110,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7881 Decarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14649-58)

Léo Lorrain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: Jean Monet, Gérald McCarthy, avocats, et Mary Elizabeth Spracklin, secrétaire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme tenanciers d'hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes et garages, sous le nom de "Léo Lorrain Inc.", avec un capital total de \$2,000,000, divisé en 19,990 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 203, Place Youville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14649-58)

Léo Lorrain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December 1958, incorporating: Jean Monet, Gérald McCarthy, advocates, and Mary Elizabeth Spracklin, secretary of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate; carry on business as keepers of hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns and garages, under the name of "Léo Lorrain Inc.", with a total capital stock of \$2,000,000, divided into 19,990 preferred shares of a par value of \$100 each and 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 203 Youville Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14433-58)

**Les Entreprises Port-Royal Inc.
Port-Royal Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois décembre 1958, constituant en corporation: Rosario Hotte, marchand, Jeanne Hotte, marchande, épouse contractuellement séparée de biens de Willie Reeves, et dûment autorisée par lui, et Louise Hotte, marchande, épouse contractuellement séparée de biens de Gabriel d'Anjou, et dûment autorisée par lui, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille "holding", sous le nom de "Les Entreprises Port-Royal Inc. — Port-Royal Enterprises Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11745, rue Tolhurst, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14433-58)

**Les Entreprises Port-Royal Inc.
Port-Royal Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1958, incorporating: Rosario Hotte, merchant, Jeanne Hotte, merchant, wife contractually separate as to property of Willie Reeves, and duly authorized by him, and Louise Hotte, merchant, wife contractually separate as to property of Gabriel d'Anjou, and duly authorized by him, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Les Entreprises Port-Royal Inc. — Port-Royal Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 11745 Tolhurst Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14436-58)

**Les Frères des Écoles
Chrétienues de Longueuil**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Bonenfant, Albert Matte et Albert Granger, tous membres des frères des écoles chrétiennes, de Montréal, pour les objets suivants:

Poursuivre des fins religieuses, éducationnelles et scientifiques, sous le nom de "Les Frères des Écoles Chrétienues de Longueuil".

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des immeubles que pourra acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

(A.G. 14436-58)

**Les Frères des Écoles
Chrétienues de Longueuil**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth of December, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur Bonenfant, Albert Matte and Albert Granger, all members of the Christian Brothers' Schools, of Montreal, for the following purposes:

To pursue, for religious, educational and scientific purposes, under the name of "Les Frères des Écoles Chrétienues de Longueuil".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Longueuil, comté de Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14650-58)

Les Habitations Gentilly Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Armand-G. Boisclair, industriel, Juliette Mailloux, secrétaire, célibataire majeure, et Jacques Viger, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir et faire affaires comme compagnie de logements à dividendes limités telle que définie par la loi nationale de 1954 sur l'habitation, et ses amendements (2-3 Elizabeth II, ch. 23), sous le nom de "Les Habitations Gentilly Inc.", avec un total de \$300,000, divisé en 30,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14619-58)

Les Loisirs Jean Le Prévost Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Polydore Roy, assurance générale, Louis L'Heureux, publiciste, Robert Comeau, enrobeur de puiles, Lucien Paradis, commis, Normand Chevrier, opticien d'Ordonnance, Rév. Père Raoul Cyr, supérieur, et Jean-Claude Fortin, pompier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "Les Loisirs Jean Le Prévost Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera 5707, rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14648-58)

Lew Kozlov Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous

The head office of the corporation will be at Longueuil, county of Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14650-58)

Les Habitations Gentilly Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, incorporating: Armand-G. Boisclair, industrialist, Juliette Mailloux, secretary, spinster, of full age of majority, and Jacques Viger, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To act and carry on business as a housing company with limited dividends such as defined in the 1954 National Housing Act, and amendments thereto (2-3 Elizabeth II, chap. 23), under the name of "Les Habitations Gentilly Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 30,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14619-58)

Les Loisirs Jean Le Prévost Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Polydore Roy, general insurance, Louis L'Heureux, publicist, Robert Comeau, pill-coater, Lucien Paradis, clerk, Normand Chevrier, prescribing optician, Rev. Father Raoul Cyr, superior, and Jean-Claude de Fortin, fireman, all of Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Les Loisirs Jean Le Prévost Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at 5707 St-Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14648-58)

Lew Kozlov Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under

le nom de "Lew Kozlov Realities Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14645-58)

L'Oeuvre des Loisirs de Plessisville, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Gustave Boissonnault, comptable, Dr Raymond Charron, médecin, Charles Germain, Raymond Rouillier, marchands; Georges Dumaine, contremaitre, J.-Onésime Dubois, surintendant, et Simon Montambault, mouleur, tous de Plessisville, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "L'Oeuvre des Loisirs de Plessisville, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14537-58)

Lou Boudrias Sales Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Lucien Boudrias, marchand, de Valois, Lisette Lambert, secrétaire, fille majeure, et Gregory Charlap, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer ou autrement faire le commerce d'accessoires ou outillage motorisés, fournitures de garage, appareils électriques, quincaillerie, dispositifs de fixation, marchandises de sport et autres marchandises de même nature, sous le nom de "Lou Boudrias Sales Co. Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$100 chacune et 270 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valois, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14738-58)

Marvel Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Irwin Gliserman, Moe Ackman, avocats, et Doreen Weldon, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

the name of "Lew Kozlov Realities Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14645-58)

L'Oeuvre des Loisirs de Plessisville, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Gustave Boissonnault, accountant, Dr Raymond Charron, physician, Charles Gervais, Raymond Rouillier, merchant, Georges Dumaine, foreman, J.-Onésime Dubois, superintendent, and Simon Montambault, moulder, all of Plessisville, for the following purposes:

To establish and conduct a center of recreational activities, under the name of "L'Oeuvre des Loisirs de Plessisville, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Plessisville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14537-58)

Lou Boudrias Sales Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Lucien Boudrias, merchant, of-Valois, Lisette Lambert, secretary, spinster of the full age of majority, and Gregory Charlap, advocate, both of Montréal, for the following purposes:

To manufacture and otherwise deal in automotive accessories and equipment, garage supplies, electrical appliances, hardware, fastening devices, sporting goods and other merchandise of like nature, under the name of "Lou Boudrias Sales Co. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 30 common shares of \$100 each and 270 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Valois, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14738-58)

Marvel Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, advocates, and Doreen Weldon, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Marvel Development Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14643-58)

Master Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, tous deux de ville Mont-Royal, et Bruno Pateras, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Master Construction Company Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10405 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14573-58)

Mendel Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1958, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en loi de la Reine, Benjamin J. Greenberg, étudiant, et Mary Watt, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Mendel Investments Corp.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14542-58)

Mike Spaghetti House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Mario Beaulieu, Raphaël Esposito, notaires, et Filippo Zunini, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Mike Spaghetti House Inc.", avec un

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Marvel Development Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14643-58)

Master Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, both of the town of Mount Royal, ad Bruno Pateras, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Master Construction Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10405 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14573-58)

Mendel Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1958, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, Benjamin J. Greenberg, student, and Mary Watt, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Mendel Investments Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attornye General.

(A.G. 14542-58)

Mike Spaghetti House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Mario Beaulieu, Raphaël Esposito, notaries, and Filippo Zunini, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Mike Spaghetti House Inc.",

capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3900 Avenue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14668-58)

Mill-Hill Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Harry Kerdman, Nathan Kerdman, fabricants, Philip S. Garonce et Laddie H. Schnaiberg, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Mill-Hill Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14304-58)

Montreal Overseas Trading Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, Joseph Nuss, étudiant, tous deux de Montréal, et Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et sous-produits d'iceux, mercerie, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues périodiques, peintures, travaux artistiques produits alimentaires, chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Montreal Overseas Trading Company", avec un capital total de \$5,000, divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14382-58)

Montreal Security Service Bureau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Philippe Côté, agent, Paul-Émile Poitras,

with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3900 Wellington Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14668-58)

Mill-Hill Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, incorporating: Harry Kerdman, Nathan Kerdman, manufacturers, Philip S. Garonce and Laddie H. Schnaiberg, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Mill-Hill Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14304-58)

Montreal Overseas Trading Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, Joseph Nuss, student, both of Montreal, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, of St. Laurent, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, haberdashery, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, food, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Montreal Overseas Trading Company", with a total capital stock of \$5,000, divided into 400 preferred shares of a par value of \$10 each and 100 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14382-58)

Montreal Security Service Bureau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Philippe Côté, agent, Paul-Émile Poitras, investigator,

investigateur, Georges Bilodeau, avocat, Françoise De Celles, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous quatre de Montréal, et Bernard Bilodeau, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Établir, maintenir une agence générale pour fins d'enquêtes et d'informations et de renseignements sur la valeur financière, la réputation, les affaires, la responsabilité d'individus, associations, entreprises, corporations, sous le nom de "Montreal Security Service Bureau Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

Georges Bilodeau, advocate, Françoise De Celles, secretary, of full age of majority making use of her rights, all four of Montreal, and Bernard Bilodeau, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To establish and maintain a general agency for investigations, information, and particulars regarding the financial status, reputation, business concerns, responsibility of individuals, associations, undertakings and corporations, under the name of "Montreal Security Service Bureau Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14652-58)

Natalie-Vine Blouse Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: Morris Rothstein, marchand, Jack Greenstein, avocat, et Pinchas Blitt, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce ou le négoce de cotons, lainages, soies, toiles, tissus, vêtements et articles vestimentaires de tous genres, sous le nom de "Natalie-Vine Blouse Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14652-58)

Natalie-Vine Blouse Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: Morris Rothstein, merchant, Jack Greenstein, advocate, and Pinchas Blitt, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with cottons, woollens, silks, linens, fabrics, and clothing and wearing apparel of every sort, under the name of "Natalie-Vine Blouse Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14574-58)

Nor-Ben Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1958, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, Irving I. Finkelberg et Alfred N. Segal, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Nor-Ben Investment Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 2,850 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie "B", d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2315 rue Beaudet, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14574-58)

Nor-Ben Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1958, incorporating: Max M. Teitelbaum, Irving I. Finkelberg and Alfred N. Segal, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Nor-Ben Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of a par value of \$10 each, 2,850 Class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 1,000 Class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 2315 Beaudet Street, Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14764-58)

Nordic Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Germain Lucier, commerçant, Muguette Gagné, secrétaire, célibataire, tous deux de Joliette, et Jacques Thérout, comptable, de Crabtree Mills, pour les objets suivants:

Exercer le commerce des marchandises suivantes: quincaillerie, pièces et accessoires d'automobile, jouets, nouveautés, chaussures et vêtements, appareils électriques et instruments de musique, meubles, bois, appareils de navigation, ainsi que le commerce de garagistes et de restaurateurs, sous le nom de "Nordic Compagnie Limitée", avec un capital total de \$85,000, divisé en 650 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRÉNETTE.

(A.G. 14764-58)

Nordic Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Germain Lucier, merchant, Muguette Gagné, secretary, spinster, both of Joliette, and Jacques Thérout, accountant, of Crabtree Mills, for the following purposes:

To deal in the following merchandise: hardware, automobile parts and accessories, toys, novelties, footwear and wearing apparel, electrical apparatus musical instruments, furniture, wood, navigational instruments, as well as the business of garage-keepers and restaurateurs, under the name of "Nordic Compagnie Limitée", with a total capital stock of \$85,000, divided into 650 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRÉNETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14528-58)

Noremac Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958 constituant en corporation: B. Robert Benson, étudiant en droit, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Noremac Investments Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRÉNETTE.

(A.G. 14528-58)

Noremac Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: B. Robert Benson, law student, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Noremac Investments Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRÉNETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14581-58)

Norfin Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1958, constituant en corporation: Irving I. Finkelberg, Max M. Teitelbaum et Alfred N. Segal, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Norfin Investments Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 5,900 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 265 ouest, rue Craig, suite 430, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRÉNETTE.

(A.G. 14581-58)

Norfin Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1958, incorporating: Irving I. Finkelberg, Max M. Teitelbaum and Alfred N. Segal, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Norfin Investments Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common-shares of a par value of \$10 each, 5,900 Class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 4,000 Class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 265 Craig Street West, Suite 430, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1958.

P. FRÉNETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14437-58)

N. Smith Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Antonio Denis, Robert Lacaille, vulcanisateurs, et Raoul Dompierre, gérant de service, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "N. Smith Limitée", avec un capital en 1,000 actions sans valeur nominale et en 700 actions privilégiées de \$50 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14437-58)

N. Smith Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Antonio Denis, Robert Lacaille, vulcanizing operators, and Raoul Dompierre, service-manager, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles and other means of transportation; deal in the transportation of passengers and goods; carry on business as garage-keepers and hardwaremen, under the name of "N. Smith Limitée", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value and 700 preferred shares of \$50 each, and the amount with which the company shall commence its operations will be \$10,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14646-58)

Pathways Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, Lucille Roy et Louise Bourdon, secrétaires célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs, d'éditeurs et distributeurs de projections animées, sous le nom de "Pathways Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 5,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 1,450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3460, rue Simpson, appartement 601, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14646-58)

Pathways Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: Maurice Martel, advocate, Lucille Roy and Louise Bourdon, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of producers, editors of moving-pictures, under the name of "Pathways Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 1,450 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 3460 Simpson Street, Apartment 601, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14527-58)

Penidas Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger, Sylvia Vineberg, toutes deux propriétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, et Godfroy Marin, avocat, de Pointe Claire, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire, et développer des propriétés immobilières et immeubles à des fins de placements, et agir comme bailleurs et administrateurs en ce qui se rapporte à ceux, sous le nom de "Penidas Investments Ltd.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 14527-58)

Penidas Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger, Sylvia Vineberg, both Secretaries, filles majeures, all three of Montreal, and Godfroy Marin, advocate, of Pointe Claire, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immoveable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Penidas Investments Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 100 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14616-58)

Placements Dorion Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1958, constituant en corporation: Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, et Robert-Y. Lanthier, de Ste-Rose, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille (holding), sous le nom de "Placements Dorion Investments Inc.", avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14270-58)

Plenta Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman et Oscar Respitz, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Plenta Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14658-58)

Plymouth Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: John Maria Cerini, conseil en loi de la Reine, Paul-Denis Martel, tous deux de Montréal, et Robert Learmont Jamieson, de Pointe Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Plymouth Construction Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8255 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
98451-o Acting Deputy Attorney-General.

(A.G. 14616-58)

Placements Dorion Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1958, incorporating: Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, and Robert-Y. Lanthier, of Ste-Rose, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business as an investment and holding company under the name of "Placements Dorion Investments Inc.", with a capital stock divided into 200 shares without nominal or par value and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each, and the amount with which the company shall start its operations shall be at least \$4,000.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14270-58)

Plenta Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman and Oscar Respitz, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Plenta Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14658-58)

Plymouth Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: John Maria Cerini, Queen's Counsel, Paul-Denis Martel, both of Montreal, and Robert Learmont Jamieson, of Pointe Claire, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Plymouth Construction Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8255 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14605-58)

Preston's Physical Culture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1958, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, de Montréal ouest, Samuel H. Shriar, de St-Laurent, tous deux avocats, et Maxilien Polak, étudiant en droit, de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer un studio de culture physique, sous le nom de "Preston's Physical Culture Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14605-58)

Preston's Physical Culture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1958, incorporating: Murray B. Spiegel, of Montreal West, Samuel H. Shriar, of St. Laurent, both advocates, and Maxilien Polak, law student, of Montreal, for the following purposes:

To direct a studio of physical culture, under the name of "Preston's Physical Culture Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14526-58)

Proteus Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger, Sylvia Vineberg, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, et Godfroy Marin, avocat, de Pointe Claire, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire et développer des propriétés immobilières et immeubles à des fins de placements, et agir comme bailleurs et administrateurs en ce qui se rapporte à ceux, sous le nom de "Proteus Investments Ltd.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14526-58)

Proteus Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger, Sylvia Vineberg, both secretaries, filles majeures, all three of Montreal, and Godfroy Marin, advocate, of Pointe Claire, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immoveable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Proteus Investments Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 100 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14666-58)

Pyramid Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, de St-Laurent, Max Polak, étudiant en droit, et Mollie Schwartz, secrétaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'agents d'immeubles, sous le nom de "Pyramid Realities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14666-58)

Pyramid Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, of St. Laurent, Max Polak, law student, and Mollie Schwartz, secretary, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, under the name of "Pyramid Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14604-58)

Quality Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1958, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin, Arthur Yanofsky, avocats, et Max Shrier, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains et amélioration, sous le nom de "Quality Investment Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 800 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14604-58)

Quality Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1958, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin, Arthur Yanofsky, advocates, and Max Shrier, Clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land and improvement company, under the name of "Quality Investment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,200 preferred shares of a par value of \$10 each and 800 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14297-58)

**Quebec Camp for Diabetic Children Inc.
Camp pour Enfants Diabétiques de Québec,
Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Alan Simpson, Ross, de Westmount, Eleanor R. Mackenzie Harpur, (pouse contractuellement séparée de biens de Robert Peter Harpur, de Pointe Claire, Donald Arthur Hillman, de Montréal Ouest, Guy Ernest Joron, d'Outremont, Mimi Madeleine, Belmonte, Eleanor Elizabeth McGarry, filles majeures, Norman Jacob Nadler, tous trois de Montréal, et Johannes Christian Beck, de Ville Mont-Royal, tous médecins, pour les objets suivants:

Promouvoir, commanditer, établir, assister, développer, entretenir et déployer un programme pour l'établissement d'un camp pour enfants diabétiques, sous le nom de "Quebec Camp for Diabetic Children Inc. — Camp pour Enfants Diabétiques de Québec, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14297-58)

**Quebec Camp for Diabetic Children Inc.
Camp pour Enfants Diabétiques de Québec,
Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Alan Simpson Ross, of Westmount, Eleanor R. Mackenzie Harpur, wife contractually separate as to property of Robert Peter Harpur, of Pointe Claire, Donald Arthur Hillman, of Montreal West, Guy Ernest Joron, of Outremont, Mimi Madeleine Belmonte, Eleanor Elizabeth McGarry, spinsters of age of majority, Norman Jacob Nadler, all three of Montreal, and Johannes Christian Beck, of the Town of Mount Royal, all Physicians, for the following purposes:

To promote, sponsor, establish, assist, develop, maintain and expand a program for the establishment of a Camp for diabetic children, under the name of "Quebec Camp for Diabetic Children Inc. — Camp pour Enfants Diabétiques de Québec, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14598-58)

**Québec Véhicules Inc.
Quebec Vehicles Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq décembre 1958, constituant en corporation: E.-Bert Le May, représentant médical, Olivier Chambre, représentant d'impression, et Marc-André Drouin, avocat, tous de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes; exercer le commerce d'automobiles et autre véhicules, sous le nom de "Québec Véhicules Inc. — Quebec

(A.G. 14598-58)

**Québec Véhicules Inc.
Quebec Vehicles Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December 1958, incorporating: E.-Bert Le May medical representative, Olivier Chambre, printing representative, and Marc-André Drouin, advocate, all of Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers; deal in automobiles and other vehicles, under the name of "Québec Véhicules Inc. — Quebec Vehi-

Vehicles Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRÉNETTE.

(P.G. 14825-58)

Quille - O - Drome Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Julien Ferland, voyageur, de Lauzon, Gilbert Ferland, Emery Ferland, voyageurs, et Raymond Ferland, commis, tous trois de Lévis, pour les objets suivants:

Exercer le commerce consistant à fournir de l'amusement au public, sous le nom de "Quille - O - Drome Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 30, rue Dorval, Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRÉNETTE.

(P.G. 14565-58)

**Quilles Pie IX Inc.
Pie IX Bowling Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1958, constituant en corporation: Paul Coulombe, entrepreneur, Roger Journault, bijoutier, tous deux de St-Michel, et Laurent Blanchette, couvreur, de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, aménager, exploiter ou louer une ou plusieurs salles de jeu de quilles ou de billard, ainsi qu'un ou plusieurs restaurants dans lesdites salles, sous le nom de "Quilles Pie IX Inc.— Pie IX Bowling Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRÉNETTE.

(P.G. 14890-58)

Rayton Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1958, constituant en corporation: John Jacob Spector, conseil en loi de la Reine, Ben Schechter, tous deux avocats, et Margaret McMartin, commis, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et placements, sous le nom de "Rayton Realities Inc.", avec un capital total

cles Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1958.

P. FRÉNETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14825-58)

Quille - O - Drome Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Julien Ferland, traveller, of Lauzon, Gilbert Ferland, Emery Ferland, travellers, and Raymond Ferland, clerk, all three of Lévis, for the following purposes:

Carry on a business consisting of providing amusements for the public, under the name of "Quille - O - Drome Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 30 Dorval Street, Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRÉNETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14565-58)

**Quilles Pie IX Inc.
Pie IX Bowling Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1958, incorporating: Paul Coulombe, contractor, Roger Journault, jeweller, both of St. Michel, and Laurent Blanchette, roofer, of Montreal, for the following purposes:

Erect, equip, operate or rent one or several bowling alleys or pool-rooms, as well as one or several restaurants in said places, under the name of "Quilles Pie IX Inc.— Pie IX Bowling Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1958.

P. FRÉNETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14890-58)

Rayton Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December, 1958, incorporating: John Jacob Spector, Queen's Counsel, Ben Schechter, both advocates, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and investment company under the name of "Rayton Realities Inc.", with a total capital

de \$10,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au-pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 369 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14472-58)

Reichman Bros. & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre décembre 1958, constituant en corporation: Baruch Pollack, avocat, d'Outremont, Edouard Reichman, marchand, et Milton Friefeld, comptable agréé, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction, amélioration et placements, sous le nom de "Reichman Bros. & Co. Ltd.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre décembre 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14679-58)

Retsilla Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une corporation portefeuille et placements, sous le nom de "Retsilla Holding Corporation", avec un capital-actions divisé en 500 actions sans valeur nominale ou au pair, 2,000 actions privilégiées, catégorie "A", de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées, catégorie "B", de \$10 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$3,700.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant procureur-général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14655-58)

Rex Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: I. J. Charness, Gérard N. F. Charness, avocat, Mary Gaffney, secrétaire célibataire, tous trois de Montréal, Ann Druzin, secrétaire, célibataire, de Longueuil, et Milton W. Winston, notaire, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 369 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14472-58)

Reichman Bros. & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1958, incorporating: Baruch Pollack, advocate, of Outremont, Edouard Reichman, merchant, and Milton Friefeld, chartered accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, improvement and investment company, under the name of "Reichman Bros. & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and 1,200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14679-58)

Retsilla Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the Town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment corporation, under the name of "Retsilla Holding Corporation", with a capital stock divided into 500 shares having no nominal or par value, 2,000 Class "A" preferred shares of \$1 each and 1,000 Class "B" preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$3,700.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14655-58)

Rex Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: I. J. Charness, Gérard N. F. Charness, advocates, Mary Gaffney, secretary, spinster, all three of Montreal, Ann Druzin, secretary, spinster, of Longueuil, and Milton W. Winston, notary, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Rex Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14730-58)

Robichaud Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: François Robichaud, Raymond Vohl, commerçants, et Charles Gauvreau, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer l'industrie et le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Robichaud Electric Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 996, rue Fleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 13627-58)

Rockhill Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois décembre 1958, constituant en corporation: Maurice Jonathan Garmaise, Mortimer Dolman et Philip Borrow, tous notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Rockhill Holdings Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 410 rue St-Nicholas, chambre 35, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14482-58)

Rogers Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq décembre 1958, constituant en corporation: Edgar Houle, Jacques O'Bready, comptables, et Yolande Roy, secrétaire, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir,

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Rex Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14730-58)

Robichaud Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December 1958, incorporating: François Robichaud, Raymond Vohl, dealers, and Charles Gauvreau, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, builders and general building contractors; carry on the business of and deal in electrical apparatus and accessories, under the name of "Robichaud Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,600 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 996 Fleury Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13627-58)

Rockhill Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1958, incorporating: Maurice Jonathan Garmaise, Mortimer Dolman and Philip Borrow, all notaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Rockhill Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 410 St. Nicholas Street, Room 35, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14482-58)

Rogers Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1958, incorporating: Edgar Houle, Jacques O'Bready, accountants, and Yolande Roy, secretary, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in products, articles and goods into the fabrication of which enter, in whole or in part,

caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, de merceries, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits comestibles, chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et des forêts, sous le nom de "Rogers Supplies Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

leather, rubber, metal, metalloids, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and the by-products thereof, small wares, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, foodstuffs, chemical and beauty products, those of the earth, sea and forests, under the name of "Rogers Supplies Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14811-58)

Sanguinet Oil Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, de ville Mont-Royal, Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, et James Harold Stafford, commis, de Station Belœil, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'huiles, pétrole, produits d'icelui, ses sous-produits et dérivés, sous le nom de "Sanguinet Oil Products Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 950 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14811-58)

Sanguinet Oil Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: William Patrick Creagh, Law Clerk, of the Town of Mount Royal, Clifford George Meek, Bookkeeper, of Montreal, and James Harold Stafford, Clerk, of Belœil Station, for the following purposes:

To deal in oils, petroleum, petroleum products, petroleum by-products and derivatives, under the name of "Sanguinet Oil Products Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 950 preferred shares of a par value of \$100 each and 50 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14593-58)

Sani-Milk Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1958, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, de St-Laurent, Max Polak, étudiant en droit, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Distribuer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de lait en poudre et autres produits laitiers, et autres utilités culinaires, sous le nom de "Sani-Milk Company Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14593-58)

Sani-Milk Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1958, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, of St. Laurent, Max Polak, Law Student, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To distribute, buy, sell and otherwise deal in powdered milk and other milk products, as well as kitchen utilities, under the name of "Sani-Milk Company Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14753-58)

Sanwood Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 14753-58)

Sanwood Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1958, constituant en corporation: Raymond Eric Parsons, Derek Austin Hanson, tous deux de Westmount, et James Knatchbull-Hugessen, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Sanwood Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14487-58)

Select Fabrics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Ferencz Hardi, homme d'affaires, Marielle Pilotte et Mariette deCarufel, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de tissus et produits d'iceux, sous le nom de "Select Fabrics Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14667-58)

Shorehaven Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: David Zilbert, constructeur, Dora Zilbert, épouse séparée de biens dudit David Zilbert, et dûment autorisée par ce dernier, David Nisker, marchand, et Lucy Nisker, épouse séparée de biens dudit David Nisker, et dûment autorisée par ce dernier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction, amélioration et placements, sous le nom de "Shorehaven Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14431-58)

Sorex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1958, incorporating: Raymond Eric Parsons, Derek Austin Hanson, both of Westmount, and James Knatchbull-Hugessen, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Sanwood Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14487-58)

Select Fabrics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Ferencz Hardi, businessman, Marielle Pilotte and Mariette deCarufel, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics and fabrics products, under the name of "Select Fabrics Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14667-58)

Shorehaven Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, incorporating: David Zilbert, builder, Dora Zilbert, wife separate as to property of the said David Zilbert, and duly authorized by him, David Nisker, merchant, and Lucy Nisker, wife separate as to property of the said David Nisker, and duly authorized by him, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, improvement and investment company, under the name of "Shorehaven Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14431-58)

Sorex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth

du vingt décembre 1958, constituant en corporation: J.-Antonin Marquis, Joseph-Hilaire Bissonnette, tous deux de Québec, Omer Couture, de Boischatel, tous trois pharmaciens, Charles-Laval Guay, gérant, et Joseph-Rosario Guay, pharmacien, tous deux de Sillery, pour les objets suivants:

Fabriquer, vendre et exercer le commerce en gros de spécialités médicales, de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de "Sorex Inc.", avec un capital divisé en 2,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,900 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$29,000.

Le siège social de la compagnie sera 175, 3ième avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14701-58)

Standard Meat & Poultry Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: Abie Mendelsohn, de St-Laurent, Harry Mendelsohn, de Montréal, George Mendelsohn, d'Outremont, et Philip Mendelsohn, de la ville Côte St-Luc, tous bouchers, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouchers et épiciers, sous le nom de "Standard Meat & Poultry Market Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14771-58)

Star Appetizing Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Bernard Diamond, Jason Ruby et Harold Gossack, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de manufacturiers et marchands de toutes sortes de produits alimentaires et sous-produits d'iceux, sous le nom de "Star Appetizing Products Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6425 avenue MacDonald, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

day of December, 1958, incorporating: J.-Antonin Marquis, Joseph-Hilaire Bissonnette, both of Quebec, Omer Couture, of Boischatel, all three druggists, Charles-Laval Guay, manager, and Joseph-Rosario Guay, druggist, both of Sillery, for the following purposes:

To manufacture, sell and carry on the wholesale business of special medical supplies, medical and pharmaceutical preparations of all kinds, under the name of "Sorex Inc.", with a capital stock divided into 2,000 shares without nominal or par value and 1,900 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations is \$29,000.

The head office of the company will be at 175, 3rd Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14701-58)

Standard Meat & Poultry Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: Abie Mendelsohn, of St. Laurent, Harry Mendelsohn, of Montreal, George Mendelsohn, of Outremont, and Philip Mendelsohn, of the town of Côte St. Luc, all butchers, for the following purposes:

To carry on business as butchers and grocers, under the name of "Standard Meat & Poultry Market Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of a par value of \$100 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14771-58)

Star Appetizing Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Bernard Diamond, Jason Ruby and Harold Gossack, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in all kinds of foodstuffs and by-products thereof, under the name of "Star Appetizing Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6425 MacDonald Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12560-58)

Stillmeadows Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1958, constituant en corporation: Henry E. Lefèvre, administrateur, du village de Dewittville, Normand Genser, de la ville de Hampstead, et Sydney Phillips de la ville Côte St-Luc, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille sous le nom de "Stillmeadows Company Limited", avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14601-58)

Sylva Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Yves Pratte, de Sillery, Pierre Côté et André Miville-Dechéne, de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de valeurs mobilières et d'immeubles, sous le nom de "Sylva Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 675, rue St-Amable, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14761-58)

Tellier & Groleau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: David Bellumeur, Maurice Bettez, comptables agréés, et Gaston Bellerive, comptable, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Tellier & Groleau Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 850 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 12560-58)

Stillmeadows Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1958, incorporating: Henry E. Lefèvre, executive, of the village of Dewittville, Norman Genser, of the town of Hampstead, and Sydney Phillips, of the town of Côte St. Luc, both advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Stillmeadows Company Limited", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14601-58)

Sylva Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Yves Pratte, of Sillery, Pierre Côté and André Miville-Dechéne, of Quebec, all advocates, for the following purposes:

To deal in transferable securities and real estate, under the name of "Sylva Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 675 St. Amable Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14761-58)

Tellier & Groleau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: David Bellumeur, Maurice Bettez, chartered accountants, and Gaston Bellerive, accountant, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry-on business as builders and general building contractors; to operate a real estate business, under the name of "Tellier & Groleau Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 850 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14531-58)

The Colton Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: Manuel Sachs, comptable agréé, Allan Colton, fabricant, et Abe Arick, agent d'immeubles, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, acquérir détenir et disposer de propriétés mobilières et immobilières à des fins de placements seulement, sous le nom de "The Colton Corporation", avec un capital total de \$2,000,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 180,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14531-58)

The Colton Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: Manuel Sachs, chartered accountant, Allan Colton, manufacturer, and Ave Arick, realtor, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, to acquire, hold and dispose, of property, movable and immovable, for the purpose of investment only, under the name of "The Colton Corporation", with a total capital stock of \$2,000,000, divided into 20,000 common shares of \$10 each and 180,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14651-58)

The Key Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Gilles Fillion, avocat, Lucille Bertrand, sténographe, célibataire majeure, tous deux de Montréal, et Gustave Monette fils, avocat, de Prévile, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, électriciens, mécaniciens et experts en travaux hydrauliques, sous le nom de "The Key Construction Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14651-58)

The Key Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December 1958, incorporating: Gilles Fillion, advocate, Lucille Bertrand, stenographer, spinster of full age of majority, both of Montreal, and Gustave Monette, junior, advocate, of Prévile, for the following purposes:

To carry on business as builders, electricians, mechanics and experts in hydraulic operations, under the name of "The Key Construction Inc.", with a total capital of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14577-58)

The Place d'Armes — St. James Street — Victoria Square Businessmen's Association L'Association des Hommes d'Affaires de la Place d'Armes — Rue St. Jacques — Carré Victoria

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Matthew Stuart Hannon, John Holmested Tennant, Peter Desmond Walsh, David Henry Holland, tous quatre avocats, Ernest William Mockridge, gérant, William Patrick Creagh, Alexander Gordon Yeoman, tous deux commis en Loi, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, tous trois teneurs de livres, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, James Harold Stafford, André Guertin, Charles Vincent Cook, et Theodore William Martinson, tous quatre commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, commanditer, encourager et procurer le développement, l'amélioration, la pré-

(A.G. 14577-58)

The Place d'Armes — St. James Street — Victoria Square Businessmen's Association L'Association des Hommes d'Affaires de la Place d'Armes — Rue St. Jacques — Carré Victoria

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Matthew Stuart Hannon, John Holmested Tennant, Peter Desmond Walsh, David Henry Holland, all four advocates, Ernest William Mockridge, manager, William Patrick Creagh, Alexander Gordon Yeoman, both law clerks, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, all three bookkeepers, Cecil Bruce Cooke, secretary, James Harold Stafford, André Guertin, Charles Vincent Cook, and Theodore William Martinson, all four clerks, all of Montreal, for the following purposes:

To promote, foster, encourage and procure the development, improvement, preservation,

servation, le soutien et l'entretien d'une division de la cité de Montréal comprenant la Place d'Armes, le Carré Victoria et cette section de la rue St-Jacques Ouest sise entre la Place d'Armes et le Carré Victoria, sous le nom de "The Place d'Armes — St. James Street — Victoria Square Businessmen's Association — L'Association des Hommes d'Affaires de la Place d'Armes — Rue St. Jacques — Carré Victoria".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

maintenance and upkeep of the section of the city of Montreal comprising Place d'Armes, Victoria Square and that portion of St. James Street West lying between Places d'Armes and Victoria Square, under the name of "The Place d'Armes — St. James Street — Victoria Square Businessmen's Association — L'Association des Hommes d'Affaires de la Place d'Armes — Rue St. Jacques — Carré Victoria".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1958.

Acting Deputy Attorney General,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14529-58)

The Popular Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1958, constituant en corporation: David Rothenberg, d'Outremont, David Luteran, de Montréal, tous deux comptables agréés, et Frank Hubscher, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de négociants et commerçants de marchandises sèches et toutes autres sortes de marchandises généralement vendues et négociées dans les magasins de vêtements pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "The Popular Shop Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4872 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14529-58)

The Popular Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1958, incorporating: David Rothenberg, of Outremont, David Luteran, of Montreal, both chartered accountants, and Frank Hubscher, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of traders and dealers in dry goods and all other kinds of merchandise generally sold and dealt by clothing shops for men, women and children under the name of "The Popular Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4872 Sherbrooke Street west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14742-58)

Thibo Auto & Sport, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Gaston Thibeault, garagiste, Hector Thibeault, barbier, et Bibiane Pinault Thibeault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Thibeault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Thibo Auto & Sport, Incorporée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions communes de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Flavie, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14742-58)

Thibo Auto & Sport, Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December 1958, incorporating: Gaston Thibeault, garage-keeper, Hector Thibeault, barber, and Bibiane Pinault Thibeault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gaston Thibeault, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Mont-Joli, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles and other means of transportation; carry on the business of forwarding passengers and merchandise; carry on business as garage-keepers, under the name of "Thibo Auto & Sport, Incorporée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Flavie, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14762-58)

Titan Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Irwin Gliserman, Moe Ackman, avocats, et Doreen Wilden, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Titan Development Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14762-58)

Titan Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, advocates, and Doreen Weldon, secretary, spinster of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Titan Development Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14777-58)

Trans-City Taxi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Kalman Samuels, avocat, Stella Flader, avocat du barreau de la Colombie Britannique, épouse séparée de biens dudit Kalman Samuels, et Dan Golberg, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un poste de taxis, terrains de stationnement, stations de service et boutique de réparation pour véhicules et moteurs, sous le nom de "Trans-City Taxi Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1434 ouest, rue Ste-Catherine, suite 203, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14777-58)

Trans-City Taxi Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Kalman Samuels, advocate, Stella Flader, lawyer of the Bar of British Columbia, wife separate as to property of the said Kalman Samuels, and Dan Golberg, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To operate taxicab stands, parking lots, service stations and vehicle and motor repair shops, under the name of "Trans-City Taxi Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1434 St. Catherine Street west, Suite 203, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14769-58)

Turbo Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Bedrich Thorz, agent de manufacturier, de Ville Mont-Royal, Albert Marcus et Isidore Reuben Prazoff, tous deux avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de toutes sortes de machineries, sous le nom de "Turbo Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,750 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14769-58)

Turbo Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Bedrich Thorz, manufacturer's agent, of the town of Mount Royal, Albert Marcus and Isidore Reuben Prazoff, both advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in all kinds of machinery, under the name of "Turbo Incorporated", with a total capital stock of \$20,000, divided into 250 common shares of \$10 each and 1,750 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14665-58)

Two Eighty-Six Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Charles Brownstein et Moses Moscovitch, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Two Eighty-Six Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14637-58)

Urban Publishing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Leo J. Heaps, administrateur, de Westmount, Morton Bell, avocat, de St-Laurent, et Vera Day, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un éditeur de journal ou celui d'éditeur général, sous le nom de "Urban Publishing Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(P.G. 14716-58)

Viviane Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1958, constituant en corporation: Didier Terkel, fabricant, Blanche Wieder Terkel, ménagère, épouse séparée de biens dudit Didier Terkel et dûment autorisée par ce dernier, et Adolf Wieder, fabricant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de tricoteurs, tisserands, teinturiers, blanchisseurs, marchands de vêtements, tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, fourreurs, commerçants de soies, carpettes, textiles, marchandises en plastique, articles en cuir, cotons, tissus et dentelle, sous le nom de "Viviane Hosiery Mills Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14665-58)

Two Eighty-Six Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, incorporating: Irving L. Adessky, Charles Brownstein and Moses Moscovitch, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Two Eighty-Six Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,200 common shares of \$10 each and 2,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14637-58)

Urban Publishing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, incorporating: Leo J. Heaps, executive, of Westmount, Morton Bell, advocate, of St. Laurent, and Vera Day, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a newspaper publisher or the business of publishing generally, under the name of "Urban Publishing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 1,800 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14716-58)

Viviane Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1958, incorporating: Didier Terkel, manufacturer, Blanche Wieder Terkel, housewife, wife separate as to property of the said Didier Terkel, and duly authorized by him, and Adolf Wieder, manufacturer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of knitters, weavers, dyers, bleachers, clothiers, tailors, drapers, hosiery, milliners, costumiers, furriers, dealers in silks, carpets, textiles, plastic goods, leather goods, cottons, cloths, and lace merchants, under the name of "Viviane Hosiery Mills Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14220-58)

Windsor Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1958, constituant en corporation: Herbert Croll, agent d'immeubles, Saul Venetsky, comptable, Moses Levitt, fabricant, Max Louis, architecte, Ernest G. Sabloff, notaire, tous les cinq de Montréal, et Leo Gordon, marchand, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et développement, sous le nom de "Windsor Development Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 14220-58)

Windsor Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1958, incorporating: Herbert Croll, realtor, Saul Venetsky, accountant, Moses Levitt, manufacturer, Max Louis, architect, Ernest G. Sabloff, notary, all five of Montreal, and Leo Gordon, merchant, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Windsor Development Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10758-58)

Witmyer Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1958, constituant en corporation: Melvin Myers, fabricant, de Ville Mont-Royal, David Lack, avocat, de Montréal, et Pearl Auerbach, secrétaire, célibataire, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction, amélioration et placements, sous le nom de "Witmyer Investments Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851 P. FRENETTE.

(A.G. 10758-58)

Witmyer Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1958, incorporating: Melvin Myers, manufacturer, of the town of Mount Royal, David Lack, advocate, of Montreal, and Pearl Auerbach, secretary, spinster, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, improvement and investment company, under the name of "Witmyer Investments Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

(P.G. 14584-58)

Astor Arms Apartments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix décembre 1958, à la compagnie "Astor Arms Apartments Inc.", subdivisant et convertissant 250 actions de \$100 chacune de son capital-actions en 5,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14584-58)

Astor Arms Apartments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of December 1958, to the company "Astor Arms Apartments Inc.", subdividing and converting 250 shares of \$100 each an of its share capital into 5,000 preferred shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12882-58)

Cercueils Atlas Caskets Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

(A.G. 12882-58)

Cercueils Atlas Caskets Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the

mentaires, en date du vingt-sept novembre 1958, à la compagnie "Cercueils Atlas Caskets Inc.", modifiant les dispositions de ses lettres patentes de constitution en corporation en ce qui concerne les restrictions au transfert des actions.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

twenty-seventh day of November, 1958, to the company "Cercueils Atlas Caskets Inc.", amending the provisions of its letters patent of incorporation in that which concerns the restrictions to the transfer of shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13599-58)

Classy Formal Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un décembre 1958, à la compagnie "Classy Formal Wear Inc.", augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations étant fixé à non moins de \$40,000.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 13599-58)

Classy Formal Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated thirty-first day of December 1958, to the company "Classy Formal Wear Inc.", increasing its capital, the additional share capital being divided into 1,500 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the said company shall continue its operations being fixed at not less than \$40,000.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14785-58)

Cobra Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt décembre 1958, à la compagnie "Cobra Industries Inc.", 1° subdivisant ses 4,950 actions ordinaires de \$10 chacune en 9,900 actions ordinaires de \$5 chacune; 2° augmentant son capital de \$49,500 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 90,100 actions ordinaires de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14785-58)

Cobra Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twentieth day of December 1958, to the company "Cobra Industries Inc.", 1. subdividing its 4,950 common shares of \$10 each into 9,900 common shares of \$5 each; 2. increasing its capital from the sum of \$49,500 to \$500,000, the additional share capital being divided into 90,100 common shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11065-58)

**Conex Corporation
La Corporation Conex**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois décembre 1958, à la compagnie "Conex Corporation — La Corporation Conex", réduisant son capital de \$200,000 à \$100,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées de \$50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 11065-58)

**Conex Corporation
La Corporation Conex**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of December 1958, to the company "Conex Corporation — La Corporation Conex" decreasing its capital stock from the sum of \$200,000 to \$100,000, the cancelled share capital being divided into 2,000 preferred shares of \$50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14828-58)

Custom Built Homes Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux décembre 1958, à la compagnie "Custom Built Homes Corpora-

(A.G. 14828-58)

Custom Built Homes Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated December twenty-second, 1958, to the company "Custom Built Homes Corporation", reducing its capital

tion", réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 13,530 actions privilégiées de \$5 chacune, et le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations étant fixé à non moins de \$52,255.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14782-58)

Cyclorama de Jérusalem Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize décembre 1958, à la compagnie "Cyclorama de Jérusalem Inc.", 1) convertissant 50 actions ordinaires de \$100 chacune en 50 actions privilégiées de \$100 chacune; 2) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14628-58)

Diamond-Oslinger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze décembre 1958, à la compagnie "Gerald Diamond Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes du 31 décembre 1957, 1) changeant son nom en celui de "Diamond-Oslinger Inc."; 2) augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel (tant divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 590 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 13947-58)

Diversified Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf décembre 1958, à la compagnie "L'Abord-à-Plouffe Realty Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 31 décembre 1953, 1) augmentant son capital de \$10,000 à \$210,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune; 2) changeant son nom en celui de "Diversified Investments Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14161-58)

Donald Kirk Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

stock, the cancelled capital stock being divided into 13,530 preferred shares of \$5 each, and the amount with which the said company shall continue its operations being fixed at not less than \$52,255.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14782-58)

Cyclorama de Jérusalem Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of December 1958, to the company "Cyclorama de Jérusalem Inc.", 1) converting its 50 common shares of \$100 each into 50 preferred shares of \$100 each; 2) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14628-58)

Diamond-Oslinger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of December 1958, to the company "Gerald Diamond Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated December 31, 1957, 1) changing its name to that of "Diamond-Oslinger Inc."; 2) increasing its share capital from the sum of \$40,000 to \$100,000, the additional share capital being divided into 100 common shares of \$10 each and 590 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13947-58)

Diversified Investments Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the nineteenth day of December 1958, to the company "L'Abord-à-Plouffe Realty Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 31, 1953, 1) increasing its capital stock from the sum of \$10,000 to \$210,000, the additional share capital being divided into 2,000 preferred shares of \$100 each; 2) changing its name to that of "Diversified Investments Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14161-58)

Donald Kirk Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the

mentaires, en date du sept janvier 1959, à la compagnie "Kirk & Lane Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom originaire de "Donald Kirk Enterprises Inc.", par lettres patentes du 27 septembre 1957, et par lettres patentes supplémentaires en date du 17 avril 1958, changeant ledit nom originaire en celui de "Kirk & Lane Inc.", changeant de nouveau son nom en celui de "Donald Kirk Enterprises Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14336-58)

Eastern Townships Warehousing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze décembre 1958, à la compagnie "Eastern Townships Warehousing Ltd.", 1) réduisant son capital par la réduction de la valeur au pair des actions privilégiées de \$100 à \$10 chacune, et par la réduction du nombre des actions ordinaires de 3,000 à 500; 2) fixant le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations à non moins de \$7,500; 3) modifiant les dispositions des lettres patentes antérieures en ce qui concerne les privilèges attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 13581-58)

E. J. Chartier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze décembre 1958, à la compagnie "E. J. Chartier Inc.", modifiant les dispositions de ses lettres patentes supplémentaires du 22 octobre 1958 en ce qui concerne les droits, privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 10445-57)

Entreprises Beaubien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un décembre 1958, à la compagnie "Entreprises Beaubien Inc.", augmentant son capital de \$10,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 31,000 actions ordinaires de \$5 chacune, 5,000 actions privilégiées, classe "A", de \$5 chacune, et en 2,000 actions privilégiées, classe "B", de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

seventh day of January 1959, to the company "Kirk & Lane Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, under the original name of "Donald Kirk Enterprises Inc.", by letters patent dated September 27, 1957, by supplementary letters patent dated April 17, 1958, changing the said original name to that of "Kirk & Lane Inc.", changing its name once again to that of "Donald Kirk Enterprises Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1959.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14336-58)

Eastern Townships Warehousing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated fifteenth day of December 1958, to the company "Eastern Townships Warehousing Ltd.", 1) decreasing its capital by reducing the par value of the preferred shares from \$100 to \$10 each, and reducing the number of common shares from 3,000 to 500; 2) the amount with which the said company shall continue its operation to at least \$7,500; 3) modifying the provisions of the former letters patent respecting the privileges attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13581-58)

E. J. Chartier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of December, 1958, to the company "E. J. Chartier Inc.", amending the provisions of its supplementary letters patent of October 22, 1958 in that which concerns the rights, privileges and restrictions attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10445-57)

Entreprises Beaubien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated thirty-first day of December, 1958, to the company "Entreprises Beaubien Inc.", increasing its capital stock from \$10,000 to \$200,000, the additional capital stock being divided into 31,000 common shares of \$5 each, 5,000 preferred class "A", of \$5 each, and into 2,000 preferred shares, class "B", of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14543-58)

Fiber-Plast Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix décembre 1958, à la compagnie "Antithermo Products Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 17 novembre 1952, changeant son nom en celui de "Fiber-Plast Company Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14543-58)

Fiber-Plast Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of December, 1958, to the company "Antithermo Products Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of November 17, 1952, changing its name into that of "Fiber-Plast Company Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14517-58)

**Gaz National Inc.
National Gas Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un décembre 1958, à la compagnie "Gaz National Inc.—National Gas Inc.", 1) convertissant ses 400 actions sans valeur nominale ou au pair en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune; 2) refondant ces 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune; 3) augmentant son capital de \$2,000 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 49,800 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14517-58)

**Gaz National Inc.
National Gas Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated thirty-first day of December, 1958, to the company "Gaz National Inc.—National Gas Inc.", 1) converting its 400 shares without nominal or no par value into 400 common shares of a par value of \$5 each; 2) converting these 400 common shares of a par value of \$5 each into 200 common shares of a par value of \$10 each; 3) increasing its capital stock from \$2,000 to \$500,000, the additional capital stock being divided into 49,800 common shares of a par value of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14158-58)

Gotham Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente décembre 1958, à la compagnie "Sano Linen Service Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 septembre 1958, changeant son nom en celui de "Gotham Investment Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14158-58)

Gotham Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of December, 1958, to the company "Sano Linen Service Corporation", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of September 3, 1958, changing its name into that of "Gotham Investment Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10009-59)

Henry Horky Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize janvier 1959, à la compagnie "Marvel Food Packers Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes du 4 juillet 1950, changeant son nom en celui de "Henry Horky Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 10009-59)

Henry Horky Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirteenth day of January 1959, to the company "Marvel Food Packers Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 4, 1950, changing its name to that of "Henry Horky Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14807-58)

Holt, Renfrew & Co., Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit décembre 1958, à la compagnie "Holt, Renfrew & Co., Limited", 1) réduisant son capital de \$2,000,000 à \$1,500,000, la valeur au pair des actions ordinaires étant réduite de \$100 à \$50; 2) augmentant le capital ainsi réduit de \$1,500,000 à \$2,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions ordinaires de \$50 chacune; 3) subdivisant les 20,000 actions ordinaires de \$50 chacune en 200,000 actions ordinaires de \$5 chacune; 4) modifiant et étendant les dispositions des lettres patentes de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14807-58)

Holt, Renfrew & Co., Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of December, 1958, to the company "Holt Renfrew & Co., Limited", 1) reducing its capital stock from \$2,000,000 to \$1,500,000, the par value of the common shares being reduced from \$100 to \$50 each; 2) increasing the capital stock thus reduced from \$1,500,000 to \$2,000,000, the additional capital stock being divided into 10,000 common shares of \$50 each; 3) subdividing the 20,000 common shares of \$50 each into 200,000 common shares of \$5 each; 4) amending and extending the provisions of letters patent of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14946-58)

Hygrade Food Products Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit décembre 1958, à la compagnie "Hygrade Food Products Incorporated", 1) subdivisant ses 100 actions ordinaires de \$100 chacune en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 2) convertissant ces 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 5,000 actions, classe "A", de \$1 chacune et en 5,000 actions, classe "B", de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14946-58)

Hygrade Food Products Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of December, 1958, to the company "Hygrade Food Products Incorporated", 1) subdividing its 100 common shares of \$100 each into 10,000 common shares of \$1 each; 2) converting its 10,000 common shares of \$1 each into 5,000 shares, class "A", of \$1 each and into 5,000 shares, class "B", of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14623-58)

Lachine Remnant Store Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze décembre 1958, à la compagnie "Lachine Remnant Store Ltd.", augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14623-58)

Lachine Remnant Store Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of December, 1958, to the company "Lachine Remnant Store Ltd.", increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000, the additional capital stock being divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14517-58)

**Lasnier & Galipeau Limitée
Lasnier & Galipeau Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix décembre 1958, à la compagnie "Lasnier & Galipeau Limitée — Lasnier & Galipeau Limited", augmentant son capital de \$149,900 à \$299,900, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

(A.G. 14517-58)

**Lasnier & Galipeau Limitée
Lasnier & Galipeau Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of December, 1958, to the company "Lasnier & Galipeau Limitée — Lasnier & Galipeau Limited", increasing its capital stock from \$149,900 to \$299,900, the additional capital stock being divided into 1,500 preferred shares of \$100 each.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14969-58)

Les Agences Grenache Inc.
Grenache Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf décembre 1958, à la compagnie "Les Agences Grenache Inc.—Grenache Agencies Inc.", augmentant son capital de \$20,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14969-58)

Les Agences Grenache Inc.
Grenache Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the nineteenth day of December, 1958, to the company "Les Agences Grenache Inc.—Grenache Agencies Inc.", increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 8,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14693-58)

Les Industries de la Rive Sud, Ltée
South Shore Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze décembre 1958, à la compagnie "Les Industries de la Rive Sud, Ltée—South Shore Industries Ltd.", réduisant son capital de \$20,000 à \$10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 200 actions privilégiées de \$50 chacune; 2) augmentant son capital ainsi réduit de \$10,000 à \$75,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions ordinaires de \$50 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14693-58)

Les Industries de la Rive Sud, Ltée
South Shore Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twelfth day of December 1958, to the company "Les Industries de la Rive Sud, Ltée—South Shore Industries Ltd.", decreasing its capital stock from the sum of \$20,000 to \$10,000, the cancelled share capital being divided into 200 preferred shares of \$50 each; 2) increasing its share capital thus decreased from \$10,000 to \$75,000, the additional share capital being divided into 300 common shares of \$50 each and 1,000 preferred shares of \$50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14548-58)

Les Meubles de St-Barthélemy, Ltée
St-Barthélemy Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix décembre 1958, à la compagnie "Les Meubles de St-Barthélemy, Ltée—St-Barthélemy Furniture Ltd.", augmentant son capital de \$75,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(A.G. 14548-58)

Les Meubles de St-Barthélemy, Ltée
St-Barthélemy Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of December, 1958, to the company "Les Meubles de St-Barthélemy, Ltée—St-Barthélemy Furniture Ltd.", increasing its capital stock from \$75,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 250 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney-General, this tenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14697-58)

Litho Plate Making Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze janvier 1959, à la compagnie "Office Sales & Service Co. Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de

(A.G. 14697-58)

Litho Plate Making Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of January, 1959, to the company "Office Sales & Services Co. Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated

Québec par lettres patentes du 4 février 1953, changeant son nom en celui de "Litho Plate Making Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14093-58)

McNeil Transport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois décembre 1958, à la compagnie "McNeil Transport Limited", 1) réduisant son capital de \$20,000 à \$7,200, le capital-actions annulé étant divisé en 128 actions ordinaires de \$100 chacune; 2) subdivisant et changeant ses 72 actions ordinaires restantes de \$100 chacune en 1,440 actions ordinaires sans valeur au pair; 3) augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 8,560 actions ordinaires sans valeur au pair et en 40,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 4) fixant le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations à non moins de \$90,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14832-58)

Milano Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente décembre 1958, à la compagnie "Milano Furniture Inc.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14827-58)

Mount Royal Property Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux décembre 1958, à la compagnie "Mount Royal Property Corporation", 1) réduisant son capital de \$200,000 à \$120,000, le capital-actions annulé étant divisé en 80,000 actions privilégiées de \$1 chacune; 2) augmentant son capital ainsi réduit de \$120,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 80,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14625-58)

Nsu Prinz of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

February 4, 1953, changing its name to that of "Litho Plate Making Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14093-58)

McNeil Transport Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of December, 1958, to the company "McNeil Transport Limited", 1) decreasing its capital from the sum of \$20,000 to \$7,200, the cancelled share capital being divided into 128 common shares of \$100 each; 2) subdividing and changing its 72 remaining common shares of \$100 each into 1,440 common shares without par value; 3) increasing its capital, the additional share capital being divided into 8,560 common shares without par value and 40,000 preferred shares of \$10 each; 4) fixing the amount with which the said company shall continue its operations at not less than \$90,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14832-58)

Milano Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of December, 1958, to the company "Milano Furniture Inc.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14827-58)

Mount Royal Property Corporation

Notice is hereby given that under Part of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated December twenty-second, 1958, to the company "Mount Royal Property Corporation", 1) reducing its capital stock from \$200,000 to \$120,000, the cancelled capital stock being divided into 80,000 preferred shares of \$1 each; 2) increasing its capital stock thus reduced from \$120,000 to \$200,000, the additional capital stock being divided into 80,000 preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14625-58)

Nsu Prinz of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the ele-

mentaires, en date du onze décembre 1958, à la compagnie "Papineau-Gilford Motors Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 15 décembre 1955, changeant son nom en celui de "Nsu Prinz of Canada Ltd.",

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14674-58)

Peel-Windsor Garage Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux décembre 1958, à la compagnie "Peel-Windsor Garage Incorporated", 1) augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 10 actions sans valeur au pair ou nominale; 2) fixant le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations à non moins de \$80,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14522-58)

Pulp Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze décembre 1958, à la compagnie "Pulp Associates Inc.", augmentant son capital de \$1,000 à \$41,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 14067-58)

Quebec Motel Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit janvier 1959, à la corporation "Quebec Motel Association Inc.", constituée par lettres patentes en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi, étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRENETTE.

(P.G. 11901-58)

Seaway Supply Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize décembre 1958, à la compagnie "Seaway Lumber Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes du 10 juin 1958, changeant son nom en celui de "Seaway Supply Corporation".

venth day of December 1958, to the company "Papineau-Gilford Motors Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies of Quebec, by letters patent dated December 15, 1955, changing its name to that of "Nsu Prinz of Canada Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December 1958,

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14674-58)

Peel-Windsor Garage Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of December 1958, to the company "Peel-Windsor Garage Incorporated", 1) increasing its capital, the additional share capital being divided into 10 shares without nominal or par value; 2) fixing the amount with which the said company shall continue its operations at not less than \$80,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14522-58)

Pulp Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of December, 1958, to the company "Pulp Associates Inc.", increasing its capital from the sum of \$1,000 to \$41,000, the additional share capital being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14067-58)

Quebec Motel Association Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighth day of January, 1959, to the corporation "Quebec Motel Association Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part III of the said Act, extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11901-58)

Seaway Supply Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of December, 1958, to the company "Seaway Lumber Corporation", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 10, 1958, changing its name into that of "Seaway Supply Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRÉNETTE.

(P.G. 14948-58)

Sternthal Dress Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux décembre 1958, à la compagnie "Sternthal Dress Company", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRÉNETTE.

(P.G. 14721-58)

Typographic Service Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept décembre 1958, à la compagnie "Typographic Service Company Limited", 1) réduisant son capital de \$150,000 à \$30,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,250 actions privilégiées, classe "B", de \$10 chacune et en 9,750 actions privilégiées classe "A", de \$10 chacune; 2) augmentant son capital ainsi réduit de \$30,000 à \$250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,250 actions privilégiées, classe "B", de \$10 chacune et en 19,750 actions privilégiées, classe "A" de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRÉNETTE.

(P.G. 14947-58)

Venus Restaurants Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois décembre 1958, à la compagnie "Venus Restaurants Incorporated", 1) réduisant son capital de \$20,000 à \$7,000, le capital-actions annulé étant divisé en 130 actions ordinaires de \$100 chacune; 2) augmentant son capital ainsi réduit de \$7,000 à \$107,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
49851-o P. FRÉNETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14948-58)

Sternthal Dress Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of December 1958, to the company "Sternthal Dress Company", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14721-58)

Typographic Service Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventeenth day of December, 1958, to the company "Typographic Service Company Limited", 1) reducing its capital stock from \$150,000 to \$30,000, the cancelled capital stock being divided into 2,250 preferred shares, class "B", of \$10 each and into 9,750 preferred shares, class "A", of \$10 each; 2) increasing its capital stock thus reduced from \$30,000 to \$250,000, the additional capital stock being divided into 2,250 preferred shares, class "B", of \$10 each and into 19,750 preferred shares, class "A" of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14947-58)

Venus Restaurants Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of December 1958, to the company "Venus Restaurants Incorporated", 1) decreasing its capital from the sum of \$20,000 to \$7,000, the cancelled share capital being divided into 130 common shares of \$100 each; increasing its capital thus decreased from \$7,000 to \$107,000, the additional share capital being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,
49851 Acting Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 85

Québec, le 4 février 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux distributeurs de pain dans la région de Montréal.

Orders in Council

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 85

Quebec, February 4, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to bread distributors in the region of Montreal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Boulangers de Montréal;
Christie's Bread Ltd.;
Pain Suprême Ltée.;

ET, D'AUTRE PART:

L'Union des Vendeurs de Produits Alimentaires, Vendeurs à Commission, Employés de Laiterie et de Crème Glacée, local 973, affiliée à la Fraternité Internationale des Conducteurs d'Attelage, Chauffeurs, Hommes d'Entrepôts et Aides d'Amérique (F.A.T. — C.O.I.);

L'Union Internationale d'Amérique des Ouvriers de Boulangerie et de Confiserie, Local 55, affiliée au Congrès du Travail du Canada, Section des Chauffeurs et Vendeurs;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 août 1958;

Attendu que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiqués dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 août 1958.

L'Association Professionnelle des Boulangers de Québec (section de Montréal) est acceptée comme partie co-contractante de 1ère part.

I. Définition: Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "employeur" désigne toute personne, association, corporation, compagnie, propriétaire et/ou exploitant d'une boulangerie.

b) Le mot "employé" désigne tous les livreurs, conducteurs et/ou chauffeurs employés par un employeur ou assigné au transport, à l'expédition, à la livraison des produits de boulangerie.

c) Le terme "produits de boulangerie" désigne tout genre de pains, petits pains, produits sucrés à base de levure.

II. Juridiction territoriale: Le décret comprend l'Île de Montréal, l'Île Jésus, les villes de Préville, Montréal-Sud, Boucherville, Lemoyne, Mackayville et Greenfield Park et les cités de St-Lambert, Longueuil et Jacques-Cartier.

III. Juridiction professionnelle: Le décret s'applique à tous les employeurs et employés ainsi qu'à tous les concessionnaires, représentants autorisés et/ou toutes autres personnes employées au transport, à l'expédition, à la livraison des produits de boulangerie, que ces produits soient fabriqués ou non à l'intérieur de la juridiction territoriale du décret, et pourvu que tels transport, expédition, livraison et ventes soient effectués en deçà de telle juridiction territoriale.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Montreal Bakers' Association;
Christie's Bread Ltd.;
"Pain Suprême Ltée";

And, ON THE OTHER PART:

Food Drivers, Commission Salesmen, Dairy & Ice Cream Workers, Local 973, affiliated with the International Brotherhood of Teamsters, Chauffeurs, Warehousemen and Helpers of America (A.F.L.-C.I.O.);

Bakery & Confectionery Workers' International Union of America, Local 55, affiliated with The Canadian Labour Congress, Drivers Salesmen Section;

for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 23, 1958;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the said Act, with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 23, 1958.

"L'Association Professionnelle des Boulangers de Québec (section de Montréal)" is accepted as co-contracting party of the first part.

I. Definitions: For the purpose of enforcement of the decree, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

a) The term "employer" means any person, association, corporation, company, owner and/or operator of a bakery.

b) The term "employee" means all delivery men, drivers and/or chauffeurs employed by an employer or engaged in the transportation, shipping, delivery of bakery products.

c) The term "bakery products" means any type of bread, bread rolls, yeast raised sweet goods.

II. Territorial jurisdiction: The decree shall apply to the Island of Montreal, Jesus Island, the towns of Preville, Montreal-South, Boucherville, Lemoyne, Mackayville and Greenfield Park and the cities of St-Lambert, Longueuil and Jacques-Cartier.

III. Professional jurisdiction: The decree shall apply to all employers and employees and to all jobbers, franchised operators and/or any other persons employed in the transportation, shipping, delivery of bakery products, whether or not these products are manufactured within the territorial jurisdiction of the decree and provided such transportation, shipping, delivery and sales are made within such territorial jurisdiction.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, le décret ne s'applique pas au transport et/ou à l'expédition de produits de boulangerie à travers ou en deçà de la juridiction territoriale du décret, pourvu que lesdits produits de boulangerie soient en transit ou destinés à tout autre endroit qu'à un établissement de vente au détail.

IV. *Salaires et/ou commissions*: Tout employé doit recevoir un salaire minimum de \$40.00 pour une semaine de travail de cinq (5) jours.

V. *Heures de travail*: La semaine régulière de travail est de cinq (5) jours et aucune livraison ne doit être faite le dimanche et le mercredi.

Dans toute semaine au cours de laquelle il y a un jour de fête chômé qui ne tombe pas le mercredi, ledit mercredi devient une journée régulière de travail.

VI. *Jours chômés*: Les jours suivants sont chômés: Le Premier jour de l'An, le 2 janvier, le Lundi de Pâques, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération), la fête du Travail, Noël et le 26 décembre.

VII. *Vacances payées*: Tout employé doit recevoir, à titre de rémunération de vacances, un minimum de 2% de son salaire lorsqu'il a complété douze (12) mois de service chez un employeur.

VIII. *Durée du décret*: Le décret est valable le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période d'une (1) année. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

L. DÉSILETS,

49852-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 86

Section "A"

Québec, le 4 février 1959.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chapellerie pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 385 du 19 avril 1956 amendé par l'arrêté en conseil numéro 100-B du 31 janvier 1957, ont présenté au Ministre du travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 décembre 1958;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, the decree shall not apply to the transportation and/or shipping, of bakery products through or within the territorial jurisdiction of this decree, provided that the said bakery products are in transit or destined to any place other than a retail outlet.

IV. *Wages, and/or Commission*: Every employee shall receive a guaranteed minimum of \$40.00 for a five (5) day work week.

V. *Hours of work*: The normal work week shall consist of five (5) days and there shall be no delivery on Sunday and Wednesday.

In any week in which a holiday occurs other than on a Wednesday, the Wednesday shall become a regular working day.

VI. *Holidays*: The following days shall be kept as holidays: New Year's Day, January 2, Easter Monday, the Queen's Birthday, St-Jean-Baptiste Day, Confederation Day (July 1st) Labour day, Christmas Day and December 26.

VII. *Vacation with pay*: Every employee shall receive, as vacation pay, a minimum of 2% of his earnings after completing twelve (12) months service with an employer.

VIII. *Duration of the decree*: The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in force for a period of one year. It will then renew itself automatically from year to year, unless either one of the contracting parties notified the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before the date of its expiration. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour.

L. DÉSILETS,

49852-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 86

Part "A"

Québec, February 4, 1959.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the men's and boy's hat and cap industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the men's and boys' hat and cap industry in the province of Québec, rendered obligatory by the decree No. 385 of April 19, 1956, as amended by Order in Council No. 100-B of January 31, 1957, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the issue of December 27, 1958; of the *Quebec Official Gazette*,

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 385, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"V. Taux minima: a) Les taux horaires et hebdomadaires minima suivants doivent être payés aux salariés compétents dans les classifications ci-dessous mentionnées, à compter du 1er janvier 1959:

Métiers:	Salaire horaire	Salaire hebdomadaire
Coupeur.....	\$1.30	\$52.00
Opérateur.....	1.03	41.20
Bloqueur.....	1.17½	47.00
Faiseur de doublure.....	0.74	29.60
Finisseur à la main.....	0.65	26.00
Employé général.....	0.58½	23.40

A compter du 1er juillet 1959, les taux minima seront les suivants:

Métiers:	Salaire horaire	Salaire hebdomadaire
Coupeur.....	\$1.35	\$54.00
Opérateur.....	1.08	43.20
Bloqueur.....	1.22½	49.00
Faiseur de doublure.....	0.79	31.60
Finisseur à la main.....	0.70	28.00
Employé général.....	0.63½	25.40

2° L'article VII est remplacé par le suivant:

"VII. Jours de fête statutaires et religieuses: Les employeurs doivent donner à leurs salariés sept (7) jours de fêtes payés, à savoir: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la fête de la Reine, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël. On peut remplacer l'une de ces fêtes par la Saint-Jean-Baptiste.

Si l'employeur ferme ses portes un ou des jours de fête religieuse de sa foi, les salariés doivent être payés pour ce ou ces jours au lieu de la fête de la Reine et de la Confédération.

Tout travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré à raison de salaire double.

Tout salarié qui s'absente une journée complète pendant une semaine de travail où tombe une des fêtes ci-haut mentionnées n'a droit qu'à 75% de la rémunération accordés pour telle fête.

Tout salarié qui s'absente deux journées complètes pendant une semaine de travail où tombe une des fêtes ci-haut mentionnées n'a droit qu'à 50% de la rémunération accordée pour telle fête.

Tout salarié qui s'absente plus de deux (2) jours pendant une semaine de travail où tombe une des fêtes ci-haut mentionnées n'a droit à aucune rémunération pour telle fête.

Toutefois, pour les fins de cet article, une suspension par l'employeur ou une absence causée par la maladie n'est pas considérée comme une absence."

3° Le taux de trois pour cent (3%) apparaissant dans le titre et dans plusieurs paragraphes de l'article IX est porté à trois et demi pour cent (3½%).

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

49852-0

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 385, be amended as follows:

1. Paragraph "a" of article V is replaced by the following:

"V. Minimum wages: a) The minimum hourly and weekly, wage rates shall be the following for skilled workers in the classifications hereinafter mentioned, from January 1st 1959.

Classifications:	Hourly rates	Weekly wages
Cutter.....	\$1.30	\$52.00
Operator.....	1.03	41.20
Blocker.....	1.17½	47.00
Lining maker.....	0.74	29.60
Hand finisher.....	0.65	26.00
General worker.....	0.58½	23.40

Beginning as and from July 1st, 1959, the minimum wages shall be as follows:

Classifications:	Hourly rates	Weekly wages
Cutter.....	\$1.35	\$45.00
Operator.....	1.08	43.20
Blocker.....	1.22½	49.00
Lining maker.....	0.79	31.60
Hand finisher.....	0.70	28.00
General worker.....	0.63½	25.40

2. Article VII is replaced by the following:

"VII. Legal and religious holiday with pay: Every employer shall give his employees seven (7) holidays with pay, namely: New Year's Day, Good Friday, Ascension Day, Queen's Birthday, Confederation Day, Labour Day, Christmas Day. One of the above holidays may be replaced by St. John the Baptist Day.

Should an employer close his establishment on a religious day or days of his faith, the employees shall be paid for such day or days in place of the Queen's Birthday and Confederation Day.

Work performed on these days by any employee shall be paid at the rate of double time.

Any employee who is absent for one full day during a work week in which any of the aforesaid holidays fall shall be entitled to only 75% of the pay granted for such holiday.

Any employee who is absent for two (2) full days during a work week in which any of the aforesaid holidays fall shall be entitled to only 50% of the pay granted for such holiday.

Any employee who is absent for more than two (2) days during any work week in which any of the aforesaid holidays fall, shall not be paid for such holiday.

However, any lay-off by the employer and any absence caused by sickness shall not be deemed to be absences of the article."

3. The rate of three per cent (3%) appearing in the title and in many paragraphs of article IX are replaced by the rate of three and one half per cent (3½%).

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

49852-0

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale du village de Pointe-Gatineau adressera une requête à l'honorable Lieutenant-gouverneur en conseil, demandant l'érection de son territoire en municipalité de ville. Le nom de la municipalité projeté de ville sera le suivant: "La corporation municipale de la ville de Pointe-Gatineau". Le territoire de la municipalité comprendra tout le territoire situé dans les limites suivantes et décrit comme suit: "Un certain terrain de forme irrégulière, comprenant tous les lots inclus dans les cadres du village actuel de Pointe-Gatineau, comté de Hull et étant partie du cadastre du village de Pointe-Gatineau, division d'enregistrement de Hull, province de Québec et pour être décrit comme suit:

Commençant d'un point appelé "A", étant situé à l'intersection de la limite nord de la route de la Savane et étant la ligne de division des lots 585 et 28, cadastre du village de Pointe-Gatineau avec la ligne extérieure Est du canton de Hull (limites de la ville).

Du point "A", mesuré dans une direction est, sur une distance de dix-sept mille deux cents pieds (17,200') plus ou moins, en suivant la limite nord et le route de la Savane jusqu'au point "B", étant situé à l'intersection des lignes sud du lot 42, ouest des lots 43 et 50 et nord du lot 564 (Route de la Savane), tous ces lots étant du cadastre du village de Pointe-Gatineau.

Du point "B", mesuré dans une direction sud, sur une distance de trois mille cent vingt-deux (3,122') plus ou moins jusqu'au point "C", en suivant la ligne est des lots 58-2, 58-1, 546-25, 547-8, 547 n.s., 548, 549, 553, cadastre du village de Pointe-Gatineau, jusqu'à son intersection avec la ligne des hautes-eaux de la rive nord de la Rivière Ottawa.

Du point "C", dans une direction générale sud-ouest, en suivant la ligne des hautes-eaux de la Rivière Ottawa, puis dans une direction nord-ouest en suivant la ligne des hautes-eaux sur la rive nord-est de la rivière Gatineau jusqu'au point "D", lequel point est situé à l'extrémité sud de la ligne séparative du canton de Hull avec la rue St-Jean Baptiste.

Du point "D", mesuré dans une direction nord, sur une distance de cinq mille quatre cent vingt pieds (5,420') plus ou moins en suivant la limite ouest de la rue St-Jean Baptiste et des lots 116, 115-1, 115-2, 115-3, 115-4, 115-5, 115-6, 577-12, 577-41 (rue), 577-13, 577-23, 577-42 (rue), 577-100 et 577-160 (rue Laurin) 577 et 578 n.s., cadastre du village de Pointe-Gatineau, jusqu'au point "A", point de commencement.

Ledit terrain peut être plus particulièrement décrit comme suit:

Borné vers le nord par les lots 28, partie des lots 30, 31, 32, (Chemin Brûlé) 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, et 42; vers l'est par les lots 50 et 51 et 57; vers le sud par les rivières Ottawa et Gatineau; vers l'ouest par une partie du canton de Hull.

A cette fin un recensement avait été ordonné par le conseil et la population se chiffre à 6,648 âmes en date du 16 décembre 1957.

La municipalité de la ville de Pointe-Gatineau sera érigée en ville sous l'empire de la loi des cités et villes.

Notice is hereby given that the municipal corporation of the village of Pointe-Gatineau will present a petition to the Honourable the Lieutenant-Governor in Council, requesting the erection of its territory into a town municipality. The name of the projected municipality will be the following: "The Municipal Corporation of the Town of Pointe-Gatineau". The territory of the municipality will be comprised of all the territory situated within the following limits and described as follows: "A certain lot of land of irregular form, comprising all the lots included within the limits of the present village of Pointe-Gatineau, county of Hull and being part of the cadaster of the village of Pointe-Gatineau, registration division of Hull, province of Quebec and to be described as follows:

Starting at a point called "A", being situated at the intersection of the northern limit of the route of the Savane, and being the dividing line of lots 585 and 28, cadaster of the village of Pointe-Gatineau with the outwide eastern line of the township of Hull (limits of the town).

From point "A", measured in an eastern direction, along a distance of seventeen thousand two hundred feet (17,200') more or less, by following the northern limit of the route of the Savane to point "B", being situated at the intersection of the southern lines of lot 42, west of lots 43 and 50 and north of lot 564 (Route of the Savane), all these lots being of the cadaster of the village of Pointe-Gatineau.

From point "B", measured in a southern direction, along a distance of three thousand one hundred and twenty-two (3,122') feet more or less to point "C", by following the east line of lots 58-2, 58-1, 546-25, 547-8, 547 n.s., 548, 549, 553 cadastre of the village of Pointe-Gatineau, to its intersection with the high water line of the north bank of the Ottawa River.

From point "C", in a general southwesterly direction, by following the line of high water of the Ottawa River, then in a northwesterly direction by following the high water line on the northeast bank of the Gatineau River to point "D", which point is situated at the extreme south of the dividing line of the township of Hull, with St-Jean-Baptiste Street.

From point "D", measured in a northern direction, along a distance of five thousand four hundred and twenty-feet (5,420') more or less by following the west limit of St-Jean Baptiste street and of lots 116, 115-1, 115-2, 115-3, 115-4, 115-5, 115-6, 577-12, 577-41 (street), 577-13, 577-23, 577-42 (street), 577-100 and 577-160 (Laurin Street) 577 and 578 n.s., cadaster of the village of Pointe-Gatineau, to point "A", starting point.

The said lot of land may be more particularly described as follows:

Bounded on the north by lots 28, part of lots 30, 31, 32, (Road Brûlé) 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41 and 42; on the east by lots 50 and 51 and 57; on the south by the Ottawa and Gatineau Rivers; on the west, by a part of the township of Hull.

For this purpose a census was ordered by the council and the population counts 6,648 souls as from December 16, 1957.

The municipality of the town of Pointe-Gatineau shall be erected into a town under the empire of the Cities and Towns Act.

Signé à Pointe-Gatineau, district de Hull, province de Québec, ce 19e, jour de janvier 1959.

(Signé)

Le Maire,
DANIEL LAFORTUNE.
Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS LAMARCHE.

49724-4-4-o

Signed at Pointe-Gatineau, district of Hull, Province of Quebec, this 19th day of January, 1959.

(Signed)

DANIEL LAFORTUNE,
Mayor.
LOUIS LAMARCHE,
Secretary-Treasurer.

49724-4-4

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

COMPAGNIE ÉQUITABLE D'ASSURANCE
CONTRE LE FEU (CAPITAL MUTUEL)
EQUITABLE FIRE INSURANCE
COMPANY (STOCK MUTUAL)

Avis est par les présentes donné que le Lieutenant-gouverneur en conseil, par l'arrêté numéro 44, sanctionné le 29 janvier 1959, a changé, en conformité des dispositions de l'article 93 de la Loi des assurances de Québec, le nom de la "Compagnie Équitable d'Assurance contre le feu — Equitable Fire Insurance Company" en celui de "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales" et, en anglais, en celui de "The Equitable General Insurance Company", à compter du 29 janvier 1959.

Donné à Montréal, le 4 février 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
J. J. MILORD.

49854-o

DON-MAR REALTY LIMITED

Sommaire du règlement "C"

Qu'il soit et il est décrété et adopté:

Qu'après paiement de ou provision suffisante pour toutes dettes et obligations, les biens de cette compagnie soient distribués proportionnellement aux actionnaires selon leurs droits respectifs.

Le règlement "C" a été adopté par le bureau de direction de la compagnie à une assemblée dûment convoquée et tenue, mardi, le 3 février 1959.

Certifié à Montréal, ce 5e jour de février 1959.

Le Secrétaire-adjoint,
E. G. EVANS.

(Sceau)
49866-o

(P.G. 10087-58)

BEAUTY HOMES INC.

Règlement N° 4

"1° Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de trois directeurs à quatre directeurs de sorte que le bureau des directeurs se composera dorénavant de quatre directeurs;

2° Trois directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du bureau des directeurs;

3° Tout règlement ou résolution de la compagnie incompatible avec le présent règlement, sont par les présentes amendés, modifiés ou révisés afin de donner effet au présent règlement."

Copie certifiée du règlement N° 4 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le sixième jour d'octobre 1958, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le sixième jour d'octobre 1958, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
ROLAND JULIEN.

49874-o

NOTICE OF CHANGE OF NAME

EQUITABLE FIRE INSURANCE
COMPANY (STOCK MUTUAL)
COMPAGNIE ÉQUITABLE D'ASSURANCE
CONTRE LE FEU (CAPITAL MUTUEL)

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in council, by the order Number 44, assented to the 29th of January 1959, has changed, in accordance with the provisions of section 93 of the Quebec Insurance Act, the name of the "Equitable Fire Insurance Company — Compagnie Équitable d'Assurance contre le feu", to that of "The Equitable General Insurance Company" and, in French, to that of "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales", as from the 29th of January 1959.

Given in Montreal, on the 4th of February 1959.

J. J. MILORD,
Secretary-Treasurer.

49854-o

DON-MAR REALTY LIMITED

Summary of by-law "C"

Be it and it is hereby made, passed and enacted:

That, after payment of or adequate provision for all liabilities, debts or obligations, this Company's assets be distributed ratably amongst its shareholders in accordance with their respective rights.

By-law "C" was enacted by the Board of Directors of the Company at a meeting thereof duly called and held on Tuesday, the 3rd day of February, 1959.

Certified at Montreal, this 5th day of February, 1959.

(Seal)
49866-o

E. G. EVANS,
Assistant-Secretary.

(A.G. 10087-58)

BEAUTY HOMES INC.

By-law No. 4

"1. The number of directors of the company is hereby increased from three directors to four directors in order that the Board of Directors be hereafter composed of four directors;

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3. Any by-law or resolution of the company inconsistent with the present by-law, is hereby amended, modified or revised in order to give effect to this by-law."

Certified copy of by-law No. 4 duly adopted at a meeting of directors held the sixth day of October, 1958, and confirmed at a special general meeting of the company held the sixth day of October, 1958 by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at said meeting.

ROLAND JULIEN,
Secretary.

49874

VILLE DE NICOLET

Avis est par les présentes donné que, par arrêté ministériel, et conformément aux dispositions de la Loi des Cités et Villes, (article 173a), il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 29 janvier 1959, d'approuver le règlement numéro 177, adopté par le Conseil Municipal de la ville de Nicolet, décrétant qu'à l'avenir la durée des fonctions du maire et des échevins sera de trois ans.

Nicolet, le 3 février 1959.

Le Greffier de la ville de Nicolet,
49870-o ARMAND PROULX.

(P.G. 12379-57)

LAKESHORE UNITARIAN CHURCH

Règlement N° 8

"Qu'il soit décrété comme un règlement de "Lakeshore Unitarian Church", ce qui suit:

1. Le nombre des directeurs de la Corporation augmenté de huit (8) à dix (10)."

Je certifie que le précédent est une copie véritable d'un règlement décrété par les directeurs de "Lakeshore Unitarian Church", le 6 août 1958 et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers des membres de ladite Église présente à une assemblée générale spéciale dûment convoquée aux fins de considérer ledit règlement et tenue le 21e jour de septembre 1958.

(Sceau) Le Secrétaire,
49871 M. WOOLEY.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Producteurs de Meubles de Plessisville, Inc.", en date du 22 janvier 1959, dont le siège social est situé à Plessisville, comté de Mégantic, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le deux février 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
49872-o JEAN BRUCHÉSI.

Règlement N° 15

Les biens de la compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant des actions qu'ils détiennent dans la compagnie, quinze jours après la publication de ce règlement dans la Gazette officielle de Québec.

Copie certifiée du règlement N° 15 de la compagnie "La Compagnie Minière des Agregats Légers du Québec (Libre de Responsabilité Personnelle) — The Quebec Lightweight Aggregates Mining Corporation (No Personal Liability)" adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 30 janvier 1959.

Signé à Montréal, ce 7e jour de février 1959.

Le Secrétaire,
49875-o PAUL LEBEL.

TOWN OF NICOLET

Notice is hereby given that, by Order in Council, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, (section 173a), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, under date of January 29, 1959, to approve by-law number 177, adopted by the Municipal Council of the town of Nicolet, enacting that in future, the duration of the functions of the Mayor and Alderment shall be of three years.

Nicolet, February 3, 1959.

ARMAND PROULX,
49870 Clerk for the town of Nicolet.

(A.G. 12379-57)

LAKESHORE UNITARIAN CHURCH

"By-law No. 8

"Be it enacted as a by-law of "Lakeshore Unitarian Church" as follows:

1. The number of the directors of the corporation is increased from eight (8) to ten (10)."

I certify that the foregoing is a true copy of a by-law enacted by the directors of "Lakeshore Unitarian Church" on the 6th of August 1958 and approved by the vote of at least two-thirds of the members of the said church present at a special general meeting duly called for the purpose of considering the said by-law and held on the 21st day of September 1958.

(Seal) M. WOOLEY,
49871-o Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Producteurs de Meubles de Plessisville, Inc.", under date of January 22nd, 1959, whereof the head office is at Plessisville, county of Megantic, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1959.

JEAN BRUCHÉSI,
49872 Under Secretary of the Province.

By-Law No. 15

The assets of the company shall be distributed amongst its shareholders proportionately to the amount of shares which they hold in the company, fifteen days after the publication of this by-law in the Quebec Official Gazette.

Certified copy of by-law No. 15 of the company "La Compagnie Minière des Agregats Légers du Québec (Libre de Responsabilité Personnelle) — The Quebec Lightweight Aggregates Mining Corporation (No Personal Liability)" adopted by the Directors at a meeting held on January 30, 1959.

Signed at Montreal, this 7th day of February, 1959.

PAUL LEBEL,
49875 Secretary.

Avis est, par les présentes, donné que l'Honorable Secrétaire de la province a dûment reçu la troisième copie de la déclaration originale de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "St. Aloysius Parish Credit Union", en date du 22 janvier 1959, dont le siège social est à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "St. Aloysius Parish Credit Union", under date of January 22nd, 1959, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Mon-

ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le deux février 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
49876 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 50669-53)
LACHINE SUPER MARKET INC.

Règlement N° 54

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, et il est, par les présentes, diminué de quatre à trois, deux d'entre eux formeront quorum.

2° Que les règlements de la compagnie soient, et ils sont par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Je, le soussigné, secrétaire de "Lachine Super Market Inc.", certifie, par les présentes, que le précédent règlement N° 54 a été décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie, tenue au bureau de la compagnie à 1.30 p.m., le 30e jour de décembre 1953, et confirmée à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée à cette fin, et tenue le même jour à 2.30 p.m.

49878 Le Secrétaire,
BEN MORRIS.

(P.G. 10858-54)
Avis est donné que, le neuf février 1959, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé le règlement N° 28 de la corporation "Hôpital Jean-Talon", tel qu'adopté à l'assemblée générale des membres tenue le 25 mai 1958, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix février 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
49889-0 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 4464-46)
ÉDIFICE DES ARTS GRAPHIQUES, LIMITÉE
GRAPHIC ARTS BUILDING LIMITED

Règlement N° 16

Le nombre des directeurs de la compagnie "Édifice des Arts Graphiques, Limitée — Graphic Arts Building Limited" est changé de trois qu'il était auparavant à celui de quatre et le règlement N° 3 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement N° 16 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 31ème jour d'octobre 1958, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 31ème jour d'octobre 1958, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

49890-0 Le Président,
PIERRE DES MARAIS.

(P.G. 13617-58)
STANDARD STRUCTURAL STEEL LTD.

Règlement N° 30

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre (4) à cinq (5).

trear, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1959.

49876-0 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(A.G. 50669-53)
LACHINE SUPER MARKET INC.

By-Law No. 54

1. The number of the Board of Directors of the Company be, and it is hereby decreased from four to three, two of whom shall form a quorum.

2. The By-laws of the company be, and they are hereby amended to accord with the foregoing.

I, the undersigned, Secretary of "Lachine Super Market Inc.", certify that the above By-law No. 54 was enacted at a Meeting of the Board of Directors of the company, held at the Company's office at 1.30 p.m., on the 30th day of December, 1953, and unanimously confirmed by the Shareholders of the Company at a Special General Meeting of Shareholders called for that purpose, held on the same day at 2.30 p.m.

49878-0 BEN MORRIS,
Secretary.

(A.G. 10858-54)
Notice is hereby given that, on February ninth, 1959, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved by-law No. 28 of the corporation "Hôpital Jean-Talon", as adopted at the general meeting of the members held on May 25, 1958, and such pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, February tenth, 1959.

49889 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(A.G. 4464-46)
ÉDIFICE DES ARTS GRAPHIQUES, LIMITÉE
GRAPHIC ARTS BUILDING LIMITED

By-Law No. 16

The number of directors of the company "Édifice des Arts Graphiques, Limitée — Graphic Arts Building Limited" is changed from three, its former number, to that of four and Company's By-law No. 3 is amended accordingly.

Certified copy of By-law No. 16 duly adopted at a meeting of directors held the 31st. day of October 1958, and confirmed at a special general meeting of the Company held the 31st. day of October 1958, by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at said meeting.

49890 PIERRE DES MARAIS,
President.

(A.G. 13617-58)
STANDARD STRUCTURAL STEEL LTD.

By-Law No. 30

1. The number of the Directors of the Company be, and it is hereby increased from four (4) to five (5).

2° Qu'un quorum du bureau de direction soit et il est, par les présentes, fixé à trois (3).

3° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent."

Je le soussigné, Secrétaire de "Standard Structural Steel Ltd.", certifie par les présentes, que le précédent est un extrait véritable des minutes d'une assemblée du bureau de direction de "Standard Structural Steel Ltd.", tenue au bureau de la compagnie à Montréal, le 27^e jour d'octobre 1958, et de plus ratifié et confirmé à une assemblée des actionnaires de ladite compagnie tenue à la même date, et à laquelle tous les actionnaires étaient présents.

Montréal, 27 octobre 1958.

(Sceau)
49891

Le Secrétaire,
Mrs. T. B. PICKARD.

(P.G. 5590-53)

SAGUENAY INDUSTRIES LIMITED
(LES INDUSTRIES SAGUENAY, LIMITÉE)

Règlement N° 24

(Changement du nombre des directeurs)

"Résolu: Que le nombre des directeurs de la Compagnie "Saguenay Industries Limited" (Les Industries Saguenay, Limitée), soit et il est par les présentes changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de cinq (5) et le règlement N° VII (a) de la Compagnie est modifié en conséquence.

Que M. Jean-Baptiste Hudon, Secrétaire-trésorier de la compagnie, soit et il est par les présentes, autorisé à certifier une copie du présent règlement, et à en requérir la publication dans la Gazette officielle de Québec, conformément aux exigences de la Loi."

Port-Alfred, le 6 février 1959.

Certifié vraie copie.

49897-o (Signé)

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-BTE HUDON.

2. A quorum of the Board of the Directors be, and the same is hereby fixed at three (3).

3. The By-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

I, the undersigned, Secretary, of "Standard Structural Steel Ltd.", hereby certify the foregoing to be a true extract of the minutes of a meeting of the Board of Directors of "Standard Structural Steel Ltd.", held at the office of the Company in Montreal, on the 27th day of October, 1958, and further ratified and confirmed at a meeting of Shareholders of the said Company held on the same date, at which all the Shareholders were present.

Montreal, October 27th, 1958.

(Seal)
49891-o

Mrs. T. B. PICKARD,
Secretary.

(A.G. 5590-53)

SAGUENAY INDUSTRIES LIMITED
(LES INDUSTRIES SAGUENAY, LIMITÉE)

By-law No. 24

(Change in the number of Directors)

"Resolved that the number of the directors of the Company "Saguenay Industries Limited" (Les Industries Saguenay, Limitée), be and it is hereby changed from three (3) that it was heretofore to that of five (5) and By-law No. VII (a) of the company is therefore amended.

That Mr. Jean-Baptiste Hudon, Secretary-Treasurer of the Company, be and he is hereby authorized to certify a copy of the present By-law, and to require the publication of same in the Quebec Official Gazette, in conformity with the requirements of the Law."

Port-Alfred, February 6, 1959.

Certified true copy.

49897

(Signed) JEAN-BTE HUDON,
Secretary-Treasurer.

Chartes — Abandon de

DON-MAR REALTY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Don-Mar Realty Limited", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 5^e jour de février 1959.

(Sceau)
49866-o

Le Secrétaire-adjoint,
E. G. EVANS.

J. A. RAINVILLE LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "J. A. Rainville Limitée", constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies de la province de Québec et ayant son siège social dans la ville de Mistassini, comté de Roberval, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Mistassini, le 5 février 1959.

(Sceau)

Le Secrétaire,
DAME A. LECLERC RAINVILLE.
49873-o

Charters — Surrender of

DON-MAR REALTY LIMITED

Notice is hereby given that "Don-Mar Realty Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 5th day of February, 1959.

(Seal).
49866-o

E. G. EVANS,
Assistant-Secretary.

J. A. RAINVILLE LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "J. A. Rainville Limitée", incorporated under the Companies' Act, of the Province of Quebec and having its head office in the town of Mistassini, county of Roberval, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for permission to surrender its charter.

Mistassini, February 5, 1959.

(Seal)

DAME A. LECLERC RAINVILLE,
Secretary.
49873

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Heamoor Investments Ltd.", conformément à la Loi des Compagnies de Québec s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, en la province de Québec, ce 3e jour de février 1959.

49877

Le Secrétaire,
W. G. JOULE.

Notice is hereby given that "Heamoor Investments Ltd.", in accordance with the Quebec Companies' Act, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this 3rd day of February, 1959.

49877-o

W. G. JOULE,
Secretary.

Demande à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné, que les Commissaires des Écoles Catholiques Romaines de la cité de Granby, dans le comté de Shefford, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, présentement en session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi leur accordant les pouvoirs d'imposer et prélever une taxe de vente de deux (2%) pour cent, dans les limites de son territoire et de celui de la Commission Scolaire Notre-Dame de Granby, par modification et amendement de la loi 14-15 Georges VI ch. 114 S.R.Q. 1950-51, actuellement en vigueur et autorisant l'imposition et le prélèvement d'une taxe de vente de un (1%) pour cent, dans les limites de la cité de Granby.

Granby, le 20 janvier 1959.

L'avocat et l'agent des pétitionnaires,
49721-4-4-o GILLES BÉLANGER.

Application to Legislature

Public notice is hereby given that the Roman Catholic School Commissioners of the city of Granby, in the county of Shefford, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, now in session, to have a law passed authorizing them to impose and levy a "sale tax" of two (2%) per cent, in the limits of its territory and of the territory of La Commission Scolaire Notre-Dame de Granby, through amendment of the law 14-15 Georges VI ch. 114, S.R.Q. 1950-51, now in force, and authorizing to impose and levy a "sale tax" of one (1%) per cent in the limits of the city of Granby.

Granby, January 20th 1959.

GILLES BÉLANGER,
49721-4-4-o Attorney and Agent for Petitioners.

Département de l'Instruction Publique

N° 1224-58.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Norbert, dans le comté d'Arthabaska, les territoires suivants, savoir:

1. Le territoire actuel de la municipalité scolaire de Chester-Nord, même comté, comprenant les lots primitifs 15 à 28 inclusivement du rang I et 21 à 28 inclusivement des rangs II, III, IV et V, tous du canton Chester;

2. Les lots primitifs 1 à 5 inclusivement du rang XIII du canton Arthabaska, lesquels seront détachés de la municipalité scolaire de Ste-Sophie, dans le comté de Mégantic;

3. Les lots primitifs 1 à 5-A inclusivement du rang XII du canton Stanfold, lesquels seront détachés de la municipalité scolaire de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska.

Québec, le 2 février 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
49816-6-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 1224-58.

Application is made to annex to the school municipality of St-Norbert, in the county of Arthabaska, the following territories, to wit:

1. The present territory of the school municipality of Chester-North, same county, comprising primitive lots 15 to 28 inclusively of range I and 21 to 28 inclusively of ranges II, III, IV and V, all of the Chester township;

2. Primitive lots 1 to 5 inclusively of range XIII of the Arthabaska township, which shall be detached from the school municipality of Ste-Sophie, in the county of Megantic;

3. Primitive lots 1 to 5-A inclusively of range XII of the Stanfold township which shall be detached from the school municipality of Stanfold, in the county of Arthabaska.

Québec, February 2, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
49816-6-2 Superintendent of Education.

N° 1090-58.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Carignan, dans le comté de Laviolette, les blocs L et M et les lots 18 à 22 inclusivement du rang II du canton Malhiot, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de La Tuque, même comté.

Québec, le 2 février 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
49817-6-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1090-58

Application is made to detach from the school municipality of Carignan, in the county of Laviolette, blocks L and M and lots 18 to 22 inclusively of range II of the Malhiot Township, to annex them to the school municipality of the Town of La Tuque, same county.

Québec, February 2, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
49817-6-2 Superintendent of Education.

N° 551-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 4 février 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire de

No. 551-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in council, by order in council dated February 4, 1959, has been pleased to change the name of

St-Benjamin-du-Lac-à-Busque, dans le comté de Dorchester, en celui de St-Benjamin, même comté.

Ce changement prendra effet le 22 février 1959.

Québec, le 10 février 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
49887-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1366-54.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 4 février 1959, de détacher de la municipalité scolaire du village de Nomingue, dans le comté de Labelle, les lots F-1 et F-2 rang nord-ouest, ainsi que les lots 59 à 62 inclusivement du rang I, tous du canton Marchand, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Véronique-de-Turgeon, même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 10 février 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
49887-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1127-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 4 février 1959, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la ville de Saguenay, dans le comté de Chicoutimi, à celle de la paroisse de Chicoutimi, même comté.

Ce territoire comprend les lots 13-a, 13-b, 14-a, 14-b, 15, 16-a, 16-b du rang IV nord-est du chemin Sydenham du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 11 février 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
49887-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1218-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 4 février 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire de Chatham N° I, dans le comté d'Argenteuil, en celui de St-Philippe, même comté.

Ce changement prendra effet le 22 février 1959.

Québec, le 11 février 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
49887-o O. J. DÉSAULNIERS.

the school municipality of St-Benjamin-du-Lac-à-Busque, in the county of Dorchester, into that of St-Benjamin, same county.

This order in council will take effect on February 22, 1959.

Quebec, February 10, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
49887 Superintendent of Education.

No. 1366-54.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by order in council, dated February 4, 1959, has been pleased to detach from the school municipality of the village of Nomingue, in the county of Labelle, lots F-1 and F-2 northwest range, as well as lots 59 to 62 inclusively of range 1, all of the township of Marchand, to annex them to the school municipality of Ste-Véronique-de-Turgeon, same county.

This order in council will take effect on July 1st, 1959.

Quebec, February 10, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
49887 Superintendent of Education.

No. 1127-58.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated February 4, 1959, to annex the present territory of the School Municipality of the town of Saguenay, in the county of Chicoutimi, to that of the parish of Chicoutimi, same county.

This territory comprises lots 13-a, 13-b, 14-a, 14-b, 15, 16-a, 16-b of range IV north east of the Sydenham Road of the official cadaster of the parish of Chicoutimi.

This change shall take effect on July 1st, 1959.

Quebec, February 11, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
49887 Superintendent of Education.

No. 1218-58.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated February 4, 1959, to change the name of the School municipality of Chatham No. I, in the county of Argenteuil, to that of St. Philippe, same county.

This change shall take effect on February 22, 1959.

Quebec, February 11, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
49887 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul (municipalité de ville de Duvernay), division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que le lot 68-7 (rue) est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 février 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
49853-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forest

NOTICE

Official cadastre of the parish of St-Vincent de Paul (municipality of town of Duvernay), registration division of Laval.

Notice is hereby given that lot 68-7 (Street) has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 2, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
49853-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de la Boulangerie et de la Pâtisserie des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 421 du 29 avril 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 86 du 4 février 1959, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 26 février 1959 au 26 février 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 421 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret numéro 421 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$45.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 421 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dix (10) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la Boulangerie et de la Pâtisserie des Trois-Rivières et district,

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that le Comité paritaire de la Boulangerie et de la Pâtisserie des Trois-Rivières et district, formed under decree No. 421 of April 29, 1954, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 86 of February 4, 1959, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereunder described:

1. Assessments

The period of levy extends from February 26, 1959 to February 26, 1960; the levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree No. 421, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in respect of the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree No. 421, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established for journeymen, i.e. \$15.00 per week.

c) The employees governed by the decree No. 421, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which all particulars required by the Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee may require sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire de la Boulangerie et de la Pâtisserie des Trois-Rivières

pour la période comprise entre le 26 février 1959 et le 26 février 1960. et district for the period between February 26, 1959 and February 26, 1960.

COMITÉ PARITAIRE DE LA BOULANGERIE
ET DE LA PÂTISSERIE DES TROIS-RIVIÈRES
ET DISTRICT

COMITÉ PARITAIRE DE LA BOULANGERIE
ET DE LA PÂTISSERIE DES TROIS-RIVIÈRES
ET DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 26 février 1960.

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending February 26, 1960.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$1,510.00
Artisans.....	40.00
Salariés.....	1,510.00
Honoraires d'examens.....	40.00
	<hr/>
	\$3,100.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers.....	\$1,510.00
Artisans.....	40.00
Employees.....	1,510.00
Examination fees.....	40.00
	<hr/>
	\$3,100.00

Déboursés:

Salaires:

Inspecteur.....	\$ 300.00
Administration.....	500.00
Loyer du bureau.....	200.00
Frais légaux.....	200.00
Papeterie, impression, timbres, télé- phone et télégrammes.....	150.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	200.00
Vérification des livres.....	40.00
Assurances et frais de cautionnement.....	5.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	500.00
Jetons de présence aux membres du Comité.....	240.00
Bureau des examinateurs.....	150.00
Dépréciation.....	100.00
Dépenses diverses et imprévus.....	515.00
	<hr/>
	\$3,100.00

Disbursements:

Salaries:

Inspector.....	\$ 300.00
Administration.....	500.00
Office rent.....	200.00
Legal fees.....	200.00
Stationery, printing, postage, telepho- ne and telegrams.....	150.00
Furniture and office equipment.....	200.00
Audition.....	40.00
Insurance and fidelity bond.....	5.00
Travelling expenses of president and members.....	500.00
Meeting expenses of committee mem- bers.....	240.00
Board of Examiners.....	150.00
Depreciation.....	100.00
Various and unforeseen expenses.....	515.00
	<hr/>
	\$3,100.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 février 1959. 49852-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 14, 1959. 49852-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en Détail à Québec, établis en exécution du décret numéro 1658, du 17 mai 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 86 du 4 février 1959, section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1959 au 28 février 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1658 et ses amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par le décret numéro 1658 et ses amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec, formed under decree number 1658, of May 17, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 86 of February 4, 1959, part "B", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 1, 1959, to February 28, 1960, and applies as follows:

a) The professional employers governed by decree number 1658, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, bonuses or allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the decree number 1658, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses or allowances.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1658 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établis dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

c) The artisans governed by the decree, number 1658, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate mentioned in the said decree for employees of similar occupations.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report, on forms supplied by the said Committee, giving the name in full and address of all employees in his employ, their competency or classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

The report shall be signed by the Professional employer and sent to the Parity Committee, together with the assessments owed by the said professional employer and his employees. All such sums shall be paid with money that is current in this Province.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au Comité paritaire à titre de prélèvement.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

Assessments shall be paid every month, between the 1st and the 10th day of each month.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. Rapport financier

3. Financial report

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec, pour la période comprise entre le 1er mars 1959 et le 28 février 1960.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec for the period between March 1, 1959 and February 28, 1960.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL À QUÉBEC

THE RETAIL FOOD TRADE PARITY COMMITTEE OF QUEBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1959 et le 28 février 1960.

Estimate of receipts and disbursements for the period between March 1, 1959 and February 28, 1960.

Recettes:
Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$21,975.00
Salariés.....	21,975.00
Pénalités.....	50.00
	<hr/>
	\$44,000.00

Receipts:
Assessments (½ of 1%):

Professional employers.....	\$21,975.00
Employees.....	21,975.00
Penalties.....	50.00
	<hr/>
	\$44,000.00

Déboursés:

Administration.....	\$11,232.00
Inspecteurs-salaires.....	15,600.00
Inspecteurs-dépenses.....	1,275.00
Bureau des Examineurs.....	2,000.00
Loyer et éclairage.....	1,800.00
Frais judiciaires et professionnels.....	3,900.00
Impression.....	925.00
Papeterie.....	175.00
Ameublement.....	150.00
Comité — jetons de présence.....	1,120.00
Frais de déplacement du Comité.....	2,380.00
Divers.....	850.00
Annonces.....	1,500.00
Poste-téléphone.....	800.00
Charges de banque.....	5.00

Disbursements:

Administration.....	\$11,232.00
Inspectors' salaries.....	15,600.00
Inspectors' travelling expenses.....	1,275.00
Board of examiners.....	2,000.00
Rent and lighting.....	1,800.00
Judicial and professional fees.....	3,900.00
Printing.....	925.00
Stationery.....	175.00
Furniture.....	150.00
Meeting expenses.....	1,120.00
Members' transportation expenses.....	2,380.00
Miscellaneous.....	850.00
Publicity.....	1,500.00
Postage, telephone.....	800.00
Bank charges.....	5.00

Assurances.....	210.00	Insurance.....	210.00
Surplus.....	78.00	Surplus.....	78.00
	\$44,000.00		\$44,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 février 1959. 49852-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 14, 1959. 49852-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux épiciers et bouchers de Sherbrooke, rendue obligatoire par le décret numéro 20 du 5 janvier 1955, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° La désignation des parties contractantes sera modifiée pour se lire comme suit:

"D'UNE PART:

L'Association des Détaillants en Alimentation du Québec, section de Sherbrooke;

ET, D'AUTRE PART:

United Construction Workers, Division of District 50, U.M.W.A., au nom du Local 658, U.C.W."

2° Le paragraphe "1" suivant sera ajouté à l'article I:

"1) *Artisan*: Le mot "artisan" désigne toute personne qui exploite ou opère elle-même, seule ou en société, avec une ou plusieurs autres personnes, pour son ou leur propre bénéfice, un des commerces définis à l'article I."

3° Le paragraphe "b" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"b) *Territoriale*: Le décret s'applique à la cité de Sherbrooke et un rayon de 8 milles de ses limites."

4° Les paragraphes "a" et "c" de l'article III seront remplacés par les suivants:

"III. *Heures de travail*: a) Les heures de travail de la semaine régulière sont réparties comme suit:

Les lundi, mardi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le mercredi: 8.00 a.m. à 12.30 p.m. (midi et trente minutes)

Le vendredi: 8.00 a.m. à 9.30 p.m.

Le samedi: 8.00 a.m. à 4.30 p.m."

"e) Pour les fins d'application du présent décret, les heures de travail de l'artisan sont celles du "commis".

Clause du Marché Public: Lorsque le marché public est en opération un jour autre que le vendredi, les heures de travail sont alors de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. le vendredi et de 8.00 a.m. à 9.30 p.m. le jour du Marché Public.

Clause générale: Nul ne peut travailler à la vente ou à la livraison d'effets couverts par le présent décret en dehors des heures établies à l'article III."

5° L'article IX sera remplacé par le suivant:

"IX. *Durée du décret*: Le décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 15 janvier 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the grocers and butchers of Sherbrooke, rendered obligatory by the decree No. 20 of January 5, 1955, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The designation of the contracting parties shall be amended to read as follows:

"ON THE ONE PART:

The Province of Quebec Food Retailers' Association, section of Sherbrooke;

AND, ON THE OTHER PART:

United Construction Workers, Division of District 50, U.M.W.A., on behalf of Local 658, U.C.W."

2. The following paragraph "1" will be added to article I:

"1) *Artisan*: The word "artisan" means any person who keeps or operates himself, alone or in partnership, with one or many other persons, for his or their own benefit, one of the commercial establishments described in Article I."

3. Paragraph "b" of article II will be replaced by the following:

"b) *Territorial*: The decree applies to the city of Sherbrooke and a radius of 8 miles from its limits."

4° Paragraphs "a" and "c" of article III will be replaced by the following:

"III. *Working hours*: a) The working hours of the standard week shall be distributed as follows:

On Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Wednesday: 8.00 a.m. to 12.30 p.m.

On Friday: 8.00 a.m. to 9.30 p.m.

On Saturday: 8.00 a.m. to 4.30 p.m."

"e) For the purposes of the present decree, the working hours for the artisan are the same as for the "clerk".

Provision for the Public Market: Whenever the public market is in operation on any one day outside of Friday, the working hours will then be from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. on Friday and from 8.00 a.m. to 9.30 p.m. on the day the public market is opened.

General Provision: No one is allowed to sell or deliver any merchandise governed by the present decree outside the hours indicated in Article III."

5. Article IX will be replaced by the following:

"IX. *Duration of the decree*: The decree comes into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective until January 15, 1960. It then renews itself automatically from year to year unless one of the

l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention d'y mettre fin, dans un délai de pas plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 février 1959.

49852-o

contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day before the expiration of the original term or of any subsequent year.

Such a notice shall also be given to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 14, 1959.

49852-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux dans la ville de Coaticook et un rayon de deux (2) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 102 du 10 février 1954, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe "c" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"c) Lorsqu'il y a un jour férié pendant la semaine, les heures régulières de travail sont de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. le mercredi.

De plus, lorsque le vendredi est un jour férié, les heures régulières de travail sont de 8.00 a.m. à 10.00 p.m. le jeudi."

2° Les mots "le 24 mai" apparaissant à l'article V seront remplacés par les mots "la fête de la Reine".

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 février 1959.

49852-o

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to commercial establishments in the town of Coaticook and a radius of two (2) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 102 of February 10, 1954, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraph "c" of article III will be replaced by the following:

"c) When a holiday falls in a week, Wednesday is worked all day from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Moreover, when a holiday falls on a Friday, the hours of work on Thursday shall be from 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

2. The words "May 24" appearing in article V will be replaced by the words "Queen's Birthday".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 14, 1959.

49852-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation des modifications suivantes

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendments to the

au décret numéro 184 du 8 février 1950, et amendements, relatif aux employés de garages dans l'Île de Montréal:

1° Les mots suivants seront biffés du paragraphe j) de l'article I:

"Ne sont pas considérés comme débits d'essence, les établissements couverts d'une surface d'entreposage intérieur de véhicules-moteurs de plus de 3,000 pieds carrés."

2° Les mots suivants seront biffés du paragraphe k) de l'article I:

"Sont également considérés comme garages, les débits d'essence des établissements couverts d'une surface d'entreposage intérieur de véhicules-moteurs de plus de 3,000 pieds carrés."

3° Le sous-paragraphe suivant sera biffé du paragraphe b) de l'article IV:

"5. Nonobstant toute disposition à ce contraire, il est interdit aux hommes de service employés dans les débits d'essence, de faire aucune des tâches comprises dans la définition du terme "Hommes de Service" contenue dans le présent décret, entre minuit et une minute le dimanche, et minuit et une minute le lundi."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 février 1959.

49852-0

decree number 184 of February 8, 1950, and amendments, relating to the garage employees of the Island of Montreal:

1. The following words will be deleted from paragraph j) of article I:

"All roofed establishments where the inside storing surface exceeds 3,000 square feet shall not be considered as gasoline stations."

2. The following words will be deleted from paragraph k) of article I:

"Gasoline stations where the inside storing surface exceeds 3,000 square feet shall also be considered as garages."

3. The following sub-paragraph will be deleted from paragraph b) of article IV:

"5. Notwithstanding any other provision to the contrary, no service man employed in gasoline stations shall do any of the operations mentioned in the definition of the term "service man" in the present decree between the hours of 12.01 a.m. Sunday and 12.01 a.m. Monday."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 14, 1959.

49852-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 810 du 14 août 1957 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe "c" de l'article II, sera remplacé par le suivant:

"c) Nonobstant les dispositions du paragraphe "c" de l'article I du décret, un spécialiste en pose de châssis, fenêtres, paravants, divisions, et portes en métal, n'est pas soumis à l'exigence de la carte de compétence des charpentiers-menuisiers, mais doit en recevoir le même salaire."

2° Les taux de salaires minima pour les métiers ci-après mentionnés, apparaissant à l'article V, paragraphe "a", seront remplacés par les suivants:

	Taux horaires	
	Zones	
	I	II
"Briqueteur.....	\$ 2.00	\$ 1.75
Charpentier-menuisier.....	2.15	1.60
Journalier.....	1.20	1.10
Maçon.....	2.00	1.75
Manœuvre.....	1.30	1.15

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Hull, rendered obligatory by the decree number 810 of August 14, 1957 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraph "c" of article II, will be replaced by the following:

"c) Notwithstanding the provisions of subsection "c" of section I of the present decree, an expert metal frame, window, screen partition or door layer is not required to hold the carpenter-joiner's card but he shall be paid the same wage rate."

2. The minimum wage rates for the trades hereafter mentioned, appearing in article V, paragraph "a", will be replaced by the following:

	Hourly rates	
	Zones	
	I	II
"Bricklayer.....	\$ 2.00	\$ 1.75
Carpenter-Joiner.....	2.15	1.60
Common worker.....	1.20	1.10
Mason.....	2.00	1.75
Labourer.....	1.30	1.15

Peintre avec machine pneuma- que.....	\$ 1.90	\$ 1.65
Peintre, décorateur.....	1.75	1.50
Gardien, (par semaine).....	50.00	40.00"

Painter, spraying.....	\$ 1.90	\$ 1.65
Painter, decorator.....	1.75	1.50
Watchman (per week).....	50.00	40.00"

3° Les mots "deux pour cent (2%)" apparaissant au paragraphe "e" de l'article VIII, seront remplacés par les mots "quatre pour cent (4%)".

3. The words "two per centum (2%)" appearing in paragraph "e" of article VIII, will be replaced by the words "four per centum (4%)".

4° Les mots "le 1er novembre" apparaissant à la fin de l'article XV, seront remplacés par les mots "le 1er février".

4. The words "before November 1" appearing at the end of article XV, will be replaced by the words "before February 1".

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the Quebec Official Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 février 1959. 49852-o

Department of Labour,
Quebec, February 14, 1959. 49852-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans le district électoral de Drummond, rendue obligatoire par le décret numéro 102 du 31 janvier 1957 et amendement, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the electoral district of Drummond, rendered obligatory by the decree number 102 of January 31, 1957 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments:

1° Le paragraphe "aa" suivant sera ajouté après le paragraphe "a" de l'article I:

1. The following paragraph "aa" will be added after paragraph "a" of article I:

"aa) Le mot "artisan" désigne toute personne faisant, seule ou en société, un travail régi par le décret ou tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail."

"aa) The term "artisan" means any person doing, alone or in partnership, any kind of work governed by the decree or any employer or professional employer doing the same kind of work."

2° Le paragraphe "d" de l'article I sera remplacé par le suivant:

2. Paragraph "d" of article I will be replaced by the following:

"d) Le mot "garage" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages et, par conséquent, assujettis au décret, tous les établissements où se fait exclusivement et autrement la réparation ou le reconditionnement des moteurs, des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-moteur ou non."

"d) The term "garage" means any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair or rebuilding of parts, motors and/or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories be part of the motor-vehicle, shall be considered as garages and, consequently, governed by the decree."

3° Le paragraphe "dd" suivant sera ajouté après le paragraphe "d" de l'article I:

3. The following paragraph "dd" will be added after paragraph "d" of article I:

"dd) Le terme "atelier de mécanique" désigne tout endroit où se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux."

"dd) The term "machine shop" means any establishment or place where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof."

4° Les paragraphes suivants seront ajoutés à l'article I:

4. The following paragraphs will be added to article I:

"j) Le mot "démolisseur" désigne toute personne faisant la démolition ou employée à la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou d'en vendre le métal comme rebut (scrap)."

"j) The term "demolisher" means any person doing or engaged in the demolishing of motor-vehicles for the purpose of selling or storing the parts or of selling the metal as scrap."

"k) Le terme "terrain de démolition" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines

"k) The term "scraping yard" means any place where motor-vehicles or any part thereof

parties d'iceux sont mis en pièces dans un but de vente, d'emmagasinage, de réparation, ou sont démolis pour vendre le métal comme rebut."

5° L'alinéa intitulé "Exemption" apparaissant au paragraphe "a" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"*Exemption:* Le décret ne s'applique pas aux établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, un atelier de mécanique, une station de service ou un débit d'essence, en autant qu'ils limitent exclusivement leurs services à leurs propres besoins et à leurs propres biens et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique."

6° Le titre du paragraphe "a" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"*III. Durée du travail:* a) *Dans les garages et ateliers de mécanique:*"

7° L'alinéa suivant sera ajouté après le premier alinéa de l'article VII-A:

"Le Comité paritaire a l'autorité de désigner les garages, ateliers de mécanique et stations de service qui sont reconnus comme places d'affaires."

8° Les articles VII-B et VII-C suivants seront ajoutés:

"*VII-B. Travail d'une catégorie inférieure:* L'employeur peut exiger, de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie des salariés à laquelle il appartient d'après son certificat de qualification".

"*VII-C. Apprentissage:* a) La durée de l'apprentissage est de trois (3) années. Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'enregistrer au Comité paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

b) Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par compagnon.

c) Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize (16) ans. Il doit avoir terminé au moins sa septième année du cours élémentaire.

d) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

e) Cependant, sur recommandation d'un employeur professionnel qui s'engage à l'employer, toute personne désirent apprendre un des métiers spécifiés dans le décret, mais qui n'a pas les qualifications requises par les paragraphes précédents peut, pour des raisons jugées sérieuses et valables, soumettre son cas par écrit au Comité Paritaire qui a le droit de l'admettre à l'apprentissage.

f) Lorsqu'un métier est classifié, le détenteur d'un certificat de compagnon de troisième ou de deuxième classe peut, lorsqu'il a été détenteur de son certificat pour au moins douze (12) mois, subir un examen pour obtenir un certificat de qualification d'une classe supérieure."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ses dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or of selling the metal as scrap."

5. The sub-paragraph entitled "Exemption" appearing in paragraph "a" of article II will be replaced by the following:

"*Exemption:* The decree does not apply to industrial establishments operating as an accessory a garage, a machine shop, service station or gasoline station inasmuch as their services be exclusively limited to their own needs and property and be not performed for the public."

6. The heading of paragraph "a" of article III will be replaced by the following:

"*III. Duration of work:* a) *In garages and machine shops:*"

7. The following sub-paragraph will be added after the first sub-paragraph of article VII-A:

"The Parity Committee may designate the garages, machine shops and service stations which are known as places of business."

8. The following articles VII-B and VII-C will be added:

"*VII-B. Work of an inferior category:* The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified by the certificate of competency of the employee, provided the said employee continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs for which he is certificated".

"*VII-C. Apprenticeship:* a) The duration of apprenticeship is three (3) years. Before beginning his apprenticeship, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his various terms of apprenticeship and experience can be made. No employer may hire an apprentice who has not complied with this provision.

b) In every establishment governed by the decree, there shall not be more than one (1) apprentice to each journeyman.

c) No apprentice may be hired before sixteen (16) years of age. He must have gone through the seventh year of the elementary grade.

d) Apprentices who attended a school governed by the Specialized Schools Act shall be given credit based on the duration of their studies and result of their examinations.

e) However, upon the recommendation of a professional employer who agrees to employ him, any one wishing to learn one of the trades regulated by the decree but who does not possess the qualifications required under the foregoing paragraphs may, for serious and justified reasons, submit his case, in writing, to the Parity Committee and the latter may admit such person to apprenticeship.

f) When a trade is classified, the holder of a third or second class journeyman's certificate, after holding such certificate for at least twelve (12) months, may sit for an examination in order to obtain a certificate of a higher class."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.
Québec, le 14 février 1959.

49852-0

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 14, 1959.

49852-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Constructeurs du Nord-Ouest Québécois;

Et, d'AUTRE PART:

Le Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions*: Pour les fins d'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "briqueur" désigne tout salarié qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle, le bloc de gypse et qui tire les joints.

b) Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout salarié qui fait l'assemblage de pièces en bois, de planche murale en composition, travaille la charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets de bois, pose le bardeau, le papier-bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, fabrique et démonte les échafaudages et exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravants, posage de chassis, fenêtres, "weather-strip" (bois ou métal ou tout autre matériau) bardeau de bois ou de composition, divisions en acier et d'ameublement, tels que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles) y compris le posage de planchers de bois franc, ou tout autre travail connexe.

c) Le terme "chauffeur de chaudières" désigne tout ouvrier salarié qui, sous direction, voit aux feux des chaudières d'une machine fixe ou portable, maintient une couche de feu régulière de manière à économiser le combustible et maintenir la vapeur à la pression désirée; fait fonctionner et entretient les injecteurs, les jauges à eau et les pompes ainsi que les autres appareils; fait fonctionner, entretient les chaudières, nettoie les chaudières au moyen de l'air comprimé ou de la vapeur; fait les réparations nécessaires au bon fonctionnement des chaudières et exécute au besoin tout travail connexe.

d) Le terme "chaudronnier en construction" désigne le salarié qui installe des chaudières, monte des pièces métalliques s'y rapportant, pose les accessoires sur des bases ou supports, pose et roule les conduits et assemble toutes pièces sous pression ou non; qui monte les cheminées ou conduits d'échappement de fumée, de trémies, de chargeurs automatiques, de réservoirs et d'autre métal laminé; qui met en place et installe des chaudières portatives ou des réservoirs.

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have petitioned him to render obligatory the collective labour agreement entered into between them, namely:

ON THE ONE PART:

Northwestern Quebec Builders Association;

And, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat des Métiers de la construction de Rouyn-Noranda;

for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the present decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) The word "bricklayer" means an employee who lays brick, terra-cotta, gypsum blocks, artificial stone and who does joint pointing.

b) The words "carpenter-joiner" means an employee whose work is concerned with the assembling of pieces of wood composition wall board, carpentry work, the repairing of wooden articles and the laying of tarred paper and of felt, asbestos or other shingles, the erection and dismantling of scaffoldings, all woodwork on a construction contract, including the following operations: concrete forms (shop or job), setting of screens, windows, window-frames, weatherstrips (wood, metal or other materials) wood or composition shingles, steel and equipment partitions, such as counters and shelving (fixed or moveable) including the laying of hardwood floors, and any other occupation connected therewith.

c) The words "boiler fireman" means a wage earner who under direction, fires stationary or portable engine boilers, maintains a regular bed of fire in order to save fuel and to keep the desired steam pressure; sets in motion and keeps in good repair injectors, water gauges, pumps and other apparatus; operates, tends boilers, cleans boilers with compressed air or steam; makes the repairs needed for the proper operations of boilers and performs, as required, any other work related thereto.

d) The words "construction boiler-maker" designate an employee who does all work in connection with the installation of boilers, the erection of steel in connection therewith, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure and non-pressure parts; the erection of smoke boxes and stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work; the placing and installation of portable boilers and tanks.

e) Le mot "compagnon" désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et qui a obtenu sa licence ou son certificat de qualification.

Le terme "compagnon junior" désigne le compagnon qui est dans sa première année de pratique dans le métier de mécanicien en tuyauterie, tel que défini par la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements) et par les règlements en exécution de cette loi.

f) Le mot "contremaître" désigne tout salarié qui a l'autorité de donner des ordres à d'autres salariés sur un chantier de construction.

g) Le terme "couvreur" désigne tout salarié qui fait des travaux de toiture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné, fabrique toutes sortes d'objets de ferblanc, tôle ou cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc.

h) Le mot "entrepreneur" désigne tout personne, physique ou morale, compagnie, association ou corporation qui travaille seule ou qui emploie des salariés, qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux visés par la convention.

Le mot "entrepreneur" désigne également toute personne, compagnie, association ou corporation ayant habituellement des salariés permanents exécutant des travaux mentionnés dans ladite juridiction industrielle.

i) Le terme "compagnon électricien" désigne tout salarié qui détient une licence "C" en exécution de la Loi des Électriciens et des installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 172 et amendements).

j) Le terme "finisseur de béton" désigne tout salarié qui pose et finit le béton pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en béton, fait les trottoirs et pavages en béton, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe.

k) Le mot "foreur" désigne tout salarié qui fait fonctionner une machine dite "Jack Hammer" ou "Jack Drill" ou "Air Drill" ou son équivalent, quel que soit l'outil qu'on y attache.

l) Le mot "gardien" désigne tout salarié préposé de jour ou de nuit, à la surveillance des immeubles en construction, des outils y employés et des matériaux utilisés ou à l'être, du chauffage, des installations de toile et à la prévention des incendies sur lesdits lieux.

m) Le mot "gréeur" désigne tout salarié qui peut, sous direction, procéder au montage des grues, monte-charge, des palans, poser des câbles, des poulies et faire tout travail connexe.

n) Le terme "poseur de linoléum" désigne tout salarié qui pose du linoléum (préclart) de toutes sortes, des tuiles d'asphalte ou de caoutchouc ou tout autre produit similaire fixé en permanence sur les parquets et ou sur les murs.

o) Le mot "journalier" désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié.

p) Le mot "maçon" désigne tout salarié qui pose la pierre naturelle ou artificielle, le granit et qui tire les joints.

q) Le mot "manœuvre" désigne tout salarié préposé à la préparation manuelle ou au transport à la brouette du mortier, celanite ou toute substance similaire servant à la construction, les porteurs d'oiseaux, les hommes préposés spécialement au service des briqueteurs, des maçons et des plâtriers.

e) The word "journeyman" means an employee who has completed his apprenticeship and has obtained his license or certificate of competency.

The words "junior journeyman" mean a journeyman in his first year of practice in the pipe-mechanic's trade, as defined in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q., 1941, chapter 173, as amended) and in the regulations passed under the said Act.

f) The word "foreman" means an employee authorized to give orders to other employees on a construction contract.

g) The word "roofer" means any employee who performs tile, slate, copper, sheet metal, gravel, asphalt or tarred paper roofing operations, who makes all kinds of articles with sheet iron, tinsplate, sheet metal or copper, such as cornices, ornaments, ventilators, roofgutters, spouts etc.

h) The word "contractor" means a person, company, association or corporation working alone or hiring one or many workmen, who supervises or contracts for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, one or more of the operations governed by the agreement.

The word "contractor" also means a person, company, association or corporation habitually employing permanent wage earners to perform operations mentioned in the said professional jurisdiction.

i) The term "electrician journeyman" means an employee holding license "C" under the Electricians' and Electrical Installations' Act (R.S.Q., 1941, chapter 172, as amended).

j) The term "concrete finisher" means an employee who lays and finishes concrete for floors and plain or ornamental coverings, places and lays concrete sides and coverings, makes concrete sidewalks and paving, repairs foundations and performs any other work connected therewith.

k) The word "driller" means an employee operating a machine called Jack Hammer or Jack Drill or Air Drill or its equivalent, no matter what tool is attached thereto.

l) The word "watchman" means an employee whose work, by day or night, is concerned with the watching of building under construction, tools and materials used or to be used, heating apparatus and canvas installations, or with fire prevention.

m) The word "rigger" means a worker who can, under direction, erect cranes, derricks, hoisting tackles and gears, install cables and pulleys and perform any other work connected therewith.

n) The term "linoleum layer" means an employee who lays linoleum (oilcloth) of all kinds, asphalt or rubber tiles or any other similar product laid permanently on the floors or walls.

o) The words "common worker" means a worker who does common or general work.

p) The word "mason" designates an employee who lays natural or artificial stone, granite, and who does joint pointing.

q) The word "labourer" means a worker doing the manual preparation or the conveying with a wheel-barrow of mortar, celanite or any other similar material used in the construction industry, and includes hod carriers and men whose work is to assist bricklayers, masons and plasterers.

r) Le terme "mécanicien de machines fixes" a le sens qui lui est donné dans le paragraphe 2, article 2, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 178 et amendements.

s) Le terme "mécanicien en tuyauterie" a le sens que lui donne la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements).

t) Le terme "mécanicien de générateur de vapeur" désigne tout salarié qui fait l'installation et l'alignement d'appareils à mouvements alternatifs ou rotatifs, tels qu'éventails, moteurs, pompes, pulvérisateurs, foyers mécaniques et toutes machines à combustion ou autres utilisées pour la production de la vapeur.

u) Le terme "mécanicien d'installation à vapeur ou à eau chaude" désigne les salariés préposés à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffe est de vingt (20) pieds et moins.

v) Le terme "ouvrier en construction et entretien de moulin" (millwright) désigne tout salarié généralement employé pour la réparation ou l'entretien de toute fabrique, manufacture ou usine, ainsi que le montage et la réparation de toute machinerie et accessoire que toute telle fabrique, manufacture ou usine contient, ainsi que tout autre travail connexe ou similaire.

w) Le mot "peintre" désigne tout salarié qui fait au pinceau, à la machine pneumatique, au tampon ou au rouleau, des travaux de peinture, de teinture, de vernis ou autres qui servent à protéger ou décorer les surfaces, qui exécute également des travaux de décoration, de tapissage d'imitation, de dorage, de vitrage au mastic ou à la baguette et qui fait le lavage ou le nettoyage des surfaces pour les repeindre.

x) Le mot "plâtrier" désigne tout salarié qui exécute les travaux d'enduits de plâtre, tels que la finition du blanc, posage de la célanite, du ciment, du mortier, du stucco, des moulures de plâtre, le posage et le coulage des ornements, qui fait le mélange de blanc de chaux avec le plâtre, ou encore le mélange du blanc de chaux avec le ciment blanc, prépare les moulures, c'est-à-dire pose les règles pour faire le "poussage" des moulures et qui fait le posage des baguettes de coins métalliques dans le plâtre, la célanite ou le ciment.

y) Le mot "pointeur" désigne tout salarié qui vérifie la présence des ouvriers sur un chantier de construction, note les heures de travail et fait tout autre travail de même nature ou connexe.

z) Le terme "poseur de tuile de céramique" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles, qui les pose et fait au besoin tout autre travail connexe.

aa) Le terme "poseur de marbre" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, le taille et le pose.

bb) Le terme "poseur de terrazzo" désigne tout salarié qui nivelle la surface propre à recevoir le terrazzo, mesure, divise cette surface et y trace les lignes, prépare les échantillons et mélange le matériau, étend cette composition et surveille le roulage et le polissage du terrazzo.

cc) Le mot "tôlier" désigne tout salarié qui taille ou pose la tôle, soit à la boutique ou sur le chantier.

dd) Le terme "travailleur en fer et bronze d'ornementation" désigne tout salarié qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage au moyen de machines, d'outils ou de soudure,

r) The words "stationary engineman" have the same meaning as is given to them under subsection 2, section 2, R.S.Q., 1941, chapter 178 and amendments.

s) The words "pipe mechanic" have the same meaning as is given to them in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173 and amendments).

t) The words "steam generation mechanic" means an employee who does the installation and lining up of alternating or rotating machinery, such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers and any fuel burning or other machinery used for the production of steam.

u) The words "steam or hot water mechanic" means an employee working at the installation of stokers in furnaces with a horizontal heating surface of twenty (20) feet and less.

v) The word "millwright" means an employee whose work is usually concerned with the repair or maintenance of any plant, manufacture or shop, and the erection and repair of machines and accessories used therein, including any other similar and related operation.

w) The word "painter" means any worker performing, with paint brush, pneumatic machine, "tampon" or roller, painting, dyeing, varnishing or other operations executed to protect or decorate surfaces, and anyone performing decoration, paper-hanging, imitation, gilding, putty or rod glazing work and washing or cleaning surfaces before repainting.

x) The word "plasterer" designates a worker who does plaster coating operations, such as the finishing of plaster, the laying of celanite, cement, mortar, stucco, plaster mouldings, the setting and casting of ornaments who mixes lime with plaster or with white cement, who prepares mouldings, that is to say, lays the beads to run mouldings and lays metal corner rods in plaster, celanite or cement.

y) The word "time keeper" means an employee entrusted with the checking of the employees' presence on a construction contract; he keeps records of the hours of work and does any other work of the same nature or connected therewith.

z) The words "ceramic tile setter" means a worker who measures the surface to be tiled and who lays the tiles thereon and does, as required, any other work related thereto.

aa) The words "marble setter" means a worker who measures surfaces to be covered with marble and cuts and lays the marble.

bb) The words "terrazzo layer" means a worker who levels surfaces to be covered with terrazzo, measures and divides such surfaces and draws the lines thereon, prepares the samples and mixes the material, spreads this composition and supervises the rolling and polishing of terrazzo.

cc) The words "tinsmith" or "sheet metal worker" means an employee whose work consists in cutting and laying sheet metal in the shop or on the job.

dd) The words "ornamental iron and bronze worker" means a worker who traces, cuts, prepares and assembles by means of machines, tools or welding, any iron, bronze and steel pieces for

de toutes pièces de fer, bronze et acier pour fabrication d'escaliers, intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection, de grillage de tous genres, de chute à charbon, de portes de voûtes, de portes coupe-feu, de divisions et d'appareils de sauvetage ou tout travail connexe et qui en fait l'installation ou le montage.

ee) Le terme "travailleur de fer structural" désigne tout salarié qui pose les structures métalliques dans les travaux de construction d'édifices, ponts, viaducs, tunnels, etc. et qui fait, au besoin, tout autre travail connexe.

ff) Le terme "vérificateur de matériaux" désigne tout salarié qui reçoit les matériaux ou l'outillage nécessaire à un chantier de construction, les classe, les livre et fait tout autre travail de même nature ou connexe.

Particularités dans l'exercice de certains métiers: Le travail sur les murs qui fait suite au travail de parquet se limite pour le finisseur de béton à la hauteur de la plinthe, sauf pour les étages plus bas que le rez-de-chaussée.

II. Juridiction territoriale: La présente convention s'applique aux districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda. Cette juridiction est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: Le district électoral de Rouyn-Noranda, les cités ou ville de Malartic, Val d'Or, Bourlamaque, Chibougamau et Chapais ainsi que le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

Zone II: Le reste de la juridiction territoriale.

III. Juridiction industrielle: a) La présente convention s'applique à tous les travaux de construction de bâtiment et de génie civil, y compris les travaux d'installation de réfection de réparation, d'entretien, de démolition, de déplacement d'immeubles, exécutés par les ouvriers qu'elle vise. Elle s'applique entre autres à tous les travaux de bâtisses, d'immeubles, échafaudages, pavages de rues et de routes, chemins, ponts, barrages, rues, quais, trottoirs, nivellement et terrassement, murs de soutènements, égouts, viaducs, aéroports, terrains d'atterrissage, tunnels puits, canaux, écluses, aqueducs, clôtures, tours, système de plomberie, système de chauffage, installation électrique, et à tout autre travail de même nature ou connexe.

b) La présente convention s'applique également à tout travail assujéti à la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173) et à toute installation en tuyauterie, fixe ou mobile, pour quelque usage que ce soit, nécessitant l'habileté et la compétence d'un mécanicien en tuyauterie, exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de toute bâtisse, y compris les travaux d'installation, de réparation et de rénovation.

c) Elle s'applique également à tous les employeurs et salariés exécutant des travaux de tous genres avec du liège ou de l'amiante, pour fins de congélation, de chauffage ou d'isolement, se rattachant au métier de mécanicien en tuyauterie. Les salariés qui participent à ces opérations doivent être payés suivant les salaires établis pour leur catégorie dans la présente convention et ce, pour les fins d'installation et de service.

d) Le lavage et le nettoyage préparatoires aux travaux de peinture et de décoration faits à l'extérieur ou à l'intérieur des églises, chapelles, ainsi qu'à tout autre édifice public, sont assujéti à la présente convention et les salariés qui y sont employés sont considérés comme des journaliers.

the fabrication of inside or outside staircases, handrails, fences, gates, sashes, marquises, cellar or inspection trap-doors, all kinds of gratings, coal slide boards, vault doors, fire doors, partitions and life-saving apparatus or who does any work of the same nature or related thereto, and installs or erects same.

ee) The words "structural steel worker" designate an employee who erects structural steel in the construction of buildings, bridges, viaducts, tunnel and so forth, and performs any other work related thereto, as required.

ff) The words "material checker" means any employee who receives the material or the tools required on a construction job, classifies and delivers same, and does any other work of the same nature or connected therewith.

Special provisions applying to certain trades: Except for floors under ground level, work on walls by concrete finishers, to be done after floor work, shall not come any higher than the top of the plinth.

II. Territorial jurisdiction: The present agreement shall apply to the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn Noranda. This jurisdiction is divided into two zones, as follows:

Zone I: The electoral district of Rouyn-Noranda, the cities or town Malartic, Val d'Or, Bourlamaque, Chibougamau and Chapais and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from their limits.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction.

III. Industrial jurisdiction: a) The present agreement applies to all works pertaining to construction, building and engineering, including the installation, rebuilding, repairing, maintenance, demolishing, displacement of buildings performed by the workers it governs. It extends, but is not limited to all work in connection with buildings, properties, scaffoldings, paving of streets and highways, roads, bridges, dams, streets, wharves, sidewalks, levelling and earthwork, retaining walls, sewers, viaducts airports, landing fields, tunnels, wells, canals, lock-gates, aqueducts, fences, towers, plumbing and heating systems, electrical installations, and to any other work of the same kind or related thereto.

b) The present agreement also applies to any work governed by the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173) and to any installation of piping, immovable or portable, intended for any use whatsoever, requiring the skill and competency of a pipe mechanic, performed inside or outside any building, including installation, repair and renovation.

c) It also applies to all employers and employees doing all kinds of work with cork or asbestos, for refrigerating heating or insulating purposes, connected with the pipe-mechanic trade. Workers carrying out such operations shall be paid according to the rates of wages established for their category in the present agreement for both installation and service purposes.

d) Washing and cleaning done prior to painting and decorating operations inside or outside churches, chapels or any other public building, are governed by the present agreement and all male employees doing such work are considered as labourers.

e) La présente convention régit également l'installation des ascenseurs et la construction de générateurs de vapeur, de chaudières et de réservoirs et l'installation de structure ou charpente métallique.

e) The present agreement also applies to the installation of elevators and the construction of steam generators, boilers and tanks and to the installation of metal structures or frame-work.

f) Exemptions:

f) Exemptions:

1° Les employeurs de l'industrie de la pulpe et du papier, de l'industrie de l'aluminium, et de l'industrie de génération d'énergie électrique sont exempts des dispositions du décret pour ce qui concerne l'entretien de leurs propriétés, mais à condition qu'une convention collective de travail particulière négociée avec une union *bona fide* soit en vigueur.

1. The employers of the pulp and paper industry, of the aluminum, mining and power industries are exempt from the provisions of the decree as regards the maintenance of their properties and provided a private collective labour agreement, entered into with a *bona fide* union, be in force.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent les travaux visés par l'ordonnance numéro 39 de la Commission du Salaire minimum, notamment et y compris la construction de routes, camps et autres aménagements nécessaires aux opérations forestières, tels que digues, écluses, estacades, dalles, etc., ne sont pas assujettis au présent décret.

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, all operations governed by Ordinance number 39 of the Minimum Wage Commission, specially and including the construction of roads, camps and other installations required in forest operations, such as dikes, dams, booms, piers, flumes or chutes, etc., are not governed by the present decree.

2° L'exploitation des mines ainsi que l'opération et l'entretien de tous les ateliers connexes, y compris les ateliers de traitement, usines de fonte (smelters) et usines d'affinage de métaux, sont exemptés des dispositions de ce décret.

2. The operation of mines, including operation and maintenance of all plants in connection therewith, such as process plants, smelters, and metal refining plants are exempt from the provisions of this decree.

3° Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujettis au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer.

3. Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

4° Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement provincial déjà assujettis en fait à la cédule des Justes Salaires en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret.

4. Road operations carried out on behalf of any Department of the Provincial Government, and already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929 and its amendments, are not governed by the provisions of the present decree.

5° Dispositions spéciales: Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ou scolaires ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueducs, d'égouts, de pavages, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régis ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales ou scolaires.

5. Special provision: Notwithstanding any other provision, the cities and towns and municipal or school corporations are not governed by the provisions of the present decree inasmuch as repair or maintenance work on their own building are concerned; inasmuch also as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers, paving, sidewalks and other works of the same kind performed under their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying out the same works on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal or school corporations.

IV. Durée du travail: a) La journée régulière de travail est de huit (8) heures, la semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures réparties en six (6) jours de huit (8) heures chacune, excepté pour le cas des gardiens.

IV. Duration of work: a) The standard work day shall consist of eight (8) hours and the standard work week shall consist of forty-eight (48) hours divided into 6 days of eight (8) hours each, except for watchmen.

La semaine régulière de travail est réduite d'autant de fois huit (8) heures que cette semaine contient de jours chômés mentionnés dans la présente convention.

The standard work week is reduced by as many times eight (8) hours as there are, in that week, days kept as holidays under the present agreement.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré comme suit, excepté dans le cas des gardiens: salaire et demi par rapport au salaire régulier pour tout travail exécuté en plus de dix (10) heures, les lundi, mardi, mercredi, jeudi, et vendredi, ou de cinq (5) heures le samedi avant-midi. Tout travail exécuté après midi le samedi doit également être rémunéré au taux de salaire et demi.

b) Overtime shall be paid as follows, except for watchmen: Time and a half, based on the regular rate of pay, for all time worked in excess of ten (10) hours on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, or in excess of five (5) hours on Saturday morning; all time worked after 12.00 (noon) on Saturday shall also be paid at the rate of time and one half.

c) Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours de fêtes suivants: Le premier de l'An, le jour de Noël, l'Épiphanie, l'Ascension, la Tou-

c) There shall be no work on Sunday and the following holidays: New Year's Day, Christmas Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints

saint, l'Immaculée Conception, la fête du Travail, la St-Jean-Baptiste et le Vendredi-Saint.

d) Tout travail régi par le décret et exécuté les jours mentionnés au paragraphe "c" du présent article doit être rémunéré à raison de salaire double par rapport au salaire régulier, excepté pour le cas des gardiens.

e) *Construction de routes:* La construction de routes a un caractère saisonnier, à cause de la température, et elle ne peut être faite avec sécurité que du mois de mai au mois de septembre inclusivement. La semaine régulière du travail pour les salariés qui y sont employés est de soixante (60) heures, sans limitation quotidienne de la journée de travail. Tout travail exécuté en plus de ce nombre de soixante (60) heures pendant une même semaine de calendrier doit être rémunéré à raison de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

V. *Taux minima de salaires:* a) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

Day, Immaculate Conception Day, Labour Day, St. Jean Baptiste Day and Good-Friday.

d) All operations governed by the present decree and performed on days mentioned in paragraph "c" of the present article shall be paid double time, except in the case of watchmen.

e) *Road construction:* The construction of roads in seasonal in nature and, because of weather conditions, can be carried out safety only between the months of May and September inclusively. The standard work week of employees concerned consists of sixty (60) hours, without daily limitation of the duration of work. All time worked in excess of sixty (60) hours in any one week shall be paid at the rate of time and one half based on regular rates of pay.

V. *Minimum wage rates:* a) The following shall be the minimum wage rates:

Métiers:	Zones		Trades:	Zones	
	I	II		I	II
Briqueleur.....	\$1.75	\$1.65	Bricklayer.....	\$1.75	\$1.65
Charpentier-menuisier.....	1.60	1.50	Carpenter-joiner.....	1.60	1.50
Chauffeur de chaudières.....	1.45	1.35	Boiler fireman.....	1.45	1.35
Chauffeur de camion de toutes sortes.....	1.30	1.25	Truck driver.....	1.30	1.25
Conducteur d'attelage.....	1.30	1.25	Horse driver.....	1.30	1.25
Couvreur.....	1.40	1.40	Roofer.....	1.40	1.40
Électricien.....	1.55	1.45	Electrician.....	1.55	1.45
Électricien (homme de ligne).....	1.50	1.40	Electrician (lineman).....	1.50	1.40
Faiseur de planchers.....	1.55	1.45	Floor maker.....	1.55	1.45
Finisseur de ciment (béton).....	1.50	1.40	Concrete finisher (cement).....	1.50	1.40
Foreur.....	1.40	1.35	Driller.....	1.40	1.35
Forgeron (préposé aux machines "drill-sharpener").....	1.70	1.60	Blacksmith (drill-sharpener oper- ator).....	1.70	1.60
Forgeron sur la construction ordi- naire.....	1.50	1.40	Blacksmith on ordinary construc- tion.....	1.50	1.40
Gardien et chauffeur de chaudières (bouilloires).....	1.30	1.30	Watchman and boiler fireman.....	1.30	1.30
Gréeur (travail au sol ou élevé).....	1.50	1.40	Rigger (ground work or high line).....	1.50	1.40
Journalier.....	1.25	1.15	Common worker.....	1.25	1.15
Manceuvre.....	1.30	1.20	Labourer.....	1.30	1.20
Mécanicien.....	1.60	1.50	Mechanic.....	1.60	1.50
Mécanicien (Machines fixes ou por- tatives).....	1.50	1.40	Engineman (stationary or portable engines).....	1.50	1.40
Mécanicien d'installation à vapeur.....	2.10	2.10	Steam mechanic.....	2.10	2.10
Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareils de chauffage, poseur de brûleurs à l'huile.....	1.75	1.65	Pipe mechanic, plumber, steamfit- ter, oil burner mechanic.....	1.75	1.65
Compagnon junior.....	1.55	1.45	Junior journeyman.....	1.55	1.45
Ouvriers en construction et entre- tien de moulin.....	1.50	1.40	Mill construction and maintenance worker.....	1.50	1.40
Peintre.....	1.50	1.40	Painter.....	1.50	1.40
Peintre préposé aux machines à asperger.....	1.50	1.40	Spray painter.....	1.50	1.40
Peintre travaillant à plus de 45 pieds à l'extérieur, décorateur et doreur.....	1.60	1.50	Painter, work done outdoors at a height exceeding 45 feet, deco- rator, gilder.....	1.60	1.50
Polisseur de terrazzo à sec.....	1.50	1.40	Terrazzo polisher, dry process.....	1.50	1.40
Polisseur de terrazzo humide.....	1.40	1.30	Terrazzo polisher, wet process.....	1.40	1.30
Porteur d'eau.....	0.85	0.85	Water carrier.....	0.85	0.85
Poseur de gicleurs.....	1.60	1.50	Sprinkler fitter.....	1.60	1.50
Poseur de lattes en bois ou métalli- ques.....	1.50	1.40	Lather, wood or metal.....	1.50	1.40
Poseur de linoléum.....	1.50	1.40	Linoleum layer.....	1.50	1.40
Poseur de marbre.....	1.50	1.45	Marble layer.....	1.50	1.45
Poseur de terrazzo.....	1.50	1.45	Terrazzo setter.....	1.50	1.45
Poseur de recouvrement calorifuge en amiante ou en autre matériau similaire pour les mêmes fins.....	1.30	1.20	Insulation, layer (asbestos or other similar material for the same pur- ses).....	1.30	1.20
Poseur de tuile de céramique.....	1.50	1.45	Ceramic tile layer.....	1.50	1.45
Poseur et travailleur d'acier d'ar- mature (chantier).....	1.30	1.25	Reinforcing steel erector and worker (field).....	1.30	1.25
Poseur de métal ornemental.....	1.50	1.40	Ornamental steel erector.....	1.50	1.40

Poudrier.....	\$1.50	\$1.50	Blaster.....	\$1.50	\$1.50
Préposé au bélier mécanique.....	1.60	1.50	Bulldozer operator.....	1.60	1.50
Préposé aux compresseurs, ma- laxeurs de tous genres.....	1.40	1.35	Compressors, mixers (all kinds) operator.....	1.40	1.35
Préposé aux grues ou pelles à va- peur, à gazoline, à l'électricité ou à l'huile.....	1.65	1.55	Steam, gasoline, electric, crude oil crane or shovel operator.....	1.65	1.55
Préposé aux monte-charge.....	1.50	1.40	Freight elevator operator.....	1.50	1.40
Préposé aux pompes de tous genres	1.30	1.30	Pumps (all kinds) operator.....	1.30	1.30
Soudeur.....	1.65	1.60	Welder.....	1.65	1.60
Tailleur de granit.....	1.60	1.50	Granite cutter.....	1.60	1.50
Tirailleurs de joints.....	1.50	1.40	Joint pointer.....	1.50	1.40
Tôlier.....	1.60	1.50	Tinsmith.....	1.60	1.50

Par semaine

Chauffeur de camion de service.....	\$50.00	\$47.50
Gardien sur chantier.....	50.00	47.50
Pointeur.....	45.00	42.50
Vérificateur de matériaux.....	50.00	47.50

per week

Service truck driver.....	\$50.00	\$47.50
Watchman (on the job).....	50.00	47.50
Time keeper.....	45.00	42.50
Material checker.....	50.00	47.50

b) Salaires minima des apprentis: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

b) Minimum wages of apprentices: The following percentages shall determine the minimum wage rates of apprentices in the trades hereafter mentioned:

Métiers en général:

- 1ère année.... 40% du salaire du compagnon
- 2ème année.... 55% du salaire du compagnon
- 3ème année.... 75% du salaire du compagnon

Trades in general:

- 1st year..... 40% of journeyman's rate
- 2nd year..... 55% of journeyman's rate
- 3rd year..... 75% of journeyman's rate

Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, électricien:

- 1ère année.... 40% du salaire du compagnon
- 2ème année.... 50% du salaire du compagnon
- 3ème année.... 60% du salaire du compagnon
- 4ème année.... 75% du salaire du compagnon

Pipe mechanic, steam fitter, electrician:

- 1st year..... 40% of journeyman's rate
- 2nd year..... 50% of journeyman's rate
- 3rd year..... 60% of journeyman's rate
- 4th year..... 75% of journeyman's rate

Mécanicien de générateurs de vapeur et chaudronnier en construction:

- 1ère année.... 60% du salaire du compagnon
- 2ème année.... 70% du salaire du compagnon
- 3ème année.... 80% du salaire du compagnon
- 4ème année.... 90% du salaire du compagnon

Steam mechanic and boilermaker (construction):

- 1st year..... 60% of journeyman's rate
- 2nd year..... 70% of journeyman's rate
- 3rd year..... 80% of journeyman's rate
- 4th year..... 90% of journeyman's rate

Travailleur en fer structural:

- 1ère année.... 70% du salaire du compagnon
- 2ème année.... 85% du salaire du compagnon

Structural iron worker:

- 1st year..... 70% of journeyman's rate
- 2nd year..... 85% of journeyman's rate

Note: La période complète d'apprentissage est de deux (2) ans et l'employeur peut embaucher un (1) apprenti par trois (3) travailleurs en fer structural employés sur un chantier ou fraction de ce nombre.

Note: The entire period of apprenticeship shall be two (2) years and employers shall have the right to employ one (1) apprentice to each three (3) structural steel workers or fraction thereof employed on any job.

c) Salaire pour les occupations non prévues: La rémunération de tout salarié exerçant un métier non mentionné dans la cédule de salaires du présent décret, doit être d'au moins \$0.15 de l'heure de plus que le minimum fixé pour le journalier dans la zone où le travail est exécuté.

c) Wages for occupations not mentioned: The remuneration of employees whose trade is not mentioned in the wage scale of the present decree shall be at least \$0.15 more than the minimum hourly rate of common workers in the zone where the work is executed.

d) Salaires des contremaîtres: Le salaire des contremaîtres est de \$0.10 l'heure supérieur aux salaires maxima des salariés qu'il dirige si ceux-ci ne dépassent pas le nombre de dix (10); de \$0.20 si ceux-ci dépassent le nombre de dix (10).

d) Foremen's wages: The wage rate of foremen shall be \$0.10 higher than the maximum wages of employees under their direction when such employees do not exceed ten (10) in number, or \$0.20 higher when they do exceed ten (10) in number.

e) Salaires des entrepreneurs-artisans: Tout entrepreneur artisan qui exécute lui-même un ou des travaux mentionnés dans la juridiction industrielle du présent décret, est considéré comme "salarié" du métier exercé et son salaire est fixé conformément au taux de salaire stipulé dans le présent décret.

e) Wages of artisan-contractors: Artisan-contractors executing themselves any one of the operations mentioned in the industrial jurisdiction of the present decree, shall be considered as employees of the trade plied and their wages shall be fixed in pursuance of the rates established in the present decree.

f) Salaire des étudiants: Pendant la période des vacances, les étudiants employés comme pointeur ou vérificateur de matériaux peuvent bénéficier de conditions différentes de celles prévues au présent article (cédule des salaires), pourvu toutefois que ces conditions aient été préalablement approuvées par le Comité paritaire.

f) Wages of students: During the period of vacation, students employed as timekeepers or as material checkers may have working conditions different from those established in this article (wage scale) providing the Parity Committee has previously approved such conditions.

g) Prime d'équipe: Sur les chantiers utilisant deux (2) ou trois (3) équipes de travailleurs, une prime d'équipe de cinq (5) cents l'heure sera

g) Shift premium: On construction contracts employing two (2) or three (3) shifts of workers, a shift premium of five (5) cents per hour shall be

payée à tous les ouvriers travaillant entre 7.00 p.m. et 6.00 a.m.

h) Avis préalable: Tout employeur ou employeur professionnel désirant renvoyer ou faire chômer un salarié, le jour de travail suivant, doit l'en aviser à la fin de sa journée de travail.

A défaut de ce faire, il doit payer à tel salarié qui se rend au lieu du travail à titre de compensation, trois (3) heures de salaire.

Cette disposition ne s'applique pas toutefois dans le cas où des salariés travaillant à l'extérieur en sont empêchés par la température.

i) Le salaire sera payable en entier deux fois par mois, dans un délai maximum de quinze (15) jours, en monnaie ayant cours au Canada ou par chèque.

VI. Vacances payées: Tous les salariés ont droit, à titre de vacances payées, à une rémunération équivalente à 2% du salaire gagné. L'employeur doit remettre cette rémunération à ses salariés à chaque période de paye.

VII. Sur les travaux exécutés dans la zone I en vertu d'un contrat forfaitaire, lorsque tel contrat a été signé avant la mise en vigueur de la présente convention, les salaires payables sont de \$0.05 inférieurs à ceux prévus à l'article V.

VIII. Dispositions spéciales relatives à la construction de générateurs de vapeur, de chaudières et de réservoirs:

	Taux horaires minima
Chaudronnier en construction, monteur, ébardeur, mateur, brûleur, soudeur et grécur s'y rapportant.....	\$2.20
Mécanicien de générateurs de vapeur....	2.20
Aide dans l'un ou l'autre de ces métiers...	1.80

Apprenti: La période d'apprentissage est de quatre (4) années et les salaires minima sont les suivants:

1ère année.....	60%	du salaire minimum
2ème année.....	70%	établi pour l'ouvrier
3ème année.....	80%	qualifié.
4ème année.....	90%	

Pour le métier de chaudronnier en construction, il peut y avoir un (1) aide ou apprenti pour chaque cinq (5) ouvriers qualifiés ou fraction de ce nombre.

Durée du travail: La durée régulière de travail est de quarante (40) heures par semaine réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., du lundi au vendredi inclusivement.

Travail supplémentaire: Tout travail exécuté en plus des heures régulières ou en dehors des limites horaires déterminées est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi basé sur le taux régulier ou sur le salaire effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

Jours de fêtes chômées: Tout travail exécuté le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean Baptiste, le 1er juillet la fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, Noël, le dimanche et le samedi après-midi, doit être rémunéré au taux de salaire double basé sur le taux régulier ou sur le salaire effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

Toutefois, lorsque la célébration de l'un ou l'autre des jours de fêtes ci-haut nommés est fixée par proclamation du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial, selon le cas, ces jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixée.

paid to all employees working between 7.00 p.m. and 6.00 a.m.

h) Notice: Every employer or professional employer who wishes to dispense with the services of an employee the following work day shall so inform that employee before the end of his work day.

Should the employer neglect to inform his employee, as above mentioned, and should such employee come back to work the following day, the employer shall pay him a minimum of three (3) hours' pay.

This provisions shall not apply when employees whose work is outside are kept from working by untoward weather conditions.

i) Wages shall be paid entirely twice a month, within a maximum delay of fifteen (15) days, with Canadian currency or by cheque.

VI. Vacation with pay: All employees are entitled to a vacation pay equal to 2% of the wages earned. Employers shall remit such vacation pay to their employees together with their pay.

VII. In the case of operations carried out in zone I by lump sum contract, when such contract was signed before the coming into force of the present agreement, wages payable shall be \$0.05 lower than those mentioned in article V.

VIII. Special provisions relating to the construction of steam generators, boilers and tanks:

	Minimum hourly rates
Construction boilermaker, erecter, chopper, caulker burner, welder, and rigger in connection therewith.....	\$2.20
Steam generator mechanic.....	2.20
Helper in the above trades.....	1.80

Apprentice: The apprenticeship period consists of four (4) years and the minimum wages shall be as follows:

1st year.....	60%	of the minimum
2nd year.....	70%	rate established
3rd year.....	80%	for skilled worker
4th year.....	90%	

As regards the construction boilermaker trade, there may be one (1) helper or apprentice to each five (5) skilled workers or fraction thereof.

Duration of work: The standard duration of work consists of forty (40) hours per week and is distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., from Monday to Friday inclusive.

Overtime: All time worked in excess of the regular hours or beyond the determined limits of hours is considered as overtime and paid at the rate of time and one half based on the regular rate or on the rate actually paid should this one be higher.

Days kept as holidays: Work done on New Years' Day, Good Friday, the Queen's Birthday, St. Jean Baptiste Day, July the 1st. (Confederation Day), Labour Day, Thanksgiving Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Sundays and Saturday afternoons shall be paid double time based on regular rates or rates actually paid, whichever be the higher.

However, days proclaimed by the Federal or Provincial Government, as the case may be, for the celebration of any one of the above holidays shall be observed."

IX. Dispositions spéciales relatives à l'installation des ascenseurs:

IX. Special provisions relating to elevator installations:

	Taux horaires minima		Minima hourly rates
1° Salaires minima:		1. Minimum wages:	
Mécanicien.....	\$2.06	Mechanic.....	\$2.06
Aide.....	1.44	Helper.....	1.44

2. *Durée du travail:* a) La journée régulière de travail est de huit (8) heures réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., du lundi au vendredi inclusivement. Tout autre travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. ou le samedi, doit être rémunéré à raison de salaire double, excepté dans les cas prévus au paragraphe 3, suivant.

2. *Duration of Work:* a) The regular working day shall consist of eight (8) hours between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. Monday to Friday inclusively. All other time worked between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. or on Saturday shall be paid double time excepting as provided for in the following subsection 3.

b) Le travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

b) All time worked on Sunday and legal holiday, as designated hereinafter, shall be considered as overtime and paid for at double the rate of single time.

3. *Service à contrat: (Examen ou entretien des appareils pour une période minimum d'un (1) mois):*

3. *Contract Service (Examination or maintenance of apparatus for a minimum period of one (1) month):*

a) Là où l'employeur a un contrat dans un immeuble seulement ou dans des immeubles adjacents, pour l'examen et l'entretien d'un assez grand nombre d'ascenseurs pour garantir l'emploi continu d'un ou plusieurs salariés pendant seize (16) heures, les salariés ne reçoivent pas les taux pour travail supplémentaire entre 4.00 p.m. et minuit, excepté les dimanches.

a) On a contract service where the employer has a contract in one building only or adjacent buildings, for the examination and care of enough elevators to warrant keeping a man or men working continuously for sixteen (16) hours, the men will not be paid overtime between the hours of 4.00 p.m. and 12.00 midnight, except on Sundays.

b) Les salariés doivent recevoir une rémunération équivalente à cinquante-deux (52) heures par semaine pour quarante-huit (48) heures d'ouvrage. Il y a deux équipes, une travaillant huit (8) heures durant le jour et l'autre huit (8) heures jusqu'à minuit. Les jours de fêtes, une équipe travaille huit (8) heures durant le jour; il n'y a pas d'équipe de nuit et les équipes travaillent alternativement les jours de fêtes, c'est-à-dire qu'une travaille un jour de fête et l'autre le suivant. Le travail exécuté le dimanche est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

b) Workmen shall receive fifty-two (52) hours pay per week for forty-eight (48) hours of work. There shall be two shifts, one working eight (8) hours during the day, the other eight (8) hours to 12.00 midnight. On holidays, one shift shall work eight (8) hours during the day, there being no night shift, employees taking holidays alternately, one shift working one holiday and another shift the next. All time worked on Sundays shall be classed as overtime and paid at double the rate of single time."

c) Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, après les heures régulières à l'exception des dimanches et jours de fêtes, les salariés reçoivent salaire et demi.

c) Call backs on contract service on overtime, except Sunday and legal holidays, shall be paid at the rate of time and one half.

d) Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, les dimanches et jours de fêtes, les salariés reçoivent salaire double.

d) Call backs on contract service on Sunday or legal holidays as designated hereafter shall be paid for at double the rate of single time.

X. *Salariés permanents:* Les salariés permanents préposés à l'entretien des édifices publics tels que définis à l'article 2, chapitre 170, Statuts refondus de Québec 1941, et amendements, ou de l'immeuble d'un établissement industriel ou commercial, s'ils sont des employés permanents payés au mois ou à la semaine, bénéficient des conditions de travail suivantes:

X. *Permanent employees:* Permanent employees working at the maintenance of public buildings, as defined in section 2, chapter 170, R.S.Q., 1941 and amendments, or of an industrial or commercial establishment building, if they are permanent employees and paid on a month or week basis, shall be entitled to the following labour conditions:

a) Dans les cités, villes et municipalités situées dans les limites, le salaire minimum des hommes de métiers est de \$60.00 dollars par semaine, celui des ouvriers non qualifiés (journaliers) est de \$55.00 dollars par semaine.

a) In cities, towns and municipalities situated within the limits the minimum wage of tradesmen is \$60.00 dollars per week; that of common workers is \$55.00 dollars per week.

b) La durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures sans limitation journalière.

b) the weekly duration of labour shall consist of forty-eight (48) hours, without daily limitation of working hours.

c) Les salaires actuellement payés aux salariés permanents, s'ils sont supérieurs aux minima fixés dans le présent décret, demeurent des salaires légaux.

c) The actual wages of permanent employees, if higher than the minimum fixed in the present decree, shall remain the legal wages.

XI. Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu entre un employeur et un salarié, il est prohibé de stipuler un salaire inférieur à celui prévu à la présente convention.

XI. Whatever may be the form or nature of the individual labour contract entered into by an employer and an employee, it is forbidden to stipulate a lower rate of pay than that provided under the present agreement.

XII. *Transport quotidien:* Tout employeur qui ordonne à un salarié de se rendre exécuter un travail en dehors du chantier habituel doit trans-

XII. *Daily commuting:* Every employer requiring employees to work at a place other than the usual place of work shall take the employees

porter à ses frais ou faire transporter à ses frais l'édit salarié.

De plus, le repas du midi est à la charge de l'employeur si ce dernier n'a pas averti le salarié la veille que ses services seraient requis en dehors du chantier habituel.

XIII. Gîte et couvert: Si l'employeur fournit dans son établissement gîte et couvert aux salariés qui l'acceptent, il ne peut déduire du salaire de ces derniers plus de \$1.50 par jour.

XIV. Transport et pension: Au cas d'impossibilité de transport quotidien, les frais de transport, de pension de même que le salaire au taux régulier doivent être payés au travailleur appelé par son employeur à travailler en dehors de la localité où il réside, dans tous les cas où les services de ce travailleur sont requis à l'extérieur pour une durée de moins d'un (1) mois.

Le salaire de tel ouvrier compte dès son arrivée au travail pourvu toutefois que ce soit l'heure habituelle où les ouvriers, sur le chantier où il est destiné à travailler, commencent leur travail le matin ou le midi.

XV. Dispositions générales: a) Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un salarié qui s'absente du chantier un dimanche ou un jour de fête d'obligation catholique.

b) Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et est défendu.

c) Dans tous les métiers où un matériel est substitué au produit régulier et reconnu comme par exemple une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise ou en argile, le taux du salaire du métier approprié doit s'appliquer.

d) Les salariés de métier, employés temporairement à un travail, doivent continuer de recevoir le taux de salaire de leur propre métier.

e) Tout employeur est tenu d'inscrire à l'endos du chèque de paye, de l'enveloppe de paye ou sur tout autre document qu'il peut trouver plus convenable ou pratique et qui sera remis au salarié en même temps que sa paye, les détails suivants: la période de paye, le nombre d'heures de travail de ce salarié pendant cette période, le taux du salaire et le détail de toutes les déductions que l'employeur a dû faire à la source.

XVI. Apprentissage: a) Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés, ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans révolus: il doit également ne pas être âgé de plus de vingt-cinq (25) ans.

b) Tout apprenti doit être inscrit dans un registre tenu spécialement à cette fin par le Comité paritaire.

c) Ledit registre doit mentionner les nom, prénoms, l'âge et l'adresse de l'apprenti; il doit contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage, la preuve de la continuité de l'entraînement de l'apprenti et le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

d) Un apprenti ne peut travailler sans être accompagné d'un compagnon de son métier.

e) Aucun employeur n'est obligé de garder à son service un apprenti dont le travail exécuté ne sera pas suffisant. L'employeur a aussi le droit de renvoyer l'apprenti si ce dernier donne des preuves évidentes d'une application insuffisante à son travail ou ne se conforme pas aux

himself to that other place or pay the transportation expenses.

Also, the noon meal shall be paid by the employer when the employer has not notified his employees the day before that their services would be required at a place other than the usual place of work.

XIII. Room and board: When the employer gives room and board in his establishment to employees who consent thereto, he may not deduct from such employees' wages more than \$1.50 per day.

XIV. Board and transportation: Should it be impossible to commute daily, transportation and cost of board, as well as wages at regular rate shall be paid to employees required by their employer to work outside the locality where they live, in all cases where the services of such employees are so required for a period of less than one (1) month.

The wages of such employees shall be computed from the time they get to work, providing it be the starting time (morning or noon) of the job concerned.

XV. General provisions: a) No employer has the right to punish or threaten to punish, such as by dismissal or suspension, directly or indirectly, an employee absent from work on Sunday or a Catholic feast of obligation.

b) All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are invalid and forbidden.

c) In all trades where any substitute material is erected in place of the regular and recognized commodity, such as for instance a glass brick for a brick of clay or shale, the appropriate trade wage rate shall apply.

d) Skilled workers temporarily engaged, in other than their regular work shall continue to be paid the wage rate of their own trade.

e) Every employer shall give the following details on the back of the pay cheque, the pay envelope or any other document deemed more convenient or practical which shall be remitted to the employee with his pay: the period of payment, the number of hours worked by the employee during such period, the wage rate and all deductions made by the employer on the pay.

XVI. Apprenticeship: a) No apprentice, in any one of the building trades hereinafter mentioned, shall begin his apprenticeship before being 16 or after 25 years of age.

b) All the apprentices' names shall be inscribed in a register kept specially for this purpose by the Parity Committee.

c) The said register shall mention the name, age and address of the apprentice; it shall also give the date of the beginning of the apprenticeship, the proof of continuity of training of the apprentice and the name and address of his first employer and of all his successive employers until the end of the period of apprenticeship hereinafter indicated for his trade.

d) An apprentice shall not work when not accompanied by a journeyman of the trade.

e) No employer is compelled to keep in his service an apprentice whose work does not prove satisfactory. The employer shall also have the right to discharge an apprentice if the latter gives evident proof of insufficient care in his work or does not abide by the general rules

usages généralement requis des apprentis de métier.

f) La pleine période d'apprentissage est la suivante:

Métiers:	Période d'apprentissage
Briqueleurs	3 ans (trois)
Charpentiers-menuisiers	3 ans (trois)
Maçons	3 ans (trois)
Peintres, aspergeurs, vitriers, décorateurs, tapissiers	3 ans (trois)
Plâtriers	3 ans (trois)
Ouvriers tôliers	3 ans (trois)

g) Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers ci-haut mentionnés ne sera reconnu valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions de la présente convention.

h) L'apprenti doit rendre de bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage; il doit prendre soin des outils et matériaux que l'employeur mettra à sa disposition.

i) L'employeur doit s'efforcer d'instruire ses apprentis dans les métiers où ces derniers se spécialisent.

2. Nombre d'apprentis par rapport à celui des compagnons:

a) Dans le but d'encourager l'apprentissage des métiers du bâtiment, tout employeur est tenu d'employer au moins un (1) apprenti par dix (10) compagnons du même métier, mais pas plus d'un apprenti par deux (2) compagnons.

b) L'alinéa précédent ne s'applique pas cependant aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont réglementés par une loi de cette province.

XVII. *Durée de la convention:* La présente convention demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1960. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de 60 ni de moins de 30 jours avant le 31 décembre de l'année 1960 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit aussi être adressé au ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ses dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 février 1959. 49852-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 2162 du 20 août 1941, lui ont présenté une requête

to be observed by trade apprentices.

f) The full period of apprenticeship shall be as follows:

Trades:	Apprenticeship period
Bricklayers	3 years (three)
Carpenters-joiners	3 years (three)
Masons	3 years (three)
Painters, sprayermen, glaziers, decorators, paper-hangers ...	3 years (three)
Plasterers	3 years (three)
Tinsmiths	3 years (three)

g) No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the present agreement.

h) The apprentice shall furnish good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take care of tools and material supplied by his employer.

i) The employer shall do his utmost to help his apprentices become skilled workers in the trades they have chosen.

2. Number of apprentices in proportion to that of journeymen:

a) For the purpose of encouraging apprenticeship in the building trades, every employer shall employ a minimum of one (1) apprentice to each ten (10) journeymen of the same trade, but not more than one apprentice to every two (2) journeyman.

b) The preceding paragraph does not apply to trades where apprenticeship and qualification are governed by an Act of this Province.

XVII. *Duration of the agreement:* The present agreement remains in force until December 31, 1960. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day prior to December 31 of the year 1960 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 14, 1959. 49852-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbers' and hairdressers' trades in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree number 2162 of August 20, 1941, have submitted to him a

à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. Taux de salaires: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Pour chaque compagnon barbier-coiffeur régulier quarante-trois dollars (\$43.00) par semaine, plus une commission de 50% sur les recettes de son travail excédant cinquante-six dollars (\$56.00) par semaine.

Pour chaque compagnon barbier-coiffeur sur-numéraire: \$1.00 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur les recettes brutes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de cinquante-six dollars (\$56.00) et que ledit compagnon a travaillé pendant trente (30) heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même tarif que le compagnon régulier.

Remarque: Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, il est interdit à tout employeur de réduire la durée du travail d'un compagnon barbier-coiffeur qui, habituellement, travaille quarante-huit heures et demie (48½) par semaine durant les mois de septembre à juin inclusivement et quarante-sept heures et demie (47½) par semaine durant les mois de juillet et août."

2° L'article V sera remplacé par le suivant:

"V. Prix minima des services: Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés. Ces taux sont payables en monnaie légal et doivent être exigés aussitôt le travail terminé:

Coupe de cheveux ordinaire pour adultes des deux sexes :	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	\$0.85
Vendredi, samedi et veilles des fêtes chômées	0.95
Coupe de cheveux en brosse pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	1.10
Vendredi, samedi et veilles des fêtes chômées	1.25
Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes de moins de 15 ans:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.55
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées spécifiées dans le décret	0.65
Barbe	0.50
Flambage des cheveux	0.25
Shampooing	0.85
Massage ordinaire	0.85
Lotion	0.40
Tonique	0.40
Teinture des cheveux	3.00
Aiguisage de rasoir	0.40
Application de lampe solaire	0.60"

3° Le paragraphe "o" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"o) Le salaire hebdomadaire de l'apprenti est le suivant:

Du 4ème au 6ème mois d'apprentissage ou de la sortie du centre d'apprentissage au 6ème mois: \$22.00 par semaine.

Deuxième semestre: \$25.00 par semaine plus 10% de commission sur toutes les recettes excédant \$35.00;

Troisième semestre: \$28.00 par semaine, plus 20% de commission sur toutes recettes excédant \$38.00;

petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"IV. Rates of wages: a) The following minimum wages rates shall be paid:

For every regular journeyman barber-hairdresser, forty-three dollars (\$43.00) per week plus a 50% commission of the receipts of his work exceeding fifty-six dollars (\$56.00) per week.

For every occasional journeyman barber-hairdresser: \$1.00 per hour plus a 10% commission on the gross receipts of his work. However, when the receipts of his work attain or exceed the amount of fifty-six dollars (\$56.00) and when the said employee has worked a minimum of thirty (30) hours during the week, he shall be paid the rate of the regular journeyman.

Provisio: Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, no employer may reduce the hours of work of a journeyman barber-hairdresser, who habitually, works forty-eight and a half (48½) hours per week during the months of September to June inclusive, and forty-seven and a half (47½) hours per week during the months of July and August."

2. Article V will be replaced by the following:

"V. Minimum prices of services: The professional employers, the artisans and the employees shall charge to the public the following minimum prices for the services hereunder enumerated. These prices are payable in currency upon completion of the work:

Ordinary haircut for adults, male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	\$0.85
Friday, Saturday and holiday eves	0.95
Brushcut, adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	1.10
Friday, Saturday and holiday eves	1.25
Haircut for children, male and female, under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.55
Friday, Saturday and eves of holidays mentioned in the decree	0.65
Shave	0.50
Singeing of hair	0.25
Shampoo	0.85
Ordinary massage	0.85
Lotion	0.40
Tonic	0.40
Dyeing of hair	3.00
Razor setting	0.40
Solar lamp treatment	0.60"

3. Subsection "o" of section VI will be replaced by the following:

"o) The weekly wages of apprentices shall be as follow:

From the 4th to the 6th month of apprenticeship or from the time the apprentice leaves the apprenticeship centre to the 6th month: \$22.00 per week.

Second six months: \$25.00 per week plus a 10% commission on all receipts exceeding \$35.00;

Third six months: \$28.00 per week plus a 20% commission on all receipts exceeding \$38.00;

Quatrième semestre: \$31.00 par semaine, plus 30% de commission sur toutes recettes excédant \$41.00;

Cinquième semestre: \$34.00 par semaine, plus 40% de commission sur toutes recettes excédant \$44.00;

Sixième semestre: \$38.00 par semaine, plus 50% de commission sur toutes recettes excédant \$48.00."

4° Les deux premiers alinéas de l'article VIII-A seront remplacés par le suivant:

"VIII-A. *Vacances payées*: L'employeur doit donner une semaine de vacances payées, au taux de quarante-quatre (\$44.00) dollars, à tout compagnon barbier-coiffeur régulier qui a été à son service pendant une année entière, sans perte de temps, sauf pour des raisons valables.

Si le compagnon barbier-coiffeur a servi moins d'une année, il a droit à une rémunération de vacances équivalente à 1/12 du salaire de quarante quatre (\$44.00) dollars, pour chaque mois de services sans perte de temps sauf pour des raisons valables."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 février 1959. 49852-0

Fourth six months: \$31.00 per week plus a 30% commission on all receipts exceeding \$41.00;

Fifth six months: \$34.00 per week plus a 40% commission on all receipts exceeding \$44.00;

Sixth six months: \$38.00 per week plus a 50% commission on all receipts exceeding \$48.00.

4. The first two paragraphs of section VIII-A will be replaced by the following:

"VIII-A. *Vacation with pay*: The employer shall give a vacation of one week with pay, at the rate of forty-four dollars (\$44.00) to, every regular barber-hairdresser journeyman who has been a whole year in his employ, without loss of time, except for good reasons.

In the event that a journeyman barber-hairdresser has worked less than one year, he is entitled to a vacation pay of 1/12 the wages of forty-four dollars (\$44.00) dollars for each month of service without loss of time, except for good reasons."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interest parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 14, 1959. 49852-0

Ministère des Finances
Assurances

Department of Finance
Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Avis est donné, par les présentes, que "Peerless Insurance Company" enregistrée sous le numéro 612, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1440 qui l'autorise, à compter du 8 mai 1958, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie et accessoirement, agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défektivité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Explosion; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Notice is hereby given that "Peerless Insurance Company" registered under number 612, has obtained the license and certificate of registry number 1440 authorizing it, as from the 8th of May 1958, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto, civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; accident; automobile; Boiler (excluding machinery); Employers' liability; Explosion; Inland transportation; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; theft.

Le siège social de la compagnie est situé à 62, avenue Maple, Keene, New Hampshire, États-Unis d'Amérique.

The head office of the company is situated at 62 Maple Avenue, Keene, New Hampshire, United States of America.

La compagnie a nommé monsieur Harold V. Gilbert, 1111 Côte Beaver Hall, Montréal, son procureur dans la province.

The company has appointed Mr. Harold V. Gilbert, 1111 Beaver Hall Hill, Montreal, its attorney in the province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 7 février 1959.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 7th of February 1959.

Pour le Ministre des finances de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

49879-7-2-0

49879-7-2-0

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "Transport Indemnity Company", enregistrée sous le numéro 610, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1423 qui l'autorise à compter du 1er octobre 1958, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux rennes suivants: Automobile; responsabilité civile; responsabilité de l'employeur; transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à 3670, boulevard Wilshire, Los Angeles, Californie, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Jacques de Billy, C.R., 100 Place d'Youville, Québec, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 7 février 1959.

Pour le Ministre des finances de la province,

GEORGES LAFRANCE,

49880-7-2o Superintendant des assurances.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est donné par les présentes que "L'Union Saint-Joseph du Canada", une société de secours mutuels, constituée en corporation par une loi de l'ancienne Province du Canada, chapitre CLV des statuts de la Province du Canada, 1864, 27-28 Victoria, et enregistrée dans la province sous le numéro 13, a changé son nom en celui de "Union du Canada Life Assurance Vie".

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 11 février 1959.

Pour le Ministre des finances de la province,

GEORGES LAFRANCE,

49888-o Surintendant des assurances.

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Airtha Associates Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17ième jour de décembre 1958, et ayant son bureau principal dans la cité de Westmount, a établi son bureau numéro 4204 ouest, rue Ste. Catherine, Westmount.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Westmount, ce 2e jour de février 1959.

49855-o Le Secrétaire,
C. T. BARKER.

ALLARD BAY MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Avis de la situation du bureau principal

Avis est donné que la compagnie "Allard Bay Mines Limited" (No Personal Liability) constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau à Chambre 301, 901 Carré Victoria, Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Toronto, Ontario, ce 2e jour de février, 1959.

49856-o Le Président,
F. M. CONNELL.

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Transport Indemnity Company", registered under number 610, has obtained the license and certificate of registry number 1423 authorizing it, as from the 1st of October 1958, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Automobile; employers' liability; inland transportation; public liability.

The head office of the company is situated at 3670 Wilshire Boulevard, Los Angeles, California, United States of America.

The company has appointed Mr. Jacques de Billy, Q.C., 100 d'Youville Square, Quebec, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 7th of February, 1959.

For the Minister of Finance of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

49880-7-2-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that "L'Union Saint-Joseph du Canada", a mutual benefit association, incorporated by Act of the late Province of Canada, chapter CLV of the Statutes of the Province of Canada, 1864, 27-28 Victoria, and registered in this Province under number 13, has changed its name to "Union du Canada Life Assurance Vie".

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 11th of February 1959.

For the Minister of Finance of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

49888-o Superintendent of Insurance.

Head Offices

Notice is hereby given that "Airtha Associates Limited", incorporated by letters patent on the 17th day of December 1958, and having its head office in the city of Westmount, has established its office at 4204 St. Catherine Street West, Westmount.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Westmount this 2nd day of February 1959.

49855-o **C. T. BARKER,**
Secretary.

ALLARD BAY MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice of situation of Head Office

Notice is hereby given that "Allard Bay Mines Limited" (No Personal Liability) incorporated by letters patent, pursuant to the Quebec Mining Companies' Act and having its Head Office in the city of Montreal, has established its office at Room 301, 901 Victoria Square, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 2nd day of February, 1959.

49856-o **F. M. CONNELL,**
Président.

GARON LAKE MINES LIMITED
(No Personal Liability)

GARON LAKE MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Avis de la situation du bureau principal

Notice of situation of Head Office

Avis est donné que la compagnie "Garon Lake Mines Limited" (No Personal Liability) constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies Minières de Québec, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau à Chambre 301, 901 Carré Victoria, Montréal, P.Q.

Notice is hereby given that "Garon Lake Mines Limited", (No Personal Liability), incorporated by letters patent, pursuant to the Quebec Mining Companies' Act and having its Head Office in the city of Montreal, has established its office at Room 301, 901 Victoria Square, Montreal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Donné à Toronto, Ontario, ce 2e jour de février, 1959.

Dated at Toronto, Ontario, this 2nd day of February, 1959.

Le Président,
F. M. CONNELL.

F. M. CONNELL,
President.

49857-o

49857-o

Avis est donné que la compagnie "Eugène Hamelin Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 18 décembre 1958 aura sa principale place d'affaires au N° 70 rue Cairns, Granby P.Q.

Notice is hereby given that "Eugène Hamelin Inc.", company incorporated by letters patent issued under the part 1st of the Quebec Company's Act, on the 18th day of December 1958, has his Head Office at 70 Cairns Street, Granby, P.Q.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice, the said Office shall be considered by the company as being the head office.

Daté à Granby, le 20 janvier 1959.

Dated at Granby, this 20th day of January, 1959.

(Seeau) Le Président,
EUGÈNE HAMELIN.

(Seal) EUGÈNE HAMELIN,
President.

49858-o

49858-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Dans l'affaire de: NOREMAC INVESTMENTS LTD.

In the matter of: NOREMAC INVESTMENTS LTD.

Situation du siège social

Notice of location of head office

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Noremac Investments Ltd.", constituée en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 11e jour de décembre 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 7000 Avenue du Parc.

Notice is hereby given that "Noremac Investments Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, on the 11th day of December, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 7000 Park Avenue.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Daté en la cité de Montréal, ce 22e jour de décembre 1958.

Dated at the city of Montreal, this 22nd day of December, 1958.

(Seeau) Le Secrétaire-trésorier,
FLORENCE HOPPE.

(Seal) FLORENCE HOPPE,
Secretary-Treasurer.

49859

49859

SANGUINET OIL PRODUCTS LTD.

SANGUINET OIL PRODUCTS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Sanguinet Oil Products Ltd.", constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 23e jour de décembre 1958 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 1965 rue Lafontaine, Montréal.

Notice is hereby given that "Sanguinet Oil Products Ltd.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent granted, under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 23rd day of December, 1958, and having its head office in Montreal, has established its office at 1965 Lafontaine Street, Montreal.

Daté à Montréal, ce 24e jour de décembre 1958.

Dated at Montreal, this 24th day of December, 1958.

Le Président,
W. P. CREAGH.

W. P. CREAGH,
President.

49860

49860-o

CERTIFIED APPRAISED REAL ESTATE (CARE) INC.

CERTIFIED APPRAISED REAL ESTATE (CARE) INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Certified Appraised Real Estate

Notice is hereby given that "Certified Appraised Real Estate (Care) Inc.", incorporated

(Care) Inc.", constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 18e jour de décembre 1958, et ayant son siège social à Verdun, district de Montréal, a établi son bureau à 5504 avenue Verdun, Verdun, P.Q.

Daté à Montréal, ce 27e jour de janvier 1959.

49861

Le Président,
W. P. CREAGH.

in the Province of Quebec by letters patent, granted under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 18th day of December, 1958, and having its head office in Verdun, district of Montreal, has established its office at 5504 Verdun Avenue, Verdun, P.Q.

Dated at Montreal, this 27th day of January, 1959.

49861-o

W. P. CREAGH,
President.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Candiac Transport Ltée", constituée en corporation par lettres patentes le 29 septembre 1958, a établi son bureau et siège social à Delson, comté de Laprairie, district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Delson, ce 17 octobre 1958.

49862-o

CANDIAC TRANSPORT LTÉE,
Par le Président,
CONRAD MONETTE.

Notice is hereby given that "Candiac Transport Ltée", company incorporated by letters patent bearing the date of September, 29th 1958, has established its office at Delson county of Laprairie, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Delson, this 17th of October, 1958.

49862-o

CANDIAC TRANSPORT LTÉE,
per: CONRAD MONETTE,
President.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Key Construction Inc.", constituée en corporation par lettres patentes le 15 décembre 1958, a établi son bureau et siège social à 1070 rue Bleury, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 15ème jour de janvier 1959.

49863

THE KEY CONSTRUCTION INC.,
Par le Président,
GUSTAVE MONETTE, jr.

Notice is hereby given that "The Key Construction Inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of December 15th, 1958, has established its office at 1070 Bleury St., Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of January, 1959.

49863-o

THE KEY CONSTRUCTION INC.,
per: GUSTAVE MONETTE, jr.,
President.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "A. Nirenberg Travel Bureau Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 14 octobre 1958, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au N° 1201 Carré Phillips.

Montréal, 22 janvier 1959.

(Sceau)
49864

Le Secrétaire,
MILDRED NIREN.

Notice is hereby given that the "A. Nirenberg Travel Bureau Ltd.", company incorporated by letters patent on the 14th day of October, 1958, and having its head office in Montreal, has established its office at No. 1201 Phillips Square.

Montreal, January 22nd, 1959.

(Seal)
49864-o

MILDRED NIREN,
Secretary.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil La Petite Nation, N° 3112, des Chevaliers de Colomb", de Chénéville donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

49865-o

Le Grand Chevalier,
JEAN SÉGUIN.
Le Secrétaire-Archiviste,
FERNAND LAUZON.

OFFICIAL NOTICE

The "Council La Petite Nation, No. 3112 of Knights of Columbus", of Chénéville hereby gives notice that its head office is located at the abovementioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 22nd, 1953.

49865

JEAN SÉGUIN,
Grand Knight.
FERNAND LAUZON,
Recording-Secretary.

COLONIAL DISTRIBUTION COLONIALE INC.

Avis est par la présente donné que la compagnie "Colonial Distribution Coloniale Inc.", constituée en corporation le 11 octobre 1958, par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social à Alma, district de Roberval, a établi son bureau principal au N° 2 rue Sacré-Coeur, ville d'Alma, Qué.

COLONIAL DISTRIBUTION COLONIALE INC.

Notice is hereby given that the company "Colonial Distribution Coloniale Inc.", incorporated on October 11, 1958, by letters patent issued under the provisions of the Quebec Companies' Act, and having its head office at Alma, District of Roberval, has established its head office at No. 2 Sacred-Heart Street, Town of Alma, Que.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Alma, P.Q., ce 17^e jour de novembre 1958.

(Seau)
49867-o

Le Président,
ROBERT MICHAUD.

LES IMMEUBLES RO.— MI. INC.

Avis est par la présente donné que la compagnie "Les Immeubles Ro.— Mi. Inc.", constituée en corporation le 5 novembre 1958, par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social à Alma, district de Roberval, a établi son bureau principal au N° 2, rue Sacré-Cœur, ville d'Alma, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Alma, P.Q., ce 28^e jour de novembre 1958.

(Seau)
49868-o

Le Président,
ROBERT MICHAUD.

Canada — Province de Québec
District de Québec
LES FALAISES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Les Falaises Inc." (auparavant Pruneau Limited) constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 décembre 1933, et ayant son siège social à 50 Marie de l'Incarnation, en la cité de Québec, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé, l'a transporté à 65 rue Ste-Anne a/s McDonald, Currie & Co.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce 3^e jour de février 1959.

(Seau)
49869

Le Président,
C. P. B. WYMAN, JR.

(P.G. 13452-57)

CAMPBELL CHIBOUGAMAU MINES LTD.
(No Personal Liability)

Règlement N° 53

Le siège social et principale place d'affaires de la compagnie est, par les présentes, transporté de la cité de Montréal, à la ville de Chibougamau. 9 décembre 1958.

Vraie copie certifiée.

(Seau)
49892

Le Secrétaire,
JOHN G. FORD.

N. H. AUTOMOTIVE CORPORATION

Avis de changement d'adresse du siège social.

Avis est donné par les présentes que la Compagnie "N. H. Automotive Corporation", constituée en corporation par lettres patentes émises le 24^{ème} jour d'août 1953, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui à 1150 est, rue DeMontigny, l'a transporté à 225 rue Dunbar, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 26^{ème} jour de juin 1956.

49893-o

Le Secrétaire,
NORMAND HÉBERT.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Alma, P.Q., this 17th day of November, 1958.

(Seal)
49867

ROBERT MICHAUD,
President.

LES IMMEUBLES RO.— MI. INC.

Notice is hereby given that the company "Les Immeubles Ro.— Mi. Inc.", constituted as a corporation November 5, 1958, by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, and having its head office at Alma, district of Roberval, has established its head office at No. 2 Sacred Heart Street, Ville d'Alma, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Alma, P.Q., this 28th day of November 1958.

(Seal)
49868

ROBERT MICHAUD,
President.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec
LES FALAISES INC.

Notice is hereby given that "Les Falaises Inc." (formerly Pruneau Limited), a company incorporated by letters patent on December 13th, 1933 and having its head office at 50 Marie de l'Incarnation, in the city of Quebec, where its office was situated up to today, has now moved it to 65 Ste. Ann Street, c/o McDonald, Currie & Co.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Quebec, this 3rd day of February, 1959.

(Seal)
49869-o

C. P. B. WYMAN, JR.,
President.

(A.G. 13452-57)

CAMPBELL CHIBOUGAMAU MINES LTD.
(No Personal Liability)

By-law No. 53

The head office and chief place of business of the company is hereby changed from the city of Montreal to the town of Chibougamau. December 9th, 1958.

Certified true copy.

(Seal)
49892-o

JOHN G. FORD,
Secretary.

N. H. AUTOMOTIVE CORPORATION

Notice of change of location of head office.

Notice is hereby given that the Company "N. H. Automotive Corporation", constituted as a corporation by letters patent issued the 24th day of August 1953, and having its head office in the city of Montreal, where its office has been located up to to-day at 1150 DeMontigny Street, East, has moved said office to 225 Dunbar Street, at Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 26th day of June 1956.

49893

NORMAND HÉBERT,
Secretary.

(P.G. 5590-53)

SAGUENAY INDUSTRIES LIMITED
(LES INDUSTRIES SAGUENAY, LIMITÉE)

Règlement N° 26

(Changement du siège social de la Compagnie)

Résolu: "Que le siège social de la Compagnie soit changé de Bagotville à Port-Alfred, et que le bureau principal de la Compagnie soit situé à 2, Boulevard de la Grande Baie, Port-Alfred, P.Q.
"Que M. Jean-Baptiste Hudon, secrétaire-trésorier de la compagnie, soit et il est par les présentes, autorisé à certifier une copie du présent règlement, et à en requérir la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux exigences de la Loi."

Port-Alfred, le 6 février 1959.
Certifié vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) JEAN-BTE HUDON.

49897-o

(A.G. 5590-53)

SAGUENAY INDUSTRIES LIMITED
(LES INDUSTRIES SAGUENAY, LIMITÉE)

By-law No. 26

(Change of location of head office of the Company).

Resolved: "That the head office of the Company be moved from Bagotville to Port Alfred, and that the head office of the Company be located at 2, Boulevard de la Grande Baie, Port Alfred, P.Q.
"That Mr. Jean-Baptiste Hudon, Secretary-Treasurer of the Company be and he is hereby authorized to certify a copy of this by-law, and request the publication thereof in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to the requirements of the law."

Port Alfred, February 6, 1959.
Certified true copy.

(Signed) JEAN-BTE HUDON,
Secretary-Treasurer.

49897

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA BOSTONNAIS
(Comté de Laviolette)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Wilbrod Larouche, secrétaire-trésorier, La Bostonnais, comté de Laviolette, jusqu'à 7.00 heures du soir, mardi, le 3 mars 1959, pour l'achat de \$32,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de La Bostonnais, comté de Laviolette, datées du 2 janvier 1959 et remboursables par séries du 2 janvier 1960 au 2 janvier 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 21 novembre 1958 — construction d'une école de cinq classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 2 avril 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$32,000.00 — 10 ans

Année	Capital
2 janvier 1960	x\$23,000.00
2 janvier 1961	1,000.00
2 janvier 1962	1,000.00
2 janvier 1963	1,000.00
2 janvier 1964	1,000.00
2 janvier 1965	1,000.00
2 janvier 1966	1,000.00
2 janvier 1967	1,000.00
2 janvier 1968	1,000.00
2 janvier 1969	1,000.00

La lettre "x" indique l'année durant laquelle un octroi au montant de \$23,485.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 1960, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Tuque, comté de Laviolette.

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LA BOSTONNAIS
(County of Laviolette)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned Wilbrod Larouche, Secretary-Treasurer, La Bostonnais, county of Laviolette, until 7.00 o'clock p.m. Tuesday, March 3, 1959, for the purchase of an issue of \$32,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of La Bostonnais, county of Laviolette, dated January 2, 1959, and redeemable serially from January 2, 1960 to January 2, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 2, and July 2 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated November 21, 1958 — creation of a five class-room school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 2, 1959.

The table of redemption, is as follows:

Table of redemption — \$32,000.00 — 10 years

Year	Capital
January 2, 1960	x\$23,000.00
January 2, 1961	1,000.00
January 2, 1962	1,000.00
January 2, 1963	1,000.00
January 2, 1964	1,000.00
January 2, 1965	1,000.00
January 2, 1966	1,000.00
January 2, 1967	1,000.00
January 2, 1968	1,000.00
January 2, 1969	1,000.00

The letter "x" indicate the year during which annual payment of a total amount of \$23,485.50, granted by the Provincial Secretary and payable in 1960, will be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Tuque, county of Laviolette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 2 janvier 1966 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to January 2, 1966 inclusively, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 3 mars 1959, à 7.00 heures du soir, à l'école du centre, La Bostonnais, comté de Laviolette.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, March 3, 1959, at 7.00 o'clock p.m., at the Centre School, La Bostonnais, county of Laviolette.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

La Bostonnais, (Comté de Laviolette), ce 10 février 1959.

La Bostonnais (County of Laviolette), February 10, 1959.

Le Secrétaire-trésorier.
WILBROD LAROUCHE.

Secretary-Treasurer.
WILBROD LAROUCHE.

La Bostonnais, (Laviolette), P.Q.
Téléphone: LA 3-4002 à La Tuque. 49884-0

La Bostonnais, (Laviolette), P.Q.
Téléphone: LA 3-4002 to La Tuque. 49884

Province de Québec

Province of Quebec

VILLAGE DE BROWNSBURG
(Comté d'Argenteuil)

VILLAGE OF BROWNSBURG
(County of Argenteuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Vincent Charbonneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Brownsburg, comté d'Argenteuil, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 2 mars 1959, pour l'achat de \$35,500.00 d'obligations du village de Brownsburg, comté d'Argenteuil, datées du 1er mars 1959 et remboursables par séries du 1er mars 1960 au 1er mars 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Vincent Charbonneau, Secretary-Treasurer, City Hall, Brownsburg, county of Argenteuil, until 8.00 o'clock p.m. Monday, March 2, 1959, for the purchase of \$35,500.00 of bonds of the village of Brownsburg, county of Argenteuil dated March 1st, 1959 and redeemable serially from March 1st, 1960 to March 1st, 1974, inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement d'emprunt No. 102 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Loan By-law No. 102 — Waterworks and sewage operations.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$35,500.00 — 15 ans

Table of redemption — \$35,500.00 — 15 years

Année	Capital
1er mars 1960	\$1,500.00
1er mars 1961	1,500.00
1er mars 1962	1,500.00
1er mars 1963	2,000.00
1er mars 1964	2,000.00
1er mars 1965	2,000.00
1er mars 1966	2,000.00
1er mars 1967	2,500.00
1er mars 1968	2,500.00
1er mars 1969	2,500.00
1er mars 1970	2,500.00
1er mars 1971	3,000.00
1er mars 1972	3,000.00
1er mars 1973	3,500.00
1er mars 1974	3,500.00

Year	Capital
March 1st, 1960	\$1,500.00
March 1st, 1961	1,500.00
March 1st, 1962	1,500.00
March 1st, 1963	2,000.00
March 1st, 1964	2,000.00
March 1st, 1965	2,000.00
March 1st, 1966	2,000.00
March 1st, 1967	2,500.00
March 1st, 1968	2,500.00
March 1st, 1969	2,500.00
March 1st, 1970	2,500.00
March 1st, 1971	3,000.00
March 1st, 1972	3,000.00
March 1st, 1973	3,500.00
March 1st, 1974	3,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brownsburg, comté d'Argenteuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, ou avant le 1er mars 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts révisés de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 mars 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de ville, Brownsburg, comté d'Argenteuil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni plus haute ni aucune des soumissions.

Brownsburg, (Comté d'Argenteuil), ce 10 février 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
VINCENT CHARBONNEAU.

Hôtel de Ville, Brownsburg,
(Argenteuil), P.Q.

Téléphone: LECTure 3-6687. 49885-0

Province de Québec

VILLE DE REPENTIGNY,
(Comté de L'Assomption)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Christian LaBoissière, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m. Hôtel de Ville, 351 rue Notre-Dame, Repentigny, (L'Assomption), ou jusqu'à 8.00 heures p.m., école du village, Repentigny, (L'Assomption), lundi, 2 mars 1959, pour l'achat de \$770,000.00 d'obligations de la ville de Repentigny, comté de L'Assomption, datées du 1er mars 1959 et remboursables par séries du 1er mars 1960 au 1er mars 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 79 — \$150,000.00, travaux d'aqueduc; 88 — \$550,000.00, construction d'une usine de filtration et de prise d'eau; et 92 — \$70,000.00, dépenses additionnelles pour l'usine de filtration.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brownsburg, county of Argenteuil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to March 1st, 1966 inclusively; if issued as ten-year short-term bonds, or prior to March 1st, 1967 inclusively if issued for a term of fifteen years; after which date, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 2, 1959 at 8.00 o'clock p.m., at the city hall, Brownsburg, county of Argenteuil.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brownsburg, (County of Argenteuil), this February 10, 1959.

VINCENT CHARBONNEAU,
Secretary-Treasurer.

City Hall, Brownsburg,
(Argenteuil), P.Q.

Telephone: LECTure 3-6687. 49885

Province of Quebec

TOWN OF REPENTIGNY
(County of L'Assomption)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Christian LaBoissière, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., City Hall, 351 Notre Dame Street, Repentigny, (L'Assomption), or until 8.00 o'clock p.m., village school, Repentigny (L'Assomption) Monday, March 2, 1959, for the purchase of \$770,000.00 of bonds of the town of Repentigny, county of L'Assomption, dated March 1st, 1959 and redeemable serially from March 1st, 1960 to March 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 79 — \$150,000.00, water-works; 88 — \$550,000.00, plant for the filtering and intake of water; and 92 — \$70,000.00, additional expenditures for filtration plant.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$770,000.00 — 20 ans

Table of redemption — \$770,000.00 — 20 years

Année	Capital
1er mars 1960	\$10,500.00
1er mars 1961	11,000.00
1er mars 1962	12,000.00
1er mars 1963	12,500.00
1er mars 1964	13,000.00
1er mars 1965	13,500.00
1er mars 1966	15,000.00
1er mars 1967	15,500.00
1er mars 1968	16,000.00
1er mars 1969	17,500.00
1er mars 1970	18,000.00
1er mars 1971	19,000.00
1er mars 1972	20,500.00
1er mars 1973	21,000.00
1er mars 1974	22,500.00
1er mars 1975	23,500.00
1er mars 1976	25,500.00
1er mars 1977	26,500.00
1er mars 1978	28,000.00
1er mars 1979	429,000.00

Year	Capital
March 1st, 1960	\$10,500.00
March 1st, 1961	11,000.00
March 1st, 1962	12,000.00
March 1st, 1963	12,500.00
March 1st, 1964	13,000.00
March 1st, 1965	13,500.00
March 1st, 1966	15,000.00
March 1st, 1967	15,500.00
March 1st, 1968	16,000.00
March 1st, 1969	17,500.00
March 1st, 1970	18,000.00
March 1st, 1971	19,000.00
March 1st, 1972	20,500.00
March 1st, 1973	21,000.00
March 1st, 1974	22,500.00
March 1st, 1975	23,500.00
March 1st, 1976	25,500.00
March 1st, 1977	26,500.00
March 1st, 1978	28,000.00
March 1st, 1979	429,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny, comté de L'Assomption.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Repentigny, county of L'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er mars 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to March 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to March 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to March 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 mars 1959, à 8.00 heures du soir, en la salle de l'école du village, Repentigny, comté de L'Assomption.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on March 2, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the village school hall, Repentigny, county of L'Assomption.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The council does not bind to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny, (Comté de L'Assomption), ce 10 février 1959.

Repentigny, (County of L'Assomption), this February 10, 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
CHRISTIAN LABOISSIÈRE.

CHRISTIAN LABOISSIÈRE,
Secretary-Treasurer.

Adresse postale: Hôtel de Ville,
351, rue Notre-Dame,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 8057 à Repentigny. 49886-0

Post Office Address: City Hall,
351 Notre Dame Street,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 8057 at Repentigny. 49886

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE LAVAL-DES-RAPIDES
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Roland Jamin, secrétaire-trésorier, 398 rue Laurier, Laval-des-Rapides, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 4 mars 1959, pour l'achat de \$340,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Laval-des-Rapides, comté de Laval, datées du 1er février 1959 et remboursables par séries du 1er février 1960 au 1er février 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 25 novembre 1958, telle que modifiée — construction d'une école de 16 classes dans la partie nord-est de la ville.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$340,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1960.....	x \$16,500.00
1er février 1961.....	x 27,500.00
1er février 1962.....	x 39,000.00
1er février 1963.....	x 51,000.00
1er février 1964.....	x 63,500.00
1er février 1965.....	6,500.00
1er février 1966.....	6,500.00
1er février 1967.....	7,000.00
1er février 1968.....	7,500.00
1er février 1969.....	8,000.00
1er février 1970.....	8,500.00
1er février 1971.....	9,000.00
1er février 1972.....	9,000.00
1er février 1973.....	9,500.00
1er février 1974.....	10,500.00
1er février 1975.....	11,000.00
1er février 1976.....	11,500.00
1er février 1977.....	12,000.00
1er février 1978.....	12,500.00
1er février 1979.....	13,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$200,812.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements dont le premier de \$20,081.25, le deuxième de \$30,121.87, le troisième de \$40,162.50, le quatrième de \$50,203.13, et le cinquième de \$60,243.75, de 1960 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF LAVAL-DES-RAPIDES
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Roland Jamin, secretary-treasurer, 398 Laurier Street, Laval-des-Rapides, county Laval, until 8.00 o'clock p.m. Wednesday, March 4, 1959, for the purchase of an issue of \$340,000.00 of bonds for the school Commissioners for the municipality of the town of Laval-des-Rapides, county of Laval, dated February 1st, 1959, and redeemable serially from February 1st, 1960 to February 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated November 25, 1958, as amended — construction of a 16 classroom school in the northeast part of the town.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$340,000.00 — 20 years

Year	Capital
February 1st, 1960.....	x \$16,500.00
February 1st, 1961.....	x 27,500.00
February 1st, 1962.....	x 39,000.00
February 1st, 1963.....	x 51,000.00
February 1st, 1964.....	x 63,500.00
February 1st, 1965.....	6,500.00
February 1st, 1966.....	6,500.00
February 1st, 1967.....	7,000.00
February 1st, 1968.....	7,500.00
February 1st, 1969.....	8,000.00
February 1st, 1970.....	8,500.00
February 1st, 1971.....	9,000.00
February 1st, 1972.....	9,000.00
February 1st, 1973.....	9,500.00
February 1st, 1974.....	10,500.00
February 1st, 1975.....	11,000.00
February 1st, 1976.....	11,500.00
February 1st, 1977.....	12,000.00
February 1st, 1978.....	12,500.00
February 1st, 1979.....	13,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$200,812.50 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments, the first of which is \$20,081.25, the second, \$30,121.87, the third, \$40,162.50, the fourth, \$50,203.13, and the fifth, \$60,243.75, from 1960 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as the head office of the said bank at Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1969 inclusivement si elles sont émises pour le plein terme; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéances d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 4 mars 1959, à 8.00 heures du soir, à 398 rue Laurier, Laval-des-Rapides, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval-des-Rapides, (Comté de Laval), ce 11 février 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND JASMIN.

398 rue Laurier,
Laval-des-Rapides, (Laval), P. Q.
Téléphone: MURRAY 1-1148. 49894-0

Province de Québec

VILLAGE DE HENRYVILLE
(Comté d'Iberville)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Louis-P. Lanoue, secrétaire-trésorier, Henryville, comté d'Iberville, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 4 mars 1959, pour l'achat de \$110,000.00 d'obligations du village de Henryville, comté d'Iberville, dates du 1er mars 1959 et remboursables par séries du 1er mars 1960 au 1er mars 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt numéro 45 — construction d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$110,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1960	\$3,000.00
1er mars 1961	3,500.00
1er mars 1962	3,500.00
1er mars 1963	3,500.00
1er mars 1964	4,000.00
1er mars 1965	4,000.00
1er mars 1966	4,500.00
1er mars 1967	4,500.00
1er mars 1968	5,000.00
1er mars 1969	5,000.00
1er mars 1970	5,500.00
1er mars 1971	5,500.00
1er mars 1972	6,000.00
1er mars 1973	6,500.00

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1966, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1967 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1969, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, March 4, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at 398 Laurier Street, Laval-des-Rapides, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval-des-Rapides, (County of Laval), February 11, 1959.

ROLAND JASMIN,
Secretary-Treasurer.

398 Laurier Ave,
Laval-des-Rapides, (Laval), P. Q.
Telephone: MURRAY 1-1148 49894

Province of Quebec

VILLAGE OF HENRYVILLE
(County of Iberville)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Louis-P. Lanoue, Secretary-Treasurer, Henryville, county of Iberville, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, March 4, 1959, for the purchase of \$110,000.00 of bonds of the Village of Henryville, county of Iberville, dated March 1st, 1959 and redeemable serially from March 1st, 1960 to March 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on March 1st and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law number 45 — Building of sewers.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$110,000.00 — 20 years

Year	Capital
March 1st, 1960	\$3,000.00
March 1st, 1961	3,500.00
March 1st, 1962	3,500.00
March 1st, 1963	3,500.00
March 1st, 1964	4,000.00
March 1st, 1965	4,000.00
March 1st, 1966	4,500.00
March 1st, 1967	4,500.00
March 1st, 1968	5,000.00
March 1st, 1969	5,000.00
March 1st, 1970	5,500.00
March 1st, 1971	5,500.00
March 1st, 1972	6,000.00
March 1st, 1973	6,500.00

1er mars 1974.....	6,500.00	March 1st, 1974.....	6,500.00
1er mars 1975.....	7,000.00	March 1st, 1975.....	7,000.00
1er mars 1976.....	7,500.00	March 1st, 1976.....	7,500.00
1er mars 1977.....	8,000.00	March 1st, 1977.....	8,000.00
1er mars 1978.....	8,500.00	March 1st, 1978.....	8,500.00
1er mars 1979.....	8,500.00	March 1st, 1979.....	8,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean, comté de St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er mars 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 4 mars 1959, à 8.00 heures du soir, au centre paroissial, Henryville, comté d'Iberville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Henryville, (Comté de Iberville), ce 11 février 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS-P. LANOUE.

Henryville, (Iberville), P.Q. 49895-0
Téléphone: 8 sonnez 5.

Province de Québec
—
VILLAGE DE THURSO
(Comté de Papineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, R. Pelletier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue Galipeault, Thurso, comté de Papineau, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 2 mars 1959, pour l'achat de \$62,500.00 d'obligations du village de Thurso, comté de Papineau, datées du 1er mars 1959 et remboursables par séries du 1er mars 1960 au 1er mars 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% l'an, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Deuxième tranche du règlement N° 182 au total de \$125,000.00: \$62,500.00 — travaux d'égoûts, d'aqueduc, ouverture de rues, construc-

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Johns, county of St. Johns.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to March 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to March 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to March 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, inclusively; after which date, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, March 4th, 1959, at 8.00 o'clock p.m. at the Parish Center, Henryville, county of Iberville.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Henryville, (County of Iberville), this February 11, 1959.

LOUIS-P. LANOUE,
Secretary-Treasurer.

Henryville, (Iberville), P.Q. 49895
Telephone: 8 ring 5.

Province of Quebec
—
VILLAGE OF THURSO
(County of Papineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned R. Pelletier, Secretary-Treasurer, City Hall, Galipeault Street, Thurso, county of Papineau, until 8.00 o'clock p.m., Monday, March 2, 1959, for the purchase of \$62,500.00 of bonds of the village of Thurso, county of Papineau, dated March 1st, 1959 and redeemable serially from March 1st, 1960 to March 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on March 1st, and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Second slice of by-law No. 182 of a total amount of \$125,000.00: \$62,500.00 — sewage and waterworks operations, opening of streets, build-

tion de lignes de distribution électrique, construction de trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$62,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1960	\$2,000.00
1er mars 1961	2,000.00
1er mars 1962	2,000.00
1er mars 1963	2,500.00
1er mars 1964	2,000.00
1er mars 1965	2,500.00
1er mars 1966	2,500.00
1er mars 1967	3,000.00
1er mars 1968	2,500.00
1er mars 1969	3,000.00
1er mars 1970	3,000.00
1er mars 1971	3,500.00
1er mars 1972	3,000.00
1er mars 1973	3,500.00
1er mars 1974	4,000.00
1er mars 1975	4,000.00
1er mars 1976	4,500.00
1er mars 1977	4,000.00
1er mars 1978	4,500.00
1er mars 1979	4,500.00

ing of electric power lines, building of sidewalks, etc.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$62,500.00 — 20 years

Year	Capital
March 1st, 1960	\$2,000.00
March 1st, 1961	2,000.00
March 1st, 1962	2,000.00
March 1st, 1963	2,500.00
March 1st, 1964	2,000.00
March 1st, 1965	2,500.00
March 1st, 1966	2,500.00
March 1st, 1967	3,000.00
March 1st, 1968	2,500.00
March 1st, 1969	3,000.00
March 1st, 1970	3,000.00
March 1st, 1971	3,500.00
March 1st, 1972	3,000.00
March 1st, 1973	3,500.00
March 1st, 1974	4,000.00
March 1st, 1975	4,000.00
March 1st, 1976	4,500.00
March 1st, 1977	4,000.00
March 1st, 1978	4,500.00
March 1st, 1979	4,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thurso, comté de Papineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'aux succursales de ladite banque à Ottawa et à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er mars 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 mars 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, rue Galipeault, Thurso, comté de Papineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Thurso, (Comté de Papineau), ce 11 février 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
R. PELLETIER.

Hôtel de Ville, rue Galipeault,
Thurso, (Papineau), P.Q.,
Téléphone: 75.

40896-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Thurso, county of Papineau.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the branches of said bank in Ottawa and Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to March 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to March 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to March 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, inclusively; after which date, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, March 2, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Galipeault Street, Thurso, county of Papineau.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Thurso, (County of Papineau), this February 11, 1959.

R. PELLETIER,
Secretary-Treasurer.

City Hall, Galipeault Street,
Thurso, (Papineau), P.Q.,
Telephone: 75.

49896

Vente d'effets non réclamés

Sale of Unclaimed Baggage

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1958, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue St. Jacques, ouest, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le QUATRE MARS 1959, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 16 janvier 1959.
CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Par le Gérant du service des Postes & Bagages,
49699-4-6-o J. E. TWEEDY

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1958, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, MARCH FOURTH, 1959, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 16th, 1959.
CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: J. E. TWEEDY,
49689-4-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { ARTHUR PAQUIN, ren-
N° 13,471. { tier, domicilié à Ste-
Séraphine, district d'Artha-
baska, demandeur, vs JOACHIM THERRIEN,
résidant à Drummondville, district d'Arthabaska,
défendeur.

Un lot ou emplacement de la contenance de quarante-neuf pieds de large par cent quatre-vingt pieds de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier nord de la ville de Drummondville, sous le numéro trente-un (31), avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Frédéric de la ville de Drummondville, le VINGT-SIXIÈME jour de FÉVRIER 1959 à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Arthabaska, ce 19 janvier 1959. FÉLIX HOULE.
49718-4-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour de Magistrat, { HÔPITAL STE-ANNE
N° 25 183. { INC., corps politique
légalement constitué ayant
sa place d'affaires à 380 Notre-Dame Est, à Victoriaville, P.Q., demandeur, vs HERCULE GOULET, cultivateur de Notre-Dame de Lourdes de Ham, comté de Wolfe, district d'Arthabaska, défendeur.

1° Une terre dans la paroisse de Notre-Dame de Ham, de la contenance d'environ soixante-douze acres en superficie, désignée au cadastre officiel du canton de Ham, pour le premier rang, comme étant la partie sud-est du chemin public traversant ledit rang du lot numéro vingt-sept A (P.S.E. 27A) prenant au nord-ouest au chemin public susdit, et aboutissant en profondeur au dixième rang dudit canton, tenant au sud-ouest au terrain d'Henri Poirier, et au nord-est au terrain de Mme Conrad Ramsay.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { ARTHUR PAQUIN, an-
No. 13,471. { nuitant, domiciled at
Ste-Séraphine, district of Ar-
thabaska, plaintiff, vs JOACHIM THERRIEN,
residing at Drummondville, district of Arthabaska,
defendant.

A lot or emplacement containing forty-nine feet in width by one hundred and eighty feet in depth, known and designated on the official plan and in the book of reference of the north quarter of the town of Drummondville, under number thirty-one (31), with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St-Frédéric of the town of Drummondville, on the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Le Shérif,
Arthabaska, January 19, 1959. FÉLIX HOULE.
49718-4-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Magistrate's Court, { HÔPITAL STE-ANNE
No. 25 183. { INC., a body politic
legally incorporated having
its place of business at 380 Notre-Dame East, at Victoriaville, P.Q., plaintiff, vs HERCULE GOULET, farmer, of Notre-Dame de Lourdes de Ham, county of Wolfe, district of Arthabaska, defendant.

1. A farm in the parish of Notre-Dame de Ham, containing approximately seventy-two acres in area, designated in the official cadaster of the township of Ham, for the first range, as being the southeast part of the public road crossing the said range of lot number twenty-seven A (P.S.E. 27A) starting on the northwest at the above said public road, and ending in depth at the tenth range of the said township, touching on the southwest the land of Henri Poirier, and on the northeast the land of Mrs. Conrad Ramsay.

2° Une maison avec grange-étable et dépendances, avec son emplacement, tel que délimité, situés sur la partie nord-est du numéro vingt-sept A (P. de P. N. O. 27-a), ayant front sur ledit chemin public et bornés de tous autres côtés au surplus de la partie nord-ouest dudit lot.

2. A house with barn-stable and dependencies, with its emplacement, as delimited, situated on the northeast part of number twenty-seven A (Pt. of Pt. N. W. 27-a), having frontage on the said public road and bounded on all other sides by the surplus of the northwest part of the said lot.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes de Ham, comté de Wolfe, le VINGT-CINQUIÈME jour de FÉVRIER 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold at the door of the parochial church of Notre-Dame de Lourdes de Ham, county of Wolfe, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Arthabaska, le 19 janvier 1959. FÉLIX HOULE.
49719-4-2-o

Sheriff's Office, FÉLIX HOULE,
Arthabaska, January 19, 1959. Sheriff.
49719-4-2

BEAUCE

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce
St-Joseph de Beauce, { MONTREAL LIFE
N° 25,637. INS. CO. corps
à savoir: { légalement constitué
ayant un bureau d'affaires à Montréal, contre GRÉGOIRE BEAUDOUIN, de Lac Mégantic, à savoir:

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Beauce
St-Joseph de Beauce, { MONTREAL LIFE
No. 25,637. INS. CO. a body
to wit: { legally incorporated having a business office in Montreal, against GRÉGOIRE BEAUDOUIN, of Lake Mégantic, to wit:

Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot de terre numéro quatre-un (4-1) de la subdivision du lot numéro quatre (4) des plans et livre de renvoi officiels, pour le village d'Agnès, canton de Ditchfield, mesurant une largeur de cent-cinquante pieds (150") en avant et en arrière, sur une profondeur de cent cinquante pieds (150") mesures anglaises; et borné comme suit: en front, par le chemin public, en arrière, par partie du même lot appartenant à Georges Komery; d'un côté par une rue étant le lot numéro 4-2; et de l'autre côté par partie du lot 4-1 appartenant à John Duplessis; avec les constructions dessus faites et dépendances, portant le numéro civique 105 de la rue Agnès.

An immoveable known and designated as being part of lot of land number four-one (4-1) of the subdivision of lot number four (4) on the official plan and in the book of reference for the village of Agnès, township of Ditchfield measuring a width of one hundred and fifty feet (150') in front and in rear, along a depth of one hundred and fifty-feet (150') English measure; and bounded as follows: in front, by the public road, in rear, by part of the same lot belonging to Georges Komery; on one side, by a street being lot number 4-2; and on the other side, by part of lot 4-1, belonging to John Duplessis; with the buildings thereon and dependencies, bearing civic number 105 Agnès Street.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Ste-Agnès en la ville de Lac Mégantic, comté de Frontenac, le SIXIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the door of the parochial church, in the parish of Ste-Agnès, in the town of Lake Mégantic, county of Frontenac, on the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Saint-Joseph de Beauce, J. S. POULIOT.
le 26 janvier 1959. 49768-5-2-o
[Première insertion: 31 janvier 1959.]
[Seconde insertion: 14 février 1959.]

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
St-Joseph de Beauce, Sheriff.
January 26, 1959. 49768-5-2
[First insertion: January 31, 1959.]
[Second insertion: February 14, 1959.]

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois
Cour de Magistrat, { ANDRÉ LAMOUREUX,
N° 7874. REUX, journalier,
à savoir: { de St. Thimothée, (Nitro),
district de Beauharnois,
demandeur, vs RICHARD ST. CYR, faisant affaires seul, sous les nom et raison sociale de Valley Craft, en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dit district. défendeur,

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauharnois
Magistrate's Court, { ANDRÉ, LAMOUREUX,
No. 7874, REUX, laborer, of
to wit: { St. Timothée, (Nitro), district of Beauharnois, plaintiff, vs RICHARD ST. CYR, carrying on business alone under the style and name of Valley Craft, in the city of Salaberry-de-Valleyfield, said district, defendant.

"Le lot de terre désigné au cadastre officiel de la paroisse Ste-Cécile, sous le numéro cent vingt et un de la subdivision du lot numéro soixante-six, mesurant deux cent quarante pieds dans sa ligne sud, cent deux pieds dans sa ligne ouest, dix-huit pieds dans sa ligne est, avec bâtisses dessus construites."

"A lot of land designated on the official cadaster for the parish of Ste-Cécile, under number one hundred and twenty-one of the subdivision of lot number sixty-six, measuring two hundred and forty feet in its southern line, one hundred and two feet in its western line, eighteen feet in its eastern line, with buildings thereon erected."

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice à Salaberry de Valleyfield, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour de FÉVRIER, 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House at Salaberry-de-Valleyfield, THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Salaberry-de-Valleyfield, ERNEST POIRIER.
ce 14 janvier 1959. 49692-4-2-o
[Première insertion le 24 janvier 1959]

Sheriff's Office, ERNEST POIRIER,
Salaberry-de-Valleyfield, Sheriff.
January 14, 1959. 49692-4-2
[First insertion, January 24, 1959]

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, N° 14209. { ALFRED AUMONT, industriel, autrefois de Sainte-Julienne, comté de Montcalm, district de Joliette, et maintenant de Baie St-Paul, comté de Charlevoix, district de Saguenay, et RÉAL AUMONT, chauffeur, autrefois de Sainte-Julienne, comté de Montcalm, district de Joliette, et maintenant de Baie St-Paul, comté de Charlevoix, district de Saguenay, demandeurs, et ledit ALFRED AUMONT et TÉLESPHORE AUMONT, ce dernier cultivateur, demeurant et domicilié à Sainte-Julienne, comté de Montcalm, district de Joliette, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de Dame Ernest Galipeau, en son vivant domiciliée à Sainte-Julienne, dit comté, dit district, intervenants, vs HENRI PIQUET, garagiste, autrefois de Sainte-Julienne, comté de Montcalm, district de Joliette, et maintenant de lieux inconnus, défendeur, et ROBERT PIQUET, commis de bureau et mécanicien, autrefois demeurant et domicilié à Sainte-Julienne, comté de Montcalm, district de Joliette, et maintenant de Montréal, district de Montréal, tiers-saisi.

Comme appartenant au défendeur:

"Un terrain situé en bordure de la route 18, dans le village de Ste-Julienne, connu comme partie du lot numéro cent huit (P. 108) sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm, contenu entre les bornes suivantes: en front par ladite route, en arrière partie au terrain de M. Arthur Rivest, et partie au terrain de M. René Héту, d'un côté vers le sud par le terrain de M. Johnny Duquette, ou représentants, de l'autre côté partie vers le nord par le terrain de M. Armand Landry, vers l'est et vers le nord par le terrain de M. Ernest Pothel."

Avec bâtisses y érigées, garage et dépendances.

Sujet à la servitude de puisage d'eau, à un puits, en faveur de la corporation de la paroisse de Ste-Julienne.

"Un terrain à prendre sur la partie du lot numéro cent un (P. 101) du cadastre de la paroisse de Ste-Julienne, à la largeur deux cent cinquante pieds sur trois cent cinquante pieds de profondeur, mesures anglaises ou l'équivalent en pieds carrés, à prendre soit en bordure de la route actuelle ou améliorée ou en bordure d'une nouvelle route remplaçant la route actuelle, avec réserve cependant pour les demandeurs d'une bande de terre de soixante pieds mesures anglaises, partant de la route 18, pour y établir une route, et le tout avec les servitudes y attachées".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Julienne, le MERCREDI, VINGT-CINQUIÈME jour du mois de FÉVRIER 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, Joliette, ce 20 janvier 1959. ROLAND PERRAULT.
49720-4-2-0

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { BANQUE CANADIENNE NATIONALE de MONTREAL, demanderesse vs FRANÇOIS NAGY, défendeur.

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 14209. { ALFRED AUMONT, industrialist, heretofore of Sainte-Julienne, county of Montcalm, district of Joliette, and presently of Baie St-Paul, county of Charlevoix, district of Saguenay, and RÉAL AUMONT, chauffeur, heretofore of Sainte-Julienne, county of Montcalm, district of Joliette, and presently of Baie St-Paul, county of Charlevoix, district of Saguenay, plaintiffs, and the said ALFRED AUMONT and TÉLESPHORE AUMONT, this latter a farmer, living and residing at Sainte-Julienne, county of Montcalm, district of Joliette, both in the quality of testamentary executors of Dame Ernest Galipeau, in her lifetime domiciled at Sainte-Julienne, said county, said district, intervenants, vs HENRI PIQUET, garaga-keeper, heretofore of Sainte-Julienne, county of Montcalm, district of Joliette, and presently of unknown parts, defendants, and ROBERT PIQUET, office clerk and mechanic, heretofore living and residing at Sainte-Julienne, county of Montcalm, district of Joliette, and presently of Montreal, district of Montreal, garnishee.

As belonging to the defendant:

"A lot of land bordering route 18, in the village of Ste-Julienne, known as part of lot number one hundred and eight (Pt. 108) on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of Ste-Julienne, county of Montcalm, contained within the following boundaries: in front by the said route, in rear, partly by the lot of land of Mr. Arthur Rivest, and partly by the land of Mr. René Héту, on one side towards the south by the land of Mr. Johnny Duquette, or representatives, on the other side, partly on the north, by the lot of land of Mr. Armand Landry, on the east and on the north, by the lot of land of Mr. Ernest Pothel."

With buildings thereon erected, garage and dependencies.

Subject to the servitude of drawing water, at a well, in favor of the corporation of the parish of Ste-Julienne.

"A lot of land to be taken on part of lot number one hundred and one (Pt. 101) of the cadaster for the parish of Ste-Julienne, of the width of two hundred and fifty feet by three hundred and fifty feet in depth, english measure or its equivalent in square feet, to be taken either on the border of the present or improved route or on the border of a new route replacing the present route, with reserve, however, for the plaintiffs of a band of land of sixty feet english measure, starting from route 18, to establish a route, and the whole with the servitudes thereto attached."

To be sold at the door of the parochial church door of Sainte-Julienne, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of FEBRUARY, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Joliette, January 20, 1959. Sheriff.
49720-4-2-0

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { CANADIAN NATIONAL BANK, plaintiff, vs FRANÇOIS NAGY, defendant.

1° Un immeuble ayant front sur la rue Chambord, en la Cité de Montréal, connu et désigné sous les numéros deux cent sept et deux cent huit de la subdivision officielle du lot numéro quatre (4-207 et 208) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte St-Louis, avec les maisons dessus construites et notamment celle portant le numéro 5878 de ladite rue Chambord.

2° Un immeuble situé en la Ville de Pont-Viau, Comté de Laval, ayant front sur le boulevard de la Concorde, connu et désigné sous les numéros quarante-huit et quarante-neuf de la resubdivision officielle du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro trente-quatre (34-1-48 et 49) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul; avec toutes les bâtisses dessus construites et notamment celles portant les numéros 504, 506, et 506-a de la rue Lahaie et 61 du boulevard de la Concorde.

3° Un immeuble situé à Pincoirt Ile Perrôt mesurant deux cent vingt pieds de largeur sur trois cent soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, faisant partie du lot originaire numéro cent vingt et un (Partie 121) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrôt, bornée ladite partie comme suit: en front à l'ouest par un chemin privé conduisant au boulevard Ducharme vers le nord et en arrière vers l'est par l'emplacement du Dr. A. Fortin ou représentants et vers le sud et de l'autre côté par W. Desrochers ou représentants, étant d'autres parties du même lot 121, avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment deux maisons.

Le premier paragraphe pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIÈME jour de FÉVRIER 1959, à DIX heures du matin.

Le deuxième paragraphe pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse St. Christophe de Pont-Viau, le VINGT-SEPTIÈME jour de FÉVRIER 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le troisième paragraphe pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Ste. Jeanne de Chantal de l'Ile Perrôt, le VINGT-HUITIÈME jour de FÉVRIER 1959, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & LAURENCELLE.
Bureau du Shérif, Montréal, 21 janvier 1959. 49740-4-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: { CAPLAN MOTORS
N° 448103. { SERVICENTRE,
demanderesse vs GEORGE
BOURBONNAIS, défendeur.

"Un emplacement situé dans la municipalité est de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, composé du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante et un (41-161) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, y compris toute bâtisse dessus construite. Cet immeuble porte le numéro 88, 1ère avenue Parc des Érables, Ste-Rose."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Rose, comté de Laval, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CAISSE & LAURENCELLE.
Bureau du Shérif, Montréal, 10 février 1959. 49881-7-2-o

1. An immoveable having frontage on Chambord Street, in the City of Montreal, known and designated under numbers two hundred and seven and two hundred and eight of the official subdivision of lot number four (4-207 and 208) on the official plan and in the book of reference of the Incorporated Village of Côte St-Louis, with the houses thereon erected and notable the one bearing number 5878 of the said Chambord Street.

2. An immoveable situated in the Town of Pont-Viau, County of Laval, having frontage on the Boulevard de la Concorde, known and designated under numbers forty-eight and forty-nine of the official resubdivision of lot number one of the official subdivision of lot number thirty-four (34-1-48 and 49) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent de Paul; with all the buildings thereon erected and notably those bearing numbers 504, 506 and 506-a of Lahaie Street and 61 of the Boulevard de la Concorde.

3. An immoveable situated at Pincoirt Ile Perrôt measuring two hundred and twenty feet in width by three hundred and seventy-five feet in depth, English measure, forming part of the original lot number one hundred and twenty-one (Part 121) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrôt, bounded the said part as follows: in front, on the west, by a private road, leading to the Ducharme Boulevard on the north, and in rear, towards the east by the emplacement of Dr. A. Fortin or representatives and on the south and on the other side by W. Desrochers or representatives, being other parts of the same lot 121, with all the buildings thereon erected and notably two houses.

The first paragraph to be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY, 1959 at TEN o'clock in the morning.

The second paragraph to be sold, at the parochial church door of the parish of St. Christophe de Pont-Viau, on the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

The third paragraph to be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Jeanne de Chantal of l'Ile Perrôt, on the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY, 1959, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & LAURENCELLE,
Sheriff's Office, Montreal, January 21, 1959. 49740-4-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court—District of Montréal

Montreal, to wit: { CAPLAN MOTORS
No. 448103. { SERVICENTRE,
plaintiff vs GEORGE
BOURBONNAIS, defendant.

"An emplacement situated in the East Municipality of the parish of Ste-Rose, county of Laval, composed of lot of land known and designated under number one hundred and sixty-one of the official subdivision of the original lot number forty-one (41-161) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Rose, county of Laval, comprised therein any building thereon erected. This immoveable bears number 88, 1st Avenue, Maple Park, Ste. Rose.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Ste-Rose, county of Laval, on the NINETEENTH day of MARCH 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,
Sheriff's Office, Montreal, February 10th, 1959. 49881-7-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 18,160. { **BURGER-ELLEN INC.** une corporation ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, demanderesse vs **GEORGES RIVARD**, de l'endroit appelé Ste-Félicité, district de Rimouski, défendeur.

Le N° 13-4 de figure irrégulière borné au nord par le fleuve St-Laurent, à l'est par le lot treize-cinq (13-5), au sud par le boulevard Perron, à l'ouest, par le lot treize-sept (13-7), mesurant cinquante-deux (52') pieds au nord, trente-huit (38') pieds à l'est, cinquante-trois pieds quatre dixième (53.4'') au sud, trente-huit (38') pieds à l'ouest, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

De figure irrégulière le N° (13-6), borné au nord par le boulevard Perron, à l'est, par le lot treize-deux (13-2) au sud, par le lot treize-un (13-1), à l'ouest, par le lot treize-trois (13-3), mesurant cinquante-huit (58') pieds au nord, cent (100') pieds à l'est, soixante-deux (62') pieds au sud, cent treize (113') pieds à l'ouest, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Félicité, le VINGT-CINQUIÈME jour de FÉVRIER 1959, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 19 janvier 1959. 49710-4-2-0

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 20,508. { **MME GERTRUDE OTIS**, ménagère, St-Félicien, épouse séparée de biens de Joseph Têtu, marchand de St-Félicien district de Roberval et ledit Joseph Têtu marchand de St-Félicien, pour autoriser son épouse, demandeurs, vs **RAYMOND OTIS**, de Chibougamau et Roberval, district de Roberval et Abitibi-Est, défendeur.

AVIS DE VENTE

"Un terrain emplacement, situé en la ville minière de Chibougamau, connu et désigné sous le numéro cent quarante-cinq, (N° 145), du Bloc "D", aux plan et livre de renvoi officiels du canton McKenzie, comté d'Abitibi-Est, division d'enregistrement Lac St-Jean-Ouest, avec maison dessus construite, appartenances et dépendances; le tout, la propriété de Raymond Otis."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Marcel de Chibougamau, comté d'Abitibi-Est, le VINGT-SIXIÈME (26) jour de FÉVRIER 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, du district de Roberval,
Palais de Justice, LÉON-MAURICE LAVOIE.
District de Roberval,
le 14 janvier, 1959. 49708-4-2-0
[Première insertion: le 24 janvier 1959]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 18,160. { **BURGER-ELLEN INC.** a corporation having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, plaintiff vs **GEORGES RIVARD**, at a place called Ste-Félicité, district of Rimouski, defendant.

The No. 13-4, of irregular figure, bounded on the north by the St. Lawrence River, on the east, by lot thirteen-five (13-5), on the south by the Perron Boulevard, on the west, by lot thirteen-seven (13-7), measuring fifty-two (52') feet on the north, thirty-eight (38') feet on the east, fifty-three feet four-tenths (53.4'') on the south, thirty-eight (38') feet on the west, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Of irregular figure No. (13-6), bounded on the north by the Perron Boulevard, on the east, by lot thirteen-two (13-2), on the south, by lot thirteen-one (13-1), on the west, by lot thirteen-three (13-3), measuring fifty-eight (58') feet on the north, one hundred (100') feet on the east, sixty-two (62') feet on the south, one hundred and thirteen (113') feet on the west, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Félicité, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon, (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, January 19, 1959. 49710-4-2

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 20,508. { **MRS. GERTRUDE OTIS**, housewife, St-Félicien, wife separate as to property of Joseph Têtu, merchant of St-Félicien, district of Roberval and the said Joseph Têtu, merchant of St-Félicien, to authorize his wife, plaintiffs, vs **RAYMOND OTIS**, of Chibougamau and Roberval, district of Roberval and Abitibi-East, defendants.

NOTICE OF SALE

"An emplacement lot, situated in the mining town of Chibougamau, known and designated under number one hundred and forty-five, (No. 145), of block "D", on the official plan and in the book of reference of the McKenzie township, county of Abitibi-East, registration division of Lake St-John-West, with house thereon erected, appurtenances and dependencies; the whole, the property of Raymond Otis."

To be sold at the church door of the parish of St-Marcel of Chibougamau, county of Abitibi-East, on the TWENTY-SIXTH (26) day of FEBRUARY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, Sheriff of the
Court House, District of Roberval.
District of Roberval,
January 14, 1959. 49708-4-2
[First insertion: January 24, 1959]

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { **CÔTÉ BOIVIN & CIE**
N° 21,670. { **INC.**, corps politique
et légalement constitué, ayant
son principal bureau d'affaires à Chicoutimi et
un bureau d'affaires à Roberval, district de
Roberval, demanderesse, vs **CHIBOUGAMAU**
CONCRÈTE PRODUCTS CO. LTD., corps
politique et légalement constitué, ayant son prin-
cipal bureau d'affaires à Chibougamau, district de
Roberval, défenderesse.

AVIS DE VENTE

"A titre de possesseur "Animo Domini"
"Tous les droits que ladite "Chibougamau
Concrete Products Co. Ltd." possèdent en vertu
du bail emphythéotique consenti par le Gouver-
nement de la Province de Québec, sur le lot
neuf cent seize (916) bloc "D" canton Mackenzie,
district d'Abitibi-Est, et les bâtisses dessus con-
struites, appartenances et dépendances dont elle
est propriétaire."
Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse St-Marcel de Chibougamau, comté
d'Abitibi-Est, le VINGT-SIXIÈME (26) jour
de FÉVRIER 1959, à TROIS heures de l'après-
midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, du district de Roberval,
Palais de Justice, LÉON MAURICE LAVOIE.
District de Roberval,
le 14 janvier 1959. 49713-4-2-o
[Première insertion: le 24 janvier 1959]

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { **DAME ALICE MARIE**
N° 21,655. { **CONNOLLY**, veuve de
feu J.-Albert Paquet, de son
vivant domicilié à Ile Maligne, et elle-même
commerçante domiciliée à Ile Maligne, deman-
deresse, vs **LOUIS GEORGES HUDON**, de
St-Henri de Taillon, défendeur.

"Le lot de terre connu et désigné sous le numéro
dix-huit (18), aux plan et livre de renvoi officiels
pour le deuxième rang du canton Taillon, avec
tous les bâtiments dessus érigés, circonstances et
dépendances, sauf à distraire, l'emplacement de
Armand Hudon."

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Henri de Taillon, comté de Lac
St-Jean, le DIX-NEUVIÈME (19) jour de
MARS, 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif du district
Palais du Justice, de Roberval.
LÉON MAURICE LAVOIE,
District de Roberval,
le 4 février, 1959. 49882-7-2-o
[Première insertion, le 14 février, 1959.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne
Montréal

Cour Supérieure, { **LA BANQUE PROVIN-**
N° 440348. { **CIALE DU CANADA**,
corps politique et incorporé,
ayant son siège social et sa principale place d'affaires

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Superior Court, { **CÔTÉ BOIVIN & CIE**
No. 21,670. { **INC.**, a body politic
and legally incorporated, hav-
ing its head office in Chicoutimi and a business
office at Roberval, district of Roberval, plaintiff,
vs **CHIBOUGAMAU CONCRÈTE PRODUCTS**
CO. LTD., a body politic and legally incorporat-
ed, having its head office at Chibougamau, dis-
trict of Roberval, defendant.

NOTICE OF SALE

"As ownership title "Animo Domini"
"All the rights that the said "Chibougamau
Concrete Products Co. Ltd." own under emphy-
teutic lease consented to by the Government of the
Province of Quebec, on lot nine hundred and
sixteen (916) block "D" township MacKenzie,
district of Abitibi East, and the buildings thereon
erected, appurtenances and dependencies of which
it is the proprietor."
To be sold at the church door of the parish of
St-Marcel of Chibougamau, county of Abitibi-
East, on the TWENTY-SIXTH (26) day of
FEBRUARY, 1959, at THREE o'clock in the
afternoon.

LÉON MAURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, Sheriff of
Court House, the District of Roberval.
District of Roberval,
January 14, 1959. 49713-4-2
[First insertion: January 24, 1959]

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Superior Court, { **DAME ALICE MARIE**
No. 21,655. { **CONNOLLY**, widow of
the late J. Alfred Paquet, in
his lifetime domiciled at Ile Maligne, and the
said widow carrying on business at Ile Maligne,
plaintiff vs **LOUIS GEORGES HUDON**, of
St-Henri de Taillon, defendant.

"Lot of land known and designated under
number eighteen (18) on the official plan and in
the book of reference for the second range of
the township Taillon, with all the buildings there-
on erected, circumstances and dependencies,
save to withdraw the emplacement of Armand
Hudon."

To be sold at the parish church door of Saint-
Henri de Taillon, county of Lake St-John, on the
NINETEENTH (19) day of MARCH, 1959, at
TWO o'clock in the afternoon.

LÉON MAURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, Sheriff of the District
Court House, of Roberval.
District of Roberval.
February 4, 1959. 49882-7-2
[First insertion: February 14, 1959]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne
Montréal

Superior Court, { **THE PROVINCIAL**
No. 440348. { **BANK OF CANADA**,
body politic and corporate,
having its head office and its principal place of

fares dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs DAME VEUVE N. ANBER, de Ste-Thérèse, district de Terrebonne, P.Q., défenderesse.

business in the city and district of Montreal, plaintiff vs DAME VEUVE N. ANBER, of Ste-Thérèse, district of Terrebonne, P.Q., defendant.

AVIS DE VENTE

L'immeuble ci-après désigné, en la possession de la défenderesse, dame veuve N. Anber, savoir;

"Un emplacement situé à l'angle des rues Blainville et Turgeon, en la ville de Ste-Thérèse, et composé comme suit;

a) Du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-neuf (89-1) des plan et livre de renvoi officiels du village de Ste-Thérèse de Blainville;

b) Du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-dix (90-1) des même plan et livre de renvoi officiels;

c) Du lot numéro deux et du lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-onze (91-2 et 4) desdits plan et livre de renvoi officiels du village de Ste-Thérèse de Blainville;

Tel que le tout se trouve actuellement et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble, et avec toutes les bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, JEUDI, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS mil neuf cent cinquante-neuf (19 mars 1959) à DIX heures (10 hrs) de l'avant-midi.

Conditions; argent comptant.

Bureau du Shérif, Le Shérif, GEO. AUCLAIR. St-Jérôme, 9 février 1959. 49883-7-2-o

NOTICE OF SALE

The immoveable hereinafter designated, in the possession of the defendant, dame veuve N. Anber, to wit:

"An emplacement situated at the corner of Blainville and Turgeon Streets, in the town of Ste-Thérèse, and composed of the following:

a) Lot number one of the official subdivision of lot number eighty-nine (89-1) of the official plan and book of reference of the village of Ste-Thérèse de Blainville;

b) Lot number one of the official subdivision of lot number ninety (90-1) of the same official plan and book of reference;

c) Lot number two of lot number four of the official subdivision of lot number ninety-one (91-2 and 4) of the said official plan and book of reference of the village of Ste. Thérèse de Blainville;

All of which as it actually stands all the servitudes both active and passive, apparent or unapparent, attached to said immoveable, together with all the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Ste. Thérèse de Blainville, county of Terrebonne, THURSDAY the NINETEENTH day of MARCH one thousand nine hundred and fifty-nine (March 19, 1959) at TEN o'clock (10.00 o'clock) in the forenoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office, GEO. AUCLAIR, Sheriff. St-Jérôme, February 9, 1959. 49883-7-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 7

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

85 — Distributeurs de pain, région de Montréal.....	778
86-A — Chapellerie pour hommes et garçons, Province.....	780

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

725

AVIS DIVERS:

Beauty Homes Inc. (Règlement).....	783
Don-Mar Realty Limited (Dist. de l'actif).....	783
Édifice des Arts Graphiques Limitée (Directeurs).....	785
Hôpital Jean Talon (Règlement).....	785
La Compagnie Minière des Agrégots Légers du Québec (Dist. de l'actif).....	784
Lachine Super Market Inc. (Directeurs).....	785
Lakeshore Unitarian Church (Directeurs).....	784
Les Producteurs de Meubles de Plessisville Inc. (Fondation).....	784
L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales (Nom changé).....	783
Nicolet, ville (Règlement 177).....	784
Pointe-Gatineau (Erection).....	782
Saguenay Industries Limited — Les Industries Saguenay Limitée (Directeurs).....	786

Index of the Quebec Official Gazette, No. 7

ORDERS IN COUNCIL

85 — Bread distributors, region of Montreal.....	778
86-A — Men's and boys' hat and cap, Province.....	780

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

725

MISCELLANEOUS NOTICES:

Beauty Homes Inc. (By-Law).....	783
Don-Mar Realty Limited (Dist. of assets).....	783
Graphic Arts Building Limited (Directors).....	785
Hôpital Jean Talon (By-Law).....	785
The Quebec Lightweight Aggregates Mining Corporation (Dist. of assets).....	784
Lachine Super Market Inc. (Directors).....	785
Lakeshore Unitarian Church (Directors).....	784
Les Producteurs de Meubles de Plessisville Inc. (Foundation).....	784
The Equitable, General Insurance Company (Name changed).....	783
Nicolet, ville (By-Law 177).....	784
Pointe-Gatineau (Erection).....	782
Saguenay Industries Limited — Les Industrie Saguenay Limitée (Directors).....	786

St. Aloysius Parish Credit Union (Fon- dation).....	784	St. Aloysius Parish Credit Union (Foun- dation).....	784
Standard Structural Steel Ltd. (Direc- teurs).....	785	Standard Structural Steel Ltd (Direc- teurs).....	785
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Don-Mar Realty Limited.....	785	Don-Mar Realty Limited.....	786
Heamoor Investments Ltd.....	787	Heamoor Investments Ltd.....	787
J. A. Rainville Limitée.....	786	J. A. Rainville Limitée.....	786
DEMANDE À LA LÉGISLATURE:		APPLICATION TO LEGISLATURE:	
Granby, comm. d'écoles cath.....	787	Granby, Cath. school comm!.....	787
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
Chicoutimi, paroisse.....	788	Chicoutimi, parish.....	788
La Tuque, ville.....	787	La Tuque, town.....	787
Ste-Véronique-de-Turgeon.....	788	Ste-Véronique-de-Turgeon.....	788
St-Benjamin.....	788	St-Benjamin.....	788
St-Norbert.....	787	St-Norbert.....	787
St-Philippe.....	788	St-Philippe.....	788
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
St-Vincent de Paul, paroisse.....	788	St-Vincent de Paul, parish.....	788
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or Trades of:</i>	
Barbiers et coiffeurs, région de Montréal (Modification).....	807	Barbers and hairdressers, region of Montreal (Amendment).....	807
Boulangerie et Pâtisserie des Trois- Rivières (Prélèvement).....	789	Boulangerie et Pâtisserie des Trois- Rivières (Levy).....	789
Commerce de l'Alimentation en Détail de Québec (Prélèvement).....	790	Retail Food Trade of Quebec (Levy)...	790
Construction, région de Hull (Modifi- cation).....	794	Construction, region of Hull (Amend- ment).....	794
Convention collective de travail rela- tive à l'industrie de la construction dans la région d'Abitibi.....	797	Collective Labor agreement relative to the construction industry in the region of Abitibi.....	797
Garage, district électoral de Drum- mond (Modification).....	795	Garage, electoral district of Drum- mond (Amendment).....	795
Épiciers et Bouchers de Sherbrooke (Modification).....	792	Grocers and Butchers of Sherbrooke (Amendment).....	792
Établissements commerciaux de Coati- cook (Modification).....	793	Commercial establishments of Coati- cook (Amendment).....	793
Garages, Ile de Montréal (Modifica- tion).....	793	Garage, Island of Montreal (Amend- ment).....	793
LETTRES PATENTES :		LETTERS PATENT:	
Aird Holding Ltd.....	726	Aird Holding Ltd.....	726
Airtha Associates Limited.....	727	Airtha Associates Limited.....	727
Alpha Ferland Auto Incorporée.....	727	Alpha Ferland Auto Incorporée.....	727
Alpha Tool Corporation.....	727	Alpha Tool Corporation.....	727
Artisanat Liturgique Inc.....	728	Artisanat Liturgique Inc.....	728
A. Setlakwe Limited — A. Setlakwe Limitée.....	728	A. Setlakwe Limited — A. Setlakwe Limitée.....	728
Auberge de la Montagne Inc.....	728	Auberge de la Montagne Inc.....	728
Avrum Investments Inc.....	729	Avrum Investments Inc.....	729
Barney Monieson Inc.....	729	Barney Monieson Inc.....	729
Beauparc Inc.....	729	Beauparc Inc.....	729
Berko Enterprises Limited.....	730	Berko Enterprises Limited.....	730
Berma Construction Inc.....	730	Berma Construction Inc.....	730
Blackstone Building Corporation.....	730	Blackstone Building Corporation.....	730
Boulangerie Mauricienne Inc.....	731	Boulangerie Mauricienne Inc.....	731
Brel Corporation.....	731	Brel Corporation.....	731
Brookfield Construction Ltd.....	731	Brookfield Construction Ltd.....	731
Buffalo Construction Ltd.....	732	Buffalo Construction Ltd.....	732
Byron Electric Corporation.....	732	Byron Electric Corporation.....	732
Camp Shop Inc.....	732	Camp Shop Inc.....	732

Candiac Services Limited — Les Services Candiac Limitée.....	733	Candiac Services Limited — Les Services Candiac Limitée.....	733
Cemp South Shore Shopping Plaza Limited.....	733	Cemp South Shore Shopping Plaza Limited.....	733
Centre de Ski de Matane Incorporée... Certified Appraised Real Estate (Care), Inc.....	733 734	Centre de Ski de Matane Incorporée... Certified Appraised Real Estate (Care), Inc.....	733 734
Citrus Corporation of America (Canada) Ltd.....	734	Citrus Corporation of America (Canada) Ltd.....	734
Club de Curling Etchemin Inc. — Etchemin Curling Club Inc.....	734	Club de Curling Etchemin Inc. — Etchemin Curling Club Inc.....	734
Coastal Dredging Ltd.....	735	Coastal Dredging Ltd.....	735
Commercial Photo Service Inc.....	735	Commercial Photo Service Inc.....	735
Danalan Investments Ltd.....	735	Danalan Investments Ltd.....	735
Delmar Investment Co.....	735	Delmar Investment Co.....	735
Delorme Automobile Ltée.....	736	Delorme Automobile Ltée.....	736
Détection Électronique du Feu Incorporée.....	736	Détection Électronique du Feu Incorporée.....	736
Effex Investment Corp.....	737	Effex Investment Corp.....	737
Émilien Fréchette Limitée.....	737	Émilien Fréchette Limitée.....	737
Errol Enterprises Ltd.....	737	Errol Enterprises Ltd.....	737
Eugène Hamelin Inc.....	738	Eugène Hamelin Inc.....	738
Everyman's Bookshop Ltd.....	738	Everyman's Bookshop Ltd.....	738
Exposition du Meuble Inc.....	738	Exposition du Meuble Inc.....	738
Faculty Investment Inc.....	739	Faculty Investment Inc.....	739
Fairland Limited.....	739	Fairland Limited.....	739
Falcon Development Corp.....	739	Falcon Development Corp.....	739
Ferronnerie Leveillé Ltée.....	740	Ferronnerie Leveillé Ltée.....	740
F. J. Gunston Corporation.....	740	F. J. Gunston Corporation.....	740
Foyer d'Accueil Domremy Inc.....	740	Foyer d'Accueil Domremy Inc.....	740
F. X. Lamontagne Inc.....	741	F. X. Lamontagne Inc.....	741
Gale Realities & Development Corp... Goubaud de Paris (Québec) Inc.....	741 741	Gale Realities & Development Corp... Goubaud de Paris (Québec) Inc.....	741 741
Gren Inc.....	742	Gren Inc.....	742
Grondines & Frère Inc.....	742	Grondines & Frère Inc.....	742
Howrich Motors Ltd.....	742	Howrich Motors Ltd.....	742
Inland Land Development Corp.....	743	Inland Land Development Corp.....	743
Institut St-André Inc.....	743	Institut St-André Inc.....	743
Island Automotive Co. Ltd.....	743	Island Automotive Co. Ltd.....	743
J. A. Levesque Inc.....	744	J. A. Levesque Inc.....	744
Jasper Construction Ltd.....	744	Jasper Construction Ltd.....	744
J. A. Vincent Inc.....	744	J. A. Vincent Inc.....	744
J. M. Clément Ltée.....	745	J. M. Clément Ltée.....	745
Jutex Development Corp.....	745	Jutex Development Corp.....	745
Kir-Gar Investments Ltd.....	745	Kir-Gar Investments Ltd.....	745
La Ganterie Beauceronne Ltée.....	746	La Ganterie Beauceronne Ltée.....	746
La Tribune de la Presse du Parlement de Québec — The Quebec Parliamentary Press Gallery.....	746	La Tribune de la Presse du Parlement de Québec — The Quebec Parliamentary Press Gallery.....	746
L'Auberge du Port Inc.....	746	L'Auberge du Port Inc.....	746
Léo Lorrain Inc.....	747	Léo Lorrain Inc.....	747
Les Entreprises Port-Royal Inc. — Port-Royal Enterprises Inc.....	747	Les Entreprises Port-Royal Inc. — Port-Royal Enterprises Inc.....	747
Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil.....	747	Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil.....	747
Les Habitations Gentilly Inc.....	748	Les Habitations Gentilly Inc.....	748
Les Loisirs Jean Le Prévost Inc.....	748	Les Loisirs Jean Le Prévost Inc.....	748
Les Kozlov Realities Limited.....	748	Les Kozlov Realities Limited.....	748
L'Oeuvre des Loisirs de Plessisville, Inc.	749	L'Oeuvre des Loisirs de Plessisville, Inc.	749
Lou Boudrias Sales Co. Ltd.....	749	Lou Boudrias Sales Co. Ltd.....	749
Marvel Development Corp.....	749	Marvel Development Corp.....	749
Master Construction Company Limited	750	Master Construction Company Limited	750
Mendel Investments Corp.....	750	Mendel Investments Corp.....	750
Mike Spaghetti House Inc.....	750	Mike Spaghetti House Inc.....	750
Mill-Hill Development Corp.....	751	Mill-Hill Development Corp.....	751
Montreal Overseas Trading Company	751	Montreal Overseas Trading Company	751
Montreal Security Service Bureau Inc.	751	Montreal Security Service Bureau Inc.	751
Nathalie-Vine Blouse Corporation...	752	Nathalie-Vine Blouse Corporation...	752
Nor-Ben Investment Co. Ltd.....	752	Nor-Ben Investment Co. Ltd.....	752
Nordic Compagnie Limitée.....	753	Nordic Compagnie Limitée.....	753
Noremac Investments Ltd.....	753	Noremac Investments Ltd.....	753
Norfin Investments Ltd.....	753	Norfin Investments Ltd.....	753
N. Smith Limitée.....	754	N. Smith Limitée.....	754
Pathways Inc.....	754	Pathways Inc.....	754
Penidas Investments Ltd.....	754	Penidas Investments Ltd.....	754
Placements Dorion Investments Inc...	755	Placements Dorion Investments Inc...	755
Plenta Development Inc.....	755	Plenta Development Inc.....	755
Plymouth Construction Ltd.....	755	Plymouth Construction Ltd.....	755

Preston's Physical Culture Inc.....	756	Preston's Physical Culture Inc.....	756
Proteous Investments Ltd.....	756	Proteous Investments Ltd.....	756
Pyramid Realities Ltd.....	756	Pyramid Realities Ltd.....	756
Quality Investment Inc.....	757	Quality Investment Inc.....	757
Quebec Camp for Diabetic Children Inc. — Camp pour Enfants Diabé- tiques de Québec, Inc.....	757	Quebec Camp for Diabetic Children Inc. — Camp pour Enfants Diabé- tiques de Québec, Inc.....	757
Québec Véhicules Inc. — Quebec Ve- hicles Inc.....	757	Québec Véhicules Inc. — Quebec Ve- hicles Inc.....	757
Quille—O—Drome Ltée.....	758	Quille—O—Drome Ltée.....	758
Quilles Pie IX Inc.—Pie IX Bowling Inc.....	758	Quilles Pie IX Inc.—Pie IX Bowling Inc.....	758
Rayton Realities Inc.....	758	Rayton Realities Inc.....	758
Reichman Bros. & Co. Ltd.....	759	Reichman Bros. & Co. Ltd.....	759
Retsilla Holding Corporation.....	759	Retsilla Holding Corporation.....	759
Rex Development Corp.....	759	Rex Development Corp.....	759
Robichaud Electric Inc.....	760	Robichaud Electric Inc.....	760
Rickhill Holdings Ltd.....	760	Rickhill Holdings Ltd.....	760
Robers Supplies Inc.....	760	Robers Supplies Inc.....	760
Sanguinet Oil Products Ltd.....	761	Sanguinet Oil Products Ltd.....	761
Sani-Milk Company Ltd.....	761	Sani-Milk Company Ltd.....	761
Sanwood Inc.....	761	Sanwood Inc.....	761
Select Fabrics Ltd.....	762	Select Fabrics Ltd.....	762
Shorehaven Development Corp.....	762	Shorehaven Development Corp.....	762
Sorex Inc.....	762	Sorex Inc.....	762
Standard Meat & Poultry Market Inc.	763	Standard Meat & Poultry Market Inc.	763
Star Appetizing Products Inc.....	763	Star Appetizing Products Inc.....	763
Stillmeadows Company Limited.....	764	Stillmeadows Company Limited.....	764
Sylva Inc.....	764	Sylva Inc.....	764
Tellier & Groleau Inc.....	764	Tellier & Groleau Inc.....	764
The Colton Corporation.....	765	The Colton Corporation.....	765
The Key Construction Inc.....	765	The Key Construction Inc.....	765
The Place d'Armes—St. James Street— Victoria Square Businessmen's As- sociation—L'Association des Hommes d'Affaires de la Place d'Armes—Rue St. Jacques—Carré Victoria.....	765	The Place d'Armes—St. James Street— Victoria Square Businessmen's As- sociation—L'Association des Hommes d'Affaires de la Place d'Armes—Rue St. Jacques—Carré Victoria.....	765
The Popular Shop Inc.....	766	The Popular Shop Inc.....	766
Thibo Auto & Sport, Incorporée.....	766	Thibo Auto & Sport, Incorporée.....	766
Titan Development Corp.....	767	Titan Development Corp.....	767
Trans-City Taxi Inc.....	767	Trans-City Taxi Inc.....	767
Turbo Incorporated.....	767	Turbo Incorporated.....	767
Two Eighty-Six Corp.....	768	Two Eighty-Six Corp.....	768
Urban Publishing Co. Ltd.....	768	Urban Publishing Co. Ltd.....	768
Viviane Hosiery Mills Ltd.....	768	Viviane Hosiery Mills Ltd.....	768
Windsor Development Corp.....	769	Windsor Development Corp.....	769
Witmyer Investments Inc.....	769	Witmyer Investments Inc.....	769

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Astor Arms Apartments Inc.....	769
Cercueils Atlas Caskets Inc.....	769
Classy Formal Wear Inc.....	770
Cobra Industries Inc.....	770
Conex Corporation—La Corporation Conex.....	770
Custom Built Homes Corporation.....	770
Cyclorama de Jérusalem Inc.....	771
Diamond-Oslinger Inc.....	771
Diversified Investments Corporation ..	771
Donald Kirk Enterprises Ltd.....	771
Eastern Townships Warehousing Ltd. .	772
E. J. Chartier Inc.....	772
Entreprises Beaubien Inc.....	772
Fiber-Plast Company Ltd.....	773
Gaz National Inc.—National Gas Inc..	773
Gotham Investment Corporation.....	773
Henry Horky Ltd.....	773
Holt, Renfrew & Co., Limited.....	774
Hygrade Food Products Incorporated .	774
Lachine Remnant Store Ltd.....	774
Lasnier & Galipeau Limitée — Lasnier & Galipeau Limited.....	774
Les Agences Grenache Inc.—Grenache Agencies Inc.....	775
Les Industries de la Rive Sud, Ltée — South Shore Industries Ltd.....	775

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Astor Arms Apartments Inc.....	769
Cercueils Atlas Caskets Inc.....	769
Classy Formal Wear Inc.....	770
Cobra Industries Inc.....	770
Conex Corporation—La Corporation Conex.....	770
Custom Built Homes Corporation.....	770
Cyclorama de Jérusalem Inc.....	771
Diamond-Oslinger Inc.....	771
Diversified Investments Corporation ..	771
Donald Kirk Enterprises Ltd.....	771
Eastern Townships Warehousing Ltd. .	772
E. J. Chartier Inc.....	772
Entreprises Beaubien Inc.....	772
Fiber-Plast Company Ltd.....	773
Gaz National Inc.—National Gas Inc..	773
Gotham Investment Corporation.....	773
Henry Horky Ltd.....	773
Holt, Renfrew & Co., Limited.....	774
Hygrade Food Products Incorporated .	774
Lachine Remnant Store Ltd.....	774
Lasnier & Galipeau Limitée — Lasnier & Galipeau Limited.....	774
Les Agences Grenache Inc.—Grenache Agencies Inc.....	775
Les Industries de la Rive Sud, Ltée — South Shore Industries Ltd.....	775

Les Meubles de St-Barthélemy, Ltée — St-Barthélemy Furniture Ltd.....	775	Les Meubles de St-Barthélemy, Ltée — St-Barthélemy Furniture Ltd.....	775
Litho Plate Making Ltd.....	775	Litho Plate Making Ltd.....	775
McNeil Transport Limited.....	776	McNeil Transport Limited.....	776
Milano Furniture Inc.....	776	Milano Furniture Inc.....	776
Mount Royal Property Corporation.....	776	Mount Royal Property Corporation.....	776
Nsu Prinz of Canada Ltd.....	776	Nsu Prinz of Canada Ltd.....	776
Peel-Windsor Garage Incorporated.....	777	Peel-Windsor Garage Incorporated.....	777
Pulp Associates Inc.....	777	Pulp Associates Inc.....	777
Quebec Motel Association Inc.....	777	Quebec Motel Association Inc.....	777
Seaway Supply Corporation.....	777	Seaway Supply Corporation.....	777
Sternthal Dress Company.....	778	Sternthal Dress Company.....	778
Typographic Service Company Limited.....	778	Typographic Service Company Limited.....	778
Venus Restaurants Incorporated.....	778	Venus Restaurants Incorporated.....	778

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

Peerless Insurance Company.....	809
Transport Indemnity Company.....	810
L'Union Saint-Joseph du Canada.....	810

SIÈGES SOCIAUX:

Airtha Associates Limited.....	810
Allard Bay Mines Limited.....	810
A. Niremberg Travel Bureau Ltd.....	812
Campbell Chibougamau Mines Ltd.....	813
Candiac Transport Ltée.....	812
Certified Appraised Real Estate (Care) Inc.....	811
Chevaliers de Colomb, Conseil La Pe- tite Nation, No. 3112.....	812
Colonial Distribution Coloniale Inc.....	812
Eugène Hamelin Inc.....	811
Garon Lake Mines Limited.....	811
Les Falaises Inc.....	813
Les Immeubles Ro.-Mi. Inc.....	813
N. H. Automotive Corporation.....	813
Noremac Investments Ltd.....	811
Saguenay Industries Limited — Les Industries du Saguenay Limitée.....	811
Sanguinet Oil Products Ltd.....	814
The Key Construction Inc.....	812

SOUMISSIONS:

Brownsburg, village.....	815
Henryville, village.....	819
La Bostonnais, comm. scolaire.....	814
Laval-des-Rapides, ville, comm. scolaire	818
Repentigny, ville.....	816
Thurso, village.....	820

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Railway Company...	822
-------------------------------------	-----

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Hôpital Ste-Anne vs Goulet.....	822
Paquin vs Therrien.....	822

BEAUCE:

Montreal Life Ins. Co. vs Beaudoin....	823
--	-----

BEAUHARNOIS:

Lamoureux vs St-Cyr.....	823
--------------------------	-----

JOLIETTE:

Aumont et al vs Piquet.....	824
-----------------------------	-----

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

Peerless Insurance Company.....	809
Transport Indemnity Company.....	810
L'Union Saint-Joseph du Canada.....	810

HEAD OFFICES:

Airtha Associates Limited.....	810
Allard Bay Mines Limited.....	810
A. Niremberg Travel Bureau Ltd.....	812
Campbell Chibougamau Mines Ltd.....	813
Candiac Transport Ltée.....	812
Certified Appraised Real Estate (Care) Inc.....	811
Chevaliers de Colomb, Conseil La Pe- tite Nation, No. 3112.....	812
Colonial Distribution Coloniale Inc.....	812
Eugène Hamelin Inc.....	811
Garon Lake Mines Limited.....	811
Les Falaises Inc.....	813
Les Immeubles Ro.-Mi. Inc.....	813
N. H. Automotive Corporation.....	813
Noremac Investments Ltd.....	811
Saguenay Industries Limited — Les Industries du Saguenay Limitée....	811
Sanguinet Oil Products Ltd.....	814
The Key Construction Inc.....	812

TENDERS:

Brownsburg, village.....	815
Henryville, village.....	819
La Bostonnais, school comm.....	814
Laval-des-Rapides, town, school comm.	818
Repentigny, town.....	816
Thurso, village.....	820

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Railway Company....	822
--------------------------------------	-----

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Hôpital Ste-Anne vs Goulet.....	822
Paquin vs Therrien.....	822

BEAUCE:

Montreal Life Ins. Co. vs Beaudoin....	823
--	-----

BEAUHARNOIS:

Lamoureux vs St-Cyr.....	823
--------------------------	-----

JOLIETTE:

Aumont et al vs Piquet.....	824
-----------------------------	-----

MONTREAL:

Banque Canadienne Nationale vs Nagy. 824
 Caplan Motor Servicentre vs Bour-
 bonnais. 825

RIMOUSKI:

Burger-Ellen Inc. vs Rivard. 826

ROBERVAL:

Connolly vs Hudon. 827
 Côté, Boivin & Cie Inc. vs Chibouga-
 mau Concrete Products. 827
 Otis vs Otis. 826

TERREBONNE:

La Banque Provinciale du Canada
 vs Anber. 827

MONTREAL:

Banque Canadienne Nationale vs Nagy. 824
 Caplan Motor Servicentre vs Bour-
 bonnais. 825

RIMOUSKI:

Burger-Ellen Inc. vs Rivard. 826

ROBERVAL:

Connolly vs Hudon. 827
 Côté, Boivin & Cie Inc. vs Chibouga-
 mau Concrete Products. 827
 Otis vs Otis. 826

TERREBONNE:

The Provincial Bank of Canada vs
 Anber. 827

